

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires
Novembre-Décembre 2020

Investissement

JOE BIDEN

Le Président élu des États-Unis

DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestissement.com



PROJET GRAND INGA

ÉLECTRICITÉ
POUR TOUS

Une solution pour éclairer (enfin) l'Afrique

Agence pour le développement et la promotion du
Grand Inga (ADPI)
Au service du développement de la RDC

EN BREF

Saviez-vous que... 3

ÉDITORIAL

L'économie mondiale est en train de s'extirper 5

POLITIQUE

JOE BIDEN: Le Président élu veut "guérir" une nation divisée 6

KAMALA HARRIS: Première femme élue vice-présidente des États-Unis, entre dans l'Histoire 10

KAMALA HARRIS

Première femme élue vice-présidente des États-Unis, entre dans l'Histoire.

10

**PNINA TAMANO SHATA**

Première femme noire, ministre de l'Immigration d'origine éthiopienne en Israël

45

DAVID BEASLEY

Le Programme alimentaire mondial: Prix Nobel de la Paix, récompensé pour ses efforts dans la lutte contre la faim

48

**RELATION INTERNATIONALE**

Luis Arce : Investi nouveau président en Bolivie, à l'ombre de Morales 20

Joe Biden nomme son futur gouvernement, John Kerry chargé du climat 21

DIPLOMATIE DES AFFAIRES

André Panzo: Le nouvel ambassadeur d'Angola en Côte d'Ivoire 25

JOE BIDEN**Le Président élu des États-Unis**

6

**INVESTISSEMENT**

Les investisseurs soulagés par la victoire de Joe Biden 29

FINANCE

Produits financiers: la Chine séduit les investisseurs du monde, mais des défis subsistent 33

COMMERCE ET ÉCONOMIE

La souveraineté de la richesse 35

La Chine va s'accaparer la moitié des investissements dans la voiture électrique 38

REPORTAGE

Pnina Tamano-Shata : De la famine en Éthiopie au gouvernement en Israël 45

DOSSIER

Prix Nobel de la paix : Le Programme alimentaire mondial, récompensé pour ses efforts dans la lutte contre la faim 48

DÉVELOPPEMENT

Les centres d'expertise et d'excellence : institutions essentielles au développement d'un pays émergent 50

Selon un nouveau rapport, la pandémie pourrait annuler les progrès obtenus sur le front du capital humain au cours des dix dernières années 52

Cinq enseignements pour des investissements efficaces dans le capital humain 54

RÉFLEXION

Tracer la voie d'une reprise 58

Saviez-vous que...

• Le cuivre, qualifié de thermomètre de l'économie mondiale, a été laminé par la première vague de Covid-19. Fin mars, son cours plongeait et perdait près d'un quart de sa valeur. Mais, à partir d'avril, alors que le moteur des usines chinoises redémarrait, le coronavirus ne circulait plus qu'à bas bruit dans l'empire du Milieu, le cuivre faisait un retour en fanfare. Le souffle chaud de la spéculation le propulsait même au-delà de son cours de janvier. Une position confortée par les derniers bulletins de santé de l'activité manufacturière chinoise en plein essor. Le cuivre n'a pas échappé à la soudaine euphorie. Le métal rouge a flamboyé en séance, à Londres, lundi 9 novembre, dépassant la barre des 7 000 dollars (5 923 euros) la tonne, un plus haut depuis deux ans.

• Le produit intérieur brut (PIB) du Canada a augmenté de 1,2 % en août, après une croissance de 3,1 % en juillet, selon un communiqué publié vendredi par Statistics Canada. Cette quatrième hausse mensuelle consécutive a continué à compenser la chute record de l'activité économique canadienne en mars et avril. Toutefois, l'activité économique globale est restée inférieure d'environ 5 % au niveau de février, avant la pandémie de COVID-19. Le secteur de la production des biens a augmenté de 0,5 % et le secteur des services de 1,5 % ; 15 des 20 secteurs industriels ont enregistré des augmentations et deux sont restés pratiquement inchangés en août.

• En août, le secteur public a enregistré de fortes hausses, notamment dans l'éducation, les services professionnels, l'industrie manufacturière et le bâtiment, tandis que l'hôtellerie et la restauration, les secteurs les plus touchés par la pandémie, ont également poursuivi leur redressement, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent. En revanche, le secteur des mines, des carrières et de l'extraction de pétrole et de gaz a chuté de 1,7 % en août. Statistics Canada prévoyait que l'économie augmenterait d'environ 0,7 % en septembre, en raison de la hausse des secteurs manufacturier, public, et des mines, carrières et extraction de pétrole et de gaz.

• Le PIB de la France va reculer de 11% en 2020 en raison de l'impact du deuxième confinement, a indiqué ce vendredi le ministre français de l'Economie sur France Inter. Jusqu'à présent, le gouvernement avait évalué à 10% la baisse du PIB en 2020. "C'est une révision qui est modérée, justement parce que nous avons eu un troisième trimestre très fort, qui traduit une chose simple : la capacité de rebond de l'économie française est considérable", a déclaré Bruno Le Maire. Le ministre de l'Economie a expliqué que les mesures prises par le gouvernement durant la crise, notamment le recours massif au chômage partiel, avait permis "un très fort rebond de l'économie française au 3e trimestre". "Nos mesures de soutien aux plus faibles ont fonctionné, permettant de préserver le pouvoir d'achat des Français qui ont consommé", a-t-il expliqué.

• La pandémie de COVID-19 a grandement détérioré la situation économique partout dans le monde. Le Québec a annoncé un déficit de 15 milliards de dollars pour l'année en cours, l'Ontario, de 37 milliards de dollars et Ottawa, de près de 350 milliards de dollars. De plus, le secteur privé sortira de cette crise affaibli. Cette situa-

tion engendrera une baisse des revenus de taxes de toutes sortes pour les gouvernements. Alain Gravel discute de la situation avec Pedro Antunes, économiste en chef du Conference Board du Canada, et Serge Coulombe, professeur d'économie à l'Université d'Ottawa.

• Dans le cadre de son plan pour une économie verte, le gouvernement du Québec annonce que la vente de véhicules neufs à essence sera interdite à compter de 2035. Le programme Roulez vert sera quant à lui maintenu. Le gouvernement du Québec offre jusqu'à 8000 \$ de rabais à l'achat ou à la location de voitures électriques aux particuliers, aux entreprises, aux organismes et aux municipalités de la province. Le Québec s'est donné un objectif ambitieux en 2020: celui de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 37,5 % sous leur niveau de 1990. Pour y parvenir, il a mis en œuvre une série de mesures, dont le marché du carbone, qui constitue le fer de lance de l'action gouvernementale en matière de lutte contre les changements climatiques.

Par ailleurs, Québec va hausser à 1,5 M\$ son objectif de véhicules électriques, soit 30 % du parc automobile, en plus de poursuivre le développement du réseau de bornes de recharge.

• Le Canada souhaite accueillir plus de 400 000 immigrants par an d'ici à 2023. Cet objectif, motivé par le manque de main-d'œuvre, constituerait un record pour ce pays à la longue tradition d'accueil. Mais il sera difficile à atteindre dans le contexte sanitaire actuel. Un million deux cent mille nouveaux arrivants au Canada d'ici 2023 : c'est l'objectif que le gouvernement libéral de Justin Trudeau s'est fixé dans son nouveau plan triennal en matière d'immigration. Un objectif ambitieux qui, s'il devait être atteint, constituerait un record historique pour ce pays qui a pourtant déjà derrière lui une longue tradition d'accueil. Il faut remonter à 1913 pour que le seuil des 401 000 immigrants soit franchi, le gouvernement s'engage à faire autant dès 2021, jusqu'à atteindre 421 000 nouveaux résidents permanents en 2023, dont la grande majorité, 60 % relèveront de l'immigration économique.

• La Chine a maintenant dépassé les États-Unis pour devenir la plus grande économie du monde. Établi à partir des critères les plus raffinés que le FMI et la CIA utilisent désormais pour comparer les économies nationales, le rapport du FMI montre que l'économie chinoise est un sixième plus grande que celle des États-Unis (24,2 billions contre 20,8 billions de dollars US).

• 90 milliards de dollars s'évaporent d'Afrique tous les ans. Cette valeur estimée, mais sûrement supérieure dans les faits, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), ne concerne que les capitaux ayant quitté les pays africains. De façon physique, mais surtout sous forme de manque à gagner fiscal. En clair, le continent n'a pas profité à sa juste valeur des richesses qu'il a produites. Fort de ce chiffre, le rapport de la Cnuced met en avant un paradoxe. L'Afrique, réputée pauvre, donne plus qu'elle ne reçoit ! En effet, l'aide au développement en Afrique, fournie par les pays riches, s'établit annuellement à 48 milliards de dollars. Soit la moitié de la fuite des capitaux. ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Telé Udimba**
Directeur général: **Viviane Dégu**
Rédacteur en chef par intérim: **Henri Tambwe**

ADMINISTRATION

Fatouma Muhiya
Liliane Aneka

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Telé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **BaronTete**
Relations avec les institutions: **BaronTete**
Développement des affaires: **Ignace Lumumba**
Directeur de projets: **Dominique Gagnon**
Chargé de mission: **Sylla Naby Laye**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Anaclet Mutombo**
Relation avec les pays du Golfe et Arabe: **Souleyman Kelley Younous**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Elodie Rukiza**
Marketing et Publicité: **Sylla Aminata**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Dominique Gagnon**
Chef réviseur: **Dominique Gagnon**
Correspondants: **Jacques Fani, Dominique Martens, Lambert Opula, Jacques Malu, Joseph Smith, Azize Fouad, Eric Kouassi, Camara Lemine, Kakoyi Yaya Mahamat.**
Reportage: **Henriette Edju Omeonga**

STAGIAIRES

Cherifa Abdramane Ali

PRODUCTION

Directeur de production: **Jean Telé**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **GU**
Logistique: **Mutombo Kahozi**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

WABC

DISTRIBUTION

Distribution ciblée: **WABC**

PUBLICATION ET DIFFUSION

Ont également collaboré à ce numéro: **Lohaka Yemba, Alphose Noah, Richard Martin, André Lalonda, Jean-Louis Sasseville, Ph.D., Nlombi Kibi, Ing. F., M.B.A., Ph.D, André Turmel, Associé Fasken, Karim Maalioun Associé Fasken, Youssef Fichtali, Avocat, Fasken**
Consultant et Chargé des projets: **Lambert Opula Ph.D.**

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration. Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine Diplomat Investissement

1111 Boulevard Dr. Frederik-Philips, suite 626
Saint-Laurent, QC H4M 2X6
Tél. : +(1) 514 655-1008 - Télécopieur : +(1) 579 641-1797
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
www.diplomatinvestissement.com

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

Éditorial

L'économie mondiale est en train de s'extirper

Jean Tele

L'économie mondiale est en train de s'extirper du gouffre dans lequel elle s'était enfoncée lors du « Grand Confinement » d'avril 2020. Mais la pandémie de COVID-19 continuant de se propager, de nombreux pays ont ralenti leur réouverture et certains rétablissent des confinements partiels afin de protéger les populations à risque. Bien que le redressement de la Chine ait été plus rapide qu'attendu, la longue ascension de l'économie mondiale vers des niveaux d'activité comparables à ceux d'avant la pandémie demeure exposée à des revers. Perspectives économiques mondiales et risques Perspectives à court terme. Les projections envisagent une contraction mondiale de 4,4 % en 2020, un chiffre moins grave que dans les prévisions de la Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale (Mise à jour des PEM) de juin 2020. Cette révision s'explique par les chiffres du PIB au deuxième trimestre, qui sont meilleurs que prévu, surtout dans les pays avancés, où l'activité a commencé à reprendre de la vigueur plus tôt qu'escompté, après l'assouplissement en mai et juin 2020 des mesures de confinement. Elle s'explique aussi par les indicateurs d'une reprise plus forte au troisième trimestre. La croissance mondiale est estimée à 5,2 % en 2021, soit un peu moins que dans la Mise à jour des PEM de juin 2020, en raison du recul plus modéré attendu pour 2020 et à supposer que les mesures de distanciation physique se maintiennent. À la suite de la contraction de 2020 et de la reprise en 2021, le niveau du PIB mondial en 2021 devrait dépasser celui de 2019 d'un petit 0,6 %. La pandémie va balayer les progrès engrangés depuis les années 90 en matière de réduction de la pauvreté dans le monde et creuser les inégalités. Les personnes qui comptent sur un travail à rémunération journalière et ne sont pas couvertes par un dispositif formel de protection sociale ont subi des pertes de revenus soudaines lorsque des restrictions à la mobilité ont été imposées. Les perspectives moroses de croissance à moyen terme se conjuguent à une forte hausse attendue de l'encours de dette souveraine. Les révisions à la baisse en ce qui concerne le potentiel de production signifient également que la matière imposable sera à moyen terme de moindre ampleur que prévu, accentuant les difficultés à assurer le service de la dette. Les projections de référence supposent que les mesures de distanciation physique se maintiendront jusqu'en 2021, mais qu'elles s'atténueront ensuite à mesure que la couverture vaccinale s'élargira et que les traitements s'amélioreront. Il est supposé que la transmission locale soit ramenée partout à de faibles niveaux d'ici la fin 2022.

Les projections à moyen terme supposent également que les pays subiront des séquelles durables en raison de l'ampleur de la récession et des mutations structurelles qui s'imposent, entraînant des effets persistants sur le potentiel de production. Une deuxième source d'incertitude tient à l'ampleur des répercussions mondiales de la faiblesse de la demande, de la morosité du tourisme et de la diminution des envois de fonds. L'état d'esprit des marchés financiers et ses implications pour les flux mondiaux de capitaux constituent un troisième ensemble de facteurs. Une certaine incertitude entoure également la dégradation du potentiel de l'offre, qui dépendra de la persistance du choc dû à la pandémie, de l'étendue et de l'efficacité de la riposte des pouvoirs publics, ainsi que de l'ampleur de l'inadéquation des ressources selon les secteurs. Moyennant des avancées en matière de vaccins et traitements ainsi que des changements sur les lieux de travail et dans les modes de consommation en vue de réduire la transmission, l'activité pourrait retrouver les niveaux observés avant la pandémie plus rapidement que dans les projections actuelles, sans déclencher des vagues d'infections répétées. La prolongation jusqu'en 2021 des contre-mesures budgétaires pourrait également amener la croissance à dépasser les prévisions, qui ne tiennent compte que des mesures mises en œuvre et annoncées jusqu'ici.

Vu la gravité de la récession et du retrait possible des aides d'urgence dans certains pays, la multiplication des faillites pourrait aggraver les pertes d'emplois et de revenus. Une dégradation de l'état d'esprit des marchés financiers pourrait entraîner, pour les pays vulnérables, un arrêt brutal de l'octroi de nouveaux crédits (ou empêcher le refinancement de la dette existante). De nombreux pays doivent déjà trouver des compromis difficiles entre mettre en œuvre des mesures favorisant la croissance à court terme et éviter une nouvelle accumulation de dette dont il serait difficile d'assurer ultérieurement le service, compte tenu du coup porté par la crise au potentiel de production. Au-delà de la pandémie, la coopération multilatérale est indispensable pour désamorcer les tensions commerciales et technologiques entre pays et remédier aux lacunes du système commercial multilatéral fondé sur des règles, par exemple en matière de commerce de services. La communauté internationale devrait aussi passer urgemment à l'action pour renforcer ses défenses face à des crises sanitaires calamiteuses, par exemple en augmentant les réserves d'équipements de protection et de fournitures médicales essentielles, en finançant la recherche et en assurant une aide adéquate et constante aux pays dont les capacités médicales sont limitées, notamment avec le concours d'organisations internationales. ■

JOE BIDEN

Se réveille et vire Donald Trump

Le Président élu veut "guérir" une nation divisée

Au lendemain de sa victoire à l'élection présidentielle américaine, le démocrate Joe Biden a travaillé avec ses conseillers à la façon de régler la crise du coronavirus aux États-Unis tout en insistant sur la nécessité d'unifier un pays polarisé à l'extrême après quatre années de présidence Trump. Donald Trump, premier président américain en exercice à ne pas obtenir sa réélection en 28 ans, n'a pour sa part laissé entrevoir aucune volonté de concéder sa défaite alors que se poursuivait sa campagne de recours juridiques contre le résultat de l'élection.



Emile Gagnon

Illustrant les défis qui attendent Joe Biden après son entrée en fonction le 20 janvier, les principaux membres républicains du Congrès n'ont en outre toujours pas reconnu la victoire de l'ancien vice-président de Barack Obama. Lors d'un discours prononcé à Wilmington, dans l'Etat du Delaware, où il réside et où siégeait son équipe de campagne, Joe Biden s'est lui-même proclamé samedi soir 46e président des États-Unis et a livré un message d'unité et de conciliation en déclarant qu'il était "temps de guérir" la nation et en tendant la main aux Américains qui ont voté pour Trump ainsi qu'aux républicains du Congrès.

"Le peuple de cette nation a parlé. Il nous a donné une victoire claire, une victoire convaincante", a-t-il dit.

"Je promets d'être un président qui ne cherche pas à diviser mais à unifier, qui ne voit pas d'Etats rouges et d'Etats bleus, mais ne voit que les États-Unis", a poursuivi Joe Biden alors que les chaînes d'information diffusaient continuellement des cartes du pays colorées de rouge et de bleu - les couleurs traditionnelles du Parti républicain et du Parti démocrate. "Le travail commence tout de suite", a pour sa part déclaré dimanche sa directrice adjointe de campagne, Kate Bedingfield, lors du programme "Meet the Press" de NBC. Alors que Joe Biden a clairement indiqué que la lutte contre la pandémie de coronavirus était la première de ses prio-



La vice-présidente élue Kamala Harris tient la main du président élu Joe Biden le samedi 7 novembre 2020 à Wilmington en train de célébrer leur victoire.

rités, Kate Bedingfield a dit qu'il prévoyait de lancer lundi un groupe de travail sur le sujet, dirigé par l'ancien administrateur de la santé publique des États-Unis Vivek Murthy et l'ancien commissaire de la "Food and Drug Administration" David Kessler.

"FAIRE BAISSER LA TEMPÉRATURE"

Plus de 237.000 Américains sont décédés du COVID-19 et les cas enregistrés par le pays ont atteint un nombre record ces derniers jours. Joe Biden a promis d'améliorer l'accès aux tests et, contrairement à Donald Trump, de tenir compte des conseils des principaux responsables de

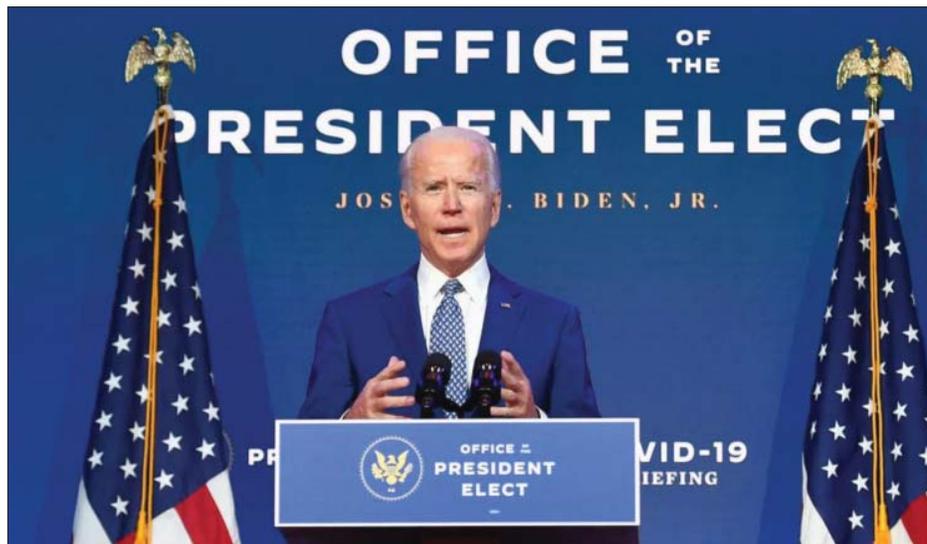
la santé publique et des scientifiques. Quelque 10 millions d'Américains mis au chômage pendant les confinements décidés pour freiner le coronavirus restent inactifs alors les programmes de soutiens fédéraux ont expiré. Sans jamais mentionner le nom de son adversaire, Joe Biden s'est aussi adressé samedi aux 70 millions d'électeurs qui ont voté pour le président sortant et a prôné une politique de coopération bipartisans. "Pour tous ceux qui ont voté pour le président Trump, je comprends leur déception ce soir. J'ai moi-même perdu quelques fois. Mais à présent, donnons une chance à chacun

d'entre nous. Le moment est venu de repousser les discours agressifs, de faire baisser la température, de nous regarder et de nous écouter à nouveau. Et pour progresser, nous devons cesser de traiter nos adversaires comme nos ennemis. Ils ne sont pas nos ennemis. Ils sont des Américains", a-t-il dit.

"La Bible nous enseigne qu'il y a une saison pour tout, un temps pour construire, un temps pour récolter et un temps pour semer, et un temps pour guérir. Le moment est venu de guérir en Amérique." Il aura fallu attendre près de quatre jours entiers pour connaître l'issue de l'élection du 3 novembre, la faute à un dépouillement interminable dans certains États clés comme la Pennsylvanie en raison du recours massif au vote par correspondance ou par anticipation, risque sanitaire oblige.

UNE MAJORITÉ OBTENUE GRÂCE À LA PENNSYLVANIE

Samedi en fin de matinée à l'heure de Washington, peu avant 16h30 GMT, les grands réseaux de télévision et l'agence Associated Press ont annoncé que les 20 grands électeurs de Pennsylvanie donneraient à Joe Biden la majorité requise au collège électoral. L'ancien vice-président de Barack Obama a alors été déclaré président-élu des États-Unis. Le candidat démocrate, qui aura 78 ans le 20 novembre, deviendra deux mois plus tard le président le plus âgé à sa prise de fonction.



Président élu Joe Biden

Donald Trump jouait au golf lorsque les principales chaînes américaines ont annoncé la victoire de son adversaire, a refusé de concéder sa défaite.

"Cette élection est loin d'être terminée", a affirmé le président républicain sortant, dont les équipes ont engagé plusieurs recours dans l'espoir d'obtenir que les tribunaux invalident sa défaite dans les urnes. "Nous savons tous pourquoi Joe Biden se précipite pour se faire passer à tort pour le vainqueur, pourquoi ses alliés médiatiques font tant d'efforts pour l'aider; ils ne veulent pas que la vérité soit dévoilée", a poursuivi Donald Trump. Dimanche, il a de nouveau joué au golf et dénoncé "une élection volée" sur Twitter, sans apporter davantage de preuves à ses affirmations, que les autorités en charge du scrutin n'ont d'ailleurs jamais étayées.

En félicitant rapidement Joe Biden, de nombreux dirigeants de la planète, dont le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel, le Premier ministre britannique Boris Johnson et le Premier ministre canadien Justin Trudeau, ont peut-être rendu plus difficile pour Donald Trump de répéter ses allégations de fraudes, ainsi qu'il l'a fait tout au long du dépouillement.

AVEC KAMALA HARRIS, UNE BARRIÈRE TOMBE

A mesure que l'information de la victoire de Joe Biden et de sa vice-présidente, Kamala Harris, se propageait, des manifestations de joie se sont multipliées dans plusieurs villes à travers le pays. Mais comme un rappel des profondes divisions du pays, des partisans de Donald Trump



Le président élu Joe Biden et la vice-présidente élue Kamala Harris

ont organisé des manifestations réclamant d'"arrêter le vol" devant les capitales des États du Michigan, de la Pennsylvanie et de l'Arizona. Ça me dégoûte, ça me rend triste", dit Jayla Doyle, 35 ans, qui dirige un pub dans la petite ville de Mifflintown en Pennsylvanie. "Je pense que l'élection a été truquée", ajoute-t-elle. Elu pour la première fois au Sénat des États-Unis en 1972, Joe Biden, qui a la réputation solidement établie d'être dans l'empathie et d'un abord simple, va devoir s'employer pour refermer les plaies et les divisions d'une société tourmentée qui s'est polarisée autour de la figure cliquante de Donald Trump, protecteur des intérêts du pays pour les uns, menace contre la démocratie pour les autres. Face à lui se présente, outre la difficile mission de gouverner un pays ravagé par le coronavirus, le défi de répondre aux manifestations et contre-manifestations contre les discriminations raciales et les violences policières.

Avec lui arrive à la Maison blanche Kamala Harris, la première femme élue à la vice-présidence des États-Unis.

Née d'un père jamaïcain et d'une mère indienne, la sénatrice démocrate de Californie est aussi la première femme noire et a première femme d'ascendance indienne à occuper ce poste, au deuxième rang dans la hiérarchie du pouvoir. "Qu'il ait eu l'audace de briser l'une des barrières les plus solides qui existe dans notre pays en choisissant une femme pour être sa vice-présidence est un témoignage de la personnalité de Joe", a-t-elle dit à Wilmington dans son discours de présentation du futur président.

STRATÉGIE GAGNANTE

La victoire de Joe Biden valide sa stratégie bâtie sur quatre axes: retrouver le vote ouvrier qui avait fait cruellement défaut à Hillary Clinton en 2016, remobiliser l'électorat noir, tirer parti du rejet violent de Donald Trump par une large partie de la population épuisée par les polémiques permanentes attisées par l'ex-magnat de l'immobilier et proposer face à la pandémie de coronavirus une politique radicalement différente de celle de l'administration sortante. L'ancien vice-président et les démocrates n'auront toutefois pas obtenu le raz-de-marée qu'ils espéraient aux élections législatives qui se tenaient le même jour que la présidentielle pour renouveler la totalité de la Chambre des représentants et 35 sièges du Sénat. Cela pourrait compliquer la réalisation des promesses de campagne de Biden de "corriger" en partie l'héritage laissé par Donald Trump, qu'il s'agisse de baisses d'impôts ayant particulièrement profité aux entreprises et à la classe aisée, de politiques très strictes en matière d'immigration, ou encore l'abandon d'accords internationaux comme celui de Paris sur le climat ou celui sur le programme nu-



Le Président élu, Joe Biden



Le président élu Joe Biden (2^e à droite), son épouse, Jill Biden (à droite), la vice-présidente désignée Kamala Harris (2^e à gauche) et son mari, Douglas Emhoff, apparaissent sur scène avec leurs familles dans le Delaware.

cléaire iranien. Si les républicains venaient à conserver le contrôle du Sénat, ils devraient vraisemblablement s'opposer à d'importantes politiques voulues par Joe Biden, en premier lieu sur l'assurance maladie et le changement climatique.

Donald Trump, 74 ans, devient lui le premier président sortant à échouer à être réélu depuis son pair républicain George H.W. Bush en 1992. Mais il n'est pas certain que l'issue du dépouillement sera le clap de fin de l'ascension politique fulgurante de cet homme qui, avant son triomphe de 2016, n'avait jamais concouru à la moindre élection. L'ex-magnat de l'immobilier et présentateur de télévision a fait le plein dans les petites villes et les comtés ruraux où son discours nationaliste et ses positions sur l'avortement, les droits de la communauté LGBT ou le port d'arme, portent le plus. Les 538 grands électeurs du Collège électoral désignés Etat par Etat se réuniront pour élire le 14 décembre prochain le président. L'ensemble des recours portés devant les tribunaux par l'équipe Trump devra avoir été réglé avant cette date. La date d'investiture est fixée elle au 20 janvier.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE : JOE BIDEN REMPORTE 306 GRANDS ÉLECTEURS CONTRE 232 POUR TRUMP

Près d'une semaine après l'annonce de l'élection de Joe Biden à la tête des États-

Unis, les résultats d'autres États américains sont tombés. Selon plusieurs médias, Joe Biden remporte au total 306 grands électeurs contre 232 pour Donald Trump. Il a été élu président samedi mais des résultats dans plusieurs États manquaient à l'appel. Vendredi, plusieurs médias américains ont annoncé que le démocrate Joe Biden avait finalement remporté 306 grands électeurs face au président sortant Donald Trump, qui en a seulement conquis 232. Le président élu Joe Biden a été déclaré vainqueur en Géorgie (16 grands électeurs), Donald Trump en Caroline du Nord (15), ont précisé ces médias, parmi lesquels CNN. Même répartition qu'en 2016... mais inversée La répar-

tion des grands électeurs est exactement la même que lors de la présidentielle de 2016, mais inversée : à l'époque, Donald Trump en avait 306 à son actif, contre 232 pour Hillary Clinton. Aucun démocrate n'a remporté la Géorgie depuis 1992. L'avance de Donald Trump n'a cessé d'y fondre avec l'avancée du comptage, et Joe Biden est passé devant lui dans la nuit du 5 novembre.

Donald Trump était lui, sans surprise, donné vainqueur en Caroline du Nord, Etat du Sud-Est traditionnellement républicain. Le président sortant n'a toujours pas concédé la défaite et continue d'affirmer, sans preuves, que l'élection a été "truquée" ■



KAMALA HARRIS

Première femme élue vice-présidente des États-Unis, entre dans l'Histoire



André yamili

C'est la consécration d'une carrière hors normes: Kamala Harris, ancienne procureure et fille d'immigrés, entre dans l'Histoire comme la première femme à accéder à la vice-présidence des États-Unis. A 56 ans, la dynamique et pugnace sénatrice de Californie a permis à Joe Biden, 77 ans, d'engranger les voix d'un électorat plus divers qui avait soif de se voir mieux représenté au sommet du pouvoir. A tel point que certains électeurs disaient voter non pas pour M. Biden mais pour elle, la fille d'un père jamaïcain et d'une mère indienne.

Pendant la campagne, celle qui sera aussi la première personne noire à devenir vice-présidente du pays, a appelé sans relâche à une mobilisation historique des femmes et des minorités, en dénonçant les tentatives d'entraver le scrutin dans des États républicains. "Pourquoi croyez-vous que tant de gens puissants (...) essayent de vous empêcher de voter", a-t-elle demandé en Géorgie, l'un des États-clés de l'élection. "Ils connaissent votre pouvoir", a-t-elle répondu. "Ne laissez personne vous mettre hors-jeu." Arborant toujours un masque contre le coronavirus et respectant les distances de précaution comme Joe Biden, elle a mené une campagne plus active que le septuagénaire, dansant au rythme des fanfares ou s'entretenant avec les clients de cafés... en extérieur, pandémie oblige. Elle a aussi rencontré à Milwaukee la famille de Jacob Blake, un homme noir grièvement blessé par la police, en pleine vague de colère historique contre le racisme aux États-Unis.

- Pionnière -

Forte d'un parcours brillant, digne du meilleur rêve américain malgré des chapitres controversés, elle rêvait de devenir la première femme présidente noire des États-Unis. Elle a finalement brigué la vice-présidence mais avec, sans doute, un oeil sur la présidentielle de 2024 et l'espoir de briser, alors, l'ultime plafond de verre.

Kamala Harris accumule déjà les titres de pionnières.

Elle a grandi à Oakland, où ses parents - un père professeur d'économie et une mère, aujourd'hui décédée, chercheuse spécialiste du cancer du sein - militaient pour les droits civiques. Diplômée de l'université Howard, fondée à Washington pour accueillir les étudiants afro-américains en pleine ségrégation, elle rappelle régulièrement son appartenance à l'association d'étudiantes noires "Alpha Kappa Alpha".

Après deux mandats de procureure à San Francisco (2004-2011), elle avait été élue, deux fois, procureure générale de Californie (2011-2017), devenant alors la première femme, mais aussi la première personne noire, à diriger les services judiciaires de l'Etat le plus peuplé du pays. Puis en janvier 2017, elle avait prêté serment au Sénat à Washington, s'inscrivant comme la première femme originaire d'Asie du Sud et seulement la deuxième sénatrice noire dans l'histoire. Ses interrogatoires serrés de candidats présidentiels à



Kamala Harris est la première femme à être élue vice-présidente des États-Unis.



Kamala Harris est modèle et un exemple pour les jeunes filles

des postes que le Sénat doit confirmer l'ont depuis fait connaître, comme face aux juges nommés à la Cour suprême Brett Kavanaugh et Amy Coney Barrett. Pendant la primaire démocrate, elle avait d'ailleurs promis de "mener le réquisitoire" contre Trump.

- "Coriace" -

Mais lors d'un des débats, c'est contre Joe Biden qu'elle avait fait des étincelles, en l'attaquant sur ses positions passées concernant les politiques de déségrégation raciale dans les années 1970. En racontant comment, petite fille, elle était dans l'un des bus amenant les écoliers noirs dans les quartiers blancs, elle avait ému, et bondi brièvement dans les sondages.

Peinant à définir clairement sa candidature, elle avait toutefois jeté l'éponge. Ses expériences dans les branches législative, judiciaire et exécutive du pouvoir, et sa proximité avec Beau Biden, fils de Joe et ancien procureur du Delaware décédé d'un cancer en 2015, ont malgré tout convaincu son ex-rival de la choisir comme colistière.

Il compte aussi sur son image moderne de femme se présentant en "Momala", fière de sa famille mixte et recomposée. Son époux, l'avocat blanc Douglas Emhoff, a lui aussi participé activement à la cam-



Joe Biden et Kamala Harris, vainqueurs de l'élection présidentielle américaine

pagne présidentielle. Mais son passé de procureure pèse aussi contre elle. Des électeurs noirs et progressistes déplorent sa réputation de dureté, notamment en punissant strictement de petits délits qui ont, selon ses détracteurs, affecté surtout les minorités.

Face à Mike Pence, dans le seul débat des vice-présidents, elle avait attaqué à de multiples reprises la gestion par l'exécutif de la crise du coronavirus, qu'elle a qualifiée de "plus gros échec de toute administration présidentielle dans l'histoire" du pays.

Le lendemain, Donald Trump l'avait traitée de "monstre" qui ne dit que "des mensonges". Il n'a de cesse de mettre en garde contre ses opinions, qui feront, selon lui, plonger l'Amérique dans un "socialisme" honni. ■



Kamala Harris

RÉGINE ALENDE TSHOMBOKONGO

La congolaise qui a imposée sa vision communautaire au Québec, Canada

L'ouverture des sociétés nord-américaines à l'immigration a induit, avec le temps, des innovations organisationnelles des dispositifs d'accompagnement, le plus souvent sous la houlette des personnes issues des pays d'émigration. C'est notamment le cas entre autres de Madame de Régine Alende Tshombokongo. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, des avancées remarquables sont observables ci et là. L'émergence des figures de proue comme Michael Jean, nommée gouverneure générale du Canada en octobre 2010 et de Kamala Harris qui vient d'être élue à la vice-présidence américaine constituent des faits qui frappent l'imagination. Mais, ils ne sont que des épiphénomènes. Les politiques mises en œuvre, les dispositifs opérationnels à travers lesquels celles-ci sont mises en œuvre ainsi que le leadership des animateurs en constituent le fondement, par-delà les obstacles systémiques.

Emile Gagnon



Régine Alende Tshombokongo lors de la cérémonie de remise du prix du gouverneur général du Canada, le 18 octobre 2012, au Rideau Hull à Ottawa.

C'est dans ce but là que nous portons notre regard sur le profil d'une personnalité dont l'analyse permettrait d'identifier toutes les facettes du processus d'émergence, au sein des élites nord-américaines, des personnes qui fuient l'horreur et l'arbitraire de certains pays du Sud. En effet, Madame Régine Alende Tshombokongo réunit en elle seule, une entrepreneure sociale inspirée du modèle schumpétérien, une actrice ayant contribué au développement de la stratégie d'accélération de l'intégration des immigrants et enfin un génie de la mobilisation de jeunes femmes immigrantes autour des initiatives novatrices. Originaire de la République démocratique du Congo (RDC), Régine est détentrice d'une maîtrise en linguistique cognitive obtenue à l'Université Laval, d'une maîtrise en Littérature africaine et d'un baccalauréat en Langues et littératures africaines obtenus à l'Université nationale du Zaïre.

Elle œuvra dans un premier temps comme professeur-assistant de français et de logique à l'Institut supérieur pédagogique et technique (ISPT) à Likasi en RDC avant d'immigrer, d'abord, en Afrique du Sud en 1990, ensuite, au Canada en 1997, avec son mari et deux de ses enfants. Partout par où elle est passée, Régine a toujours milité pour la justice sociale. Ainsi, dès la fin de l'apartheid, en Afrique du Sud, a-t-elle été la première immigrante à s'occuper de l'encadrement de jeunes femmes prostituées de Johannesburg aux fins de réorientation, malgré son pauvre anglais. Son courage l'avait même poussée à mener une campagne de sensibilisation auprès des gangs des rues de



Autour du gouverneur général du Canada, Le très honorable David Johnston, Régine Alende Tshombokongo et d'autres récipiendaires, notamment, Caroline Andrew, Corinne Gallant, pour la catégorie « Affaire personne » ; Saara Bhanji et Joanne Cave la catégorie jeunesse.

cette ville connue pour son degré élevé de violence et à se faire accepter comme leader chrétienne par des femmes blanches de Johannesburg. Arrivée dans la Ville de Québec en mars 1997, elle créa le Centre d'encadrement de jeunes femmes immigrantes (CEJFI) en 1998, mais elle devait de sitôt s'installer à Montréal en juillet 2000, au terme de ses recherches de maîtrise en linguistique à l'Université Laval. Elle réactivera le CEJFI tout aussi rapidement dès 2001. C'est ainsi que naquit cet entrepreneuriat social de nécessité.

Faute de mobiliser un capital financier pour le lancement de son entreprise, et loin de s'en décourager, elle recourra à la stratégie du capital social pour opérer à partir de la cuisine de son appartement durant plusieurs mois, avant que le milieu laurentien, convaincu des capacités de cette femme, ne lui ouvre la porte de ses opportunités d'accès à un espace de travail partagé, géré par le Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL). L'installation dans un espace communautaire lui a permis de se concentrer, à ces débuts, sur la pré-employabilité de femmes éloignées du marché du travail à la suite des barrières d'ordre religieux, ethnoculturels et autres obstacles lourds. La sortie de ces femmes autrefois pauvres et marginalisées de leur vie des minimas sociaux participait à la contribution des intervenants aux innovations sociales au sein de la diversité québécoise, dès l'obtention de premières subventions à partir de 2003. Le CEJFI est, certes, devenu une puissante machine spécialisée dans



Le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada pose avec Régine Alende une des récipiendaires du prix.

l'accompagnement de jeunes femmes issues de l'immigration, néanmoins, le chemin parcouru par cette entreprise so-

ciale est très long. Il a dû traverser des passes très difficiles, notamment les difficultés d'accès au financement de ses projets pour un acteur encore inconnu aussi bien du milieu que des bailleurs de fonds. Mais, l'engagement énergique de Régine, sa capacité à lever des partenariats interinstitutionnels et sa promptitude hors pair à entreprendre des innovations organisationnelles, conjugués à la pertinence sociale de la mission assignée à CEJFI pour conférer rapidement une grande visibilité à cette entreprise. Celle-ci rejoignit tout aussi rapidement le cercle restreint des ressources organisationnelles incontournables du milieu laurentien d'abord, ensuite de l'ensemble de la région métropolitaine de Montréal.

La deuxième moitié de la décennie 2000 a été une période de croissance significative et de diversification de l'offre de services de cette entreprise. Une stratégie agressive de recherche des financements lui permit d'accéder à davantage des ressources aussi bien financières qu'humaines. La qualité de son service à la clientèle qui prend en compte le traumatisme dû au parcours migratoire et les besoins de réactivation du potentiel d'employabilité des bénéficiaires attira moult jeunes immigrantes. Le CEJFI en accueillait annuellement, autour de six mille jeunes femmes nouvellement arrivées au Québec.

Cibles de la stratégie dite « outreach » consistant en la sensibilisation des membres des fractions fragiles de la population dans leurs milieux de vie, ceux-ci ont expérimenté des transformations positives de leur statut socioéconomique. Rien de plus admirable, par exemple, que de suivre les témoignages des personnes, autre-



Régine Alende prononce son allocution en tant que marraine de l'événement hommage de l'Organisation des professionnels congolais du Canada (OPCC).



Régine Alende après avoir reçu la médaille de mérite, des mains de Kathryn Veil, la ministre québécoise de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 17 février 2013

fois aphones et femmes au foyer, déjà à l'emploi, articulant un français fonctionnel, jouissant ainsi d'une autonomie relative. Sinon, le récit d'une professionnelle formée en français dans son pays de départ, mais demeurée longtemps au chômage, sinon à un emploi déqualifiant à Montréal, qui enfin a accédé à un emploi fiable dans son domaine de formation, à la suite d'une formation sur mesure ou d'un accompagnement spécifique individualisé.

Le CEJFI était aussi passé par des moments de turbulence, telles étaient les cas des années consécutives à la crise financière internationale de 2008 ou des conséquences des compressions budgétaires de 2017. Heureusement, cette dame qui n'est pas de nature à reculer devant un obstacle brava chaque fois ces épreuves, travaillant sans désespérer pour redresser la barre. On notera toutefois que chaque crise grave a eu pour effet de déclencher chez Régine un engagement plus dynamique et

une articulation plus novatrice de l'offre de service. Ainsi, à la suite de la crise financière de 2008, le CEJFI avait-elle établi une jonction avec l'écosystème entrepreneurial montréalais en concluant une entente avec la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), ce qui avait élargi l'éventail de son offre de service qui passait de l'employabilité à la formation générale en entrepreneuriat, tandis que les conséquences des compressions budgétaires de 2017, lui donnèrent l'occasion de coupler la formation générale en entrepreneuriat à l'accompagnement individualisé et à des formations spécifiques, à la suite d'une entente triptyque (CEJFI-Chafrique et Microcrédit) financée par Développement économique Canada (DEC).

Les crises économiques successives ont servi à Régine Alende de prétexte pour l'introduction de l'accompagnement des gens des entrepreneures novices à l'étape post-formation. Mais, en raison du profil particulier des jeunes femmes issues de

l'immigration, elle n'a pas manqué de conférer un caractère spécifique à cet accompagnement. En effet, l'accompagnement étant un processus au cours duquel l'entrepreneur-novice joue un rôle central, la qualité de l'accompagnement dépend de du parcours et du niveau d'engagement de ce dernier. C'est pourquoi l'entreprise CEJFI a orienté sa stratégie d'accompagnement suivant le concept d'entrepreneur « par nécessité » dit aussi « entrepreneur contraint », c'est-à-dire l'entrepreneuriat des gens d'affaires motivés à créer une entreprise à la suite des antécédents relatifs à la discrimination, notamment sur le marché du travail où les immigrants ne sont pas toujours traités selon les préceptes d'équité et d'objectivité à la suite d'un accompagnement standardisé.

Pour Régine, en effet, parmi les facteurs qui fondent la particularité d'un processus entrepreneurial, l'âge, le genre, l'appartenance ethnoculturelle et le statut migratoire jouent un rôle actif, par ce que chez ces entrepreneurs la motivation provient d'un désir intense de créer d'urgence leurs propres emplois, ce qui est souvent antinomique au concept d'entrepreneuriat axé sur l'identification des opportunités d'affaires. Dès lors, sous l'impulsion de Mme Régine Alende, le CEJFI met en pratique l'hypothèse de Paul Couter pour qui le succès entrepreneurial dépend beaucoup du parcours entrepreneurial du porteur du projet, ainsi importe-t-il d'insister sur la nécessité de focaliser davantage l'attention sur la personne que sur le projet, ce qui permet d'intégrer la diversité. En effet, on observe



Régine Alende pose avec l'honorable Stephan Dion, ancien ministre des Affaires étrangères du Canada et député de Saint-Laurent-Huntsic-Cartierville, après avoir reçu de ce dernier, une médaille de mérite, à l'occasion de la célébration de la fête du jubilé de la reine Élisabeth II d'Angleterre



À la suite de son engagement communautaire, Régine Alende Tshombokongo a été honorée par le groupe Média Mosaïque qui lui a offert le trophée «Grand prix Le Lys du Québec»

des paramètres selon lesquels apparaît la diversité, notamment : l'âge, le genre, le groupe minoritaire et l'origine ethnique. Au sein du dispositif du CEJFI pour l'accélération de l'intégration économique de jeunes femmes immigrantes, l'arsenal d'axes d'intervention affiche quasi complet pour un accompagnement efficace : la pré-employabilité, l'employabilité, la formation générale en entrepreneuriat pour le lancement d'entreprise ainsi l'accompagnement individualisé, et enfin, les formations spécifiques pour la croissance, le maintien ou l'expansion d'entreprise. Si le style de leadership de Régine Alende s'appuie sur son immense savoir-faire et sa détermination à assurer la valorisation des équipes par la formation continue, l'application des formules alternatives d'horaire

de travail, les diverses formes de reconnaissance et des encouragements sur



l'esprit d'équipe, ce qui génère un bon environnement de travail. Au fur et en mesure de la consolidation et de la diversification des axes d'intervention, la cohésion et la cohérence des activités induisent un effet boule de neige sur sa visibilité, sa légitimité et même sa reconnaissance nationale et internationale. Ainsi, le CEJFI avait-il fait partie, en février 2009, avec la Gouverneure générale du Canada d'alors, Mme Michaëlle Jean, la ministre de l'Immigration et des communautés culturelles du Québec de l'époque, Mme Yolande James, ainsi que Mme Rosemary Brown, etc. des « femmes battantes » dont la célèbre artiste Myrtille Chéry et ses collègues avaient choisi de faire connaître sur sa toile, les œuvres et les causes qui inspirent leurs actions.

Le 31 mars 2009 à l'hôtel Nelligan du Vieux Montréal, au moment où la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, de l'époque, Madame Christine St-Pierre annonçait la conclusion de plusieurs ententes, d'une valeur totale de 2,7 M\$, dans le cadre de la politique gouvernementale de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes auprès des personnes immigrantes et des communautés culturelles. Elle annonça son choix portée sur madame Régine Alende Tshombokongo, directrice générale du CEJFI, comme porte-parole des organismes communautaires.

Le 5 mai 2012, l'Organisation des professionnels congolais du Canada (OPCC) soulignait l'implication de Régine dans la défense de la cause des femmes congolaises victimes de viol à l'Est du pays et contre la militarisation des enfants, en lui décernant un certificat de mérite. Au cours d'une cérémonie annuelle organisée à Rideau Hall le 18 octobre 2012, le gou-



Un collectif des associations féministes de la capitale fédérale du Canada a offert une réception aux cinq femmes médaillées par le gouverneur général, Régine Alende et son mari, Dr. Lambert Opula comptaient parmi ces invités d'honneur.

verneur général du Canada, Le très honorable David Johnston, présenta les récipiendaires des prix de l'affaire "personne" reconnus à cause « leur exceptionnel esprit d'initiative et leur apport précieux à la société canadienne. Comme le déclara le ministre Ambrose, elles «sont source de changements constructifs et durables pour les femmes, leur famille et leur collectivité.¹ »Régine accéda à ce prix de l'affaire « personne» avec d'autres acteurs canadiens mémorables comme Caroline Andrew, Corinne Gallant, et pour la catégorie jeunesse, avec Saara Bhanji et Joanne Cave.

Un peu plus tard, le 17 février 2013, madame Régine Alende fit partie des personnalités méritantes qui avaient reçu la médaille du jubilé de diamant dans le cadre des célébrations du 60^e anniversaire de l'accession au trône le 6 février 1952 de Sa Majesté la reine Elizabeth II, reine d'Angleterre et souveraine du Canada des mains de l'Honorable Stéphane Dion, député libéral de Saint-Laurent - Huntly - Cartierville.

Par ailleurs, madame Alende a été honorée par l'Agence de presse Média mosaïque qui lui a décerné le trophée «Le Lys Grand Prix Hommage» lors du 3^e Gala Grands Prix Mosaïque « Les Lys de la Diversité du Québec », qui s'était tenu le 28 mai 2015, un prix qu'elle avait effectivement remporté. À l'occasion du mois de l'histoire des Noirs 2017, elle a reçu la médaille de l'Assemblée nationale, le 10 mars, des mains de La ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Mme Kathleen Weil, en tant que membre de cette importante communauté québécoise

ayant apporté une contribution particulière à la construction d'une société d'équales opportunités. Régine ne compte plus le nombre de conseils d'administration des institutions et organismes sur lesquels elle a déjà siégé, partageant partout son savoir-faire en faveur des communautés.

Depuis lors, Régine sillonne le Québec et le Canada pour tenir des conférences sur sa stratégie d'accélération de l'intégration de jeunes femmes immigrantes et les conditions de sa transférabilité. De même, elle participe chaque année à la Conférence ONU-Femmes en qualité de membre de la délégation canadienne. Ses prestations lors



Mme Régine Alende Tshombokongo, Directrice générale et fondatrice du Centre d'Encadrement des Jeunes Femmes Immigrantes (CEJFI)

des dernières éditions, successivement à New York – 2019 et à Paris – 2018, ont été particulièrement couronnées de succès. Après sa brillante conférence à Dubaï en 2019, sur l'entrepreneuriat des femmes immigrantes au Québec, elle compte soutenir en 2021, l'implantation d'une antenne

franchisée à Calgary dans la province canadienne d'Alberta. On ne serait pas complet si on oubliait de signaler que madame Régine Alende s'occupait déjà de l'encadrement des filles immigrantes, alors qu'elle était encore étudiante à Québec en 2008-2000. Elle a, en outre, dispensé à maintes reprises des formations aux coopérants canadiens en partance pour le Congo. Enfin, elle est membre de plusieurs regroupements féminins et immigrants comme FFO, TGFM, TCRI, ARIR, ACCESS, etc. Elle offre de l'emploi à une dizaine des filles.

Comme nous avons pu le remarquer à travers les considérations ci-haut, Régine Alende Tshombokongo est une femme de forte conviction qui s'est fait un devoir éminemment humain, celui d'apporter un soutien réel aux jeunes immigrantes pour leur insertion rapide au Québec. Elle ne s'est pas contentée de l'atténuation des intenses sentiments d'incertitude qui minent souvent les perspectives de jeunes femmes au terme de leur long et traumatisant processus migratoire. Par son dynamisme et sa capacité exceptionnelle d'innovation organisationnelle, elle a réussi à mobiliser le capital social pour bâtir une entreprise d'empowerment auprès des maillons parmi les plus faibles de la population québécoise. Les axes d'intervention de cette entreprise étant basés sur des thématiques cohérentes et d'une pertinence sociale exceptionnelle, le CEJFI s'est construit rapidement une grande visibilité pour devenir une entreprise de référence, une organisation ayant pignon sur rue.

Avec le temps, le CEJFI apparaît de plus à plus être un lieu spécialisé de mise en œuvre de la stratégie d'accélération de l'intégration économique de jeunes femmes immigrantes, avec comme cachet spécial, un accompagnement spécifique aux personnes arrivées au terme d'un long et traumatisant processus migratoires, qui se trouvent aux prises avec une triple source de discrimination subie en tant que jeunes, en tant que femmes et en tant qu'immigrante, souvent membres des minorités visibles. Invitée constamment par des écoles, des collectivités territoriales, des instances gouvernementales aussi bien provinciales que fédérales, ainsi que des milieux universitaires et aujourd'hui par des instances du système des Nations-Unies, Régine Alende pour expliquer les retombées positives de la diversité, en général, et de l'immigration, en particulier, dont le processus d'intégration constitue le véhicule. ■

(1) L'Affaire «personne» 2012 OTTAWA, le 3 oct. 2012 /CNW

JACINDA ARDERN

Remporte une victoire éclatante aux élections générales en Nouvelle-Zélande

La première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern a remporté une victoire éclatante lors des élections générales, son Parti travailliste étant sur le point de rafler la majorité absolue au Parlement, grâce aux succès du gouvernement dans la lutte contre la pandémie. Large victoire pour la Première ministre néo-zélandaise. Jacinda Ardern a remporté ce sa une victoire éclatante lors des élections générales, son Parti travailliste étant sur le point de rafler la majorité absolue au Parlement, grâce aux succès du gouvernement dans la lutte contre la pandémie.

Jacques San

Jamais un parti néo-zélandais n'est parvenu à avoir la majorité absolue depuis la réforme du système électoral en 1996, ce qui fait que tous les Premiers ministres qui se sont depuis lors succédé ont dû gouverner en coalition. "Merci à toutes ces personnes qui nous ont donné leur voix, qui nous ont fait confiance pour continuer à piloter la relance de la Nouvelle-Zélande", a déclaré Jacinda Ardern aux militants travaillistes en liesse. "Après ce résultat, nous avons un mandat pour accélérer notre réponse et la relance, et nous commencerons demain", a-t-elle dit à des journalistes qui l'interrogeaient sur ses réformes en matière sociale et environnementale.

Avant même les résultats définitifs, la cheffe de l'opposition conservatrice a publiquement concédé sa défaite. "Félicitations à la Première ministre Jacinda Ardern, à qui j'ai téléphoné, parce que ce sont, je crois, des résultats extraordinaires pour le Parti travailliste", a déclaré la cheffe de file du Parti national, Judith Collins.

Meilleur résultat depuis 1946

Sa formation n'était créditée que de 27 % des voix, un score qui ne lui donnerait que 35 sièges au Parlement, soit son pire résultat depuis 2002. Il s'agirait en revanche pour les travaillistes du meilleur résultat électoral depuis 1946, qui dépasse les prévisions des instituts de sondage. La cheffe du parti de centre-gauche, Claire Szabo, a fait l'éloge de la campagne de la charismatique Première ministre, qui avait déjà bénéficié en 2017 d'une extraordinaire vague de sympathie, surnommée "Jacindamania", qui lui avait permis de conquérir le pouvoir contre toute attente. "Il ne fait aucun doute que le leadership très fort de Jacinda Ardern est une des raisons principales de tout cela", a-t-elle dé-



La première ministre Jacinda Ardern réélue

claré à TVNZ. Jacinda Ardern, qui a eu 40 ans cet été, avait surnommé le scrutin les "élections du Covid", axant à fond sa campagne sur son bilan très solide dans la lutte contre la pandémie. La Nouvelle-Zélande - cinq millions d'habitants - a enregistré 25 décès dus au coronavirus et la stratégie du gouvernement a été saluée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Jacinda Ardern avait maintes fois insisté sur la nécessité de "se serrer les coudes dans les pé-

riodes incertaines", une façon de rappeler que la seconde moitié de son mandat a été marquée par une succession de crises sans précédent dans l'archipel.

"Mandat clair"

La force de caractère de la Première ministre a notamment été éprouvée en mars 2019 lors de la pire attaque terroriste perpétrée de l'histoire néo-zélandaise, quand un suprémaciste blanc a froidement abattu 51 fidèles dans deux mosquées de Christchurch (Sud).



Jacinda Ardern avait alors impressionné par son attitude, sa compassion vis-à-vis des victimes, et sa réaction politique très vive, notamment sur la question du contrôle des armes et sur celle de la nécessité de pousser les réseaux sociaux à sévir contre la propa-

gation des discours de haine. A ce drame, avait succédé une éruption volcanique qui a fait 21 morts et des dizaines de personnes grièvement brûlées en décembre et, cette année, la pandémie. "Quelle que soit la crise que je traverse, vous aurez toujours l'assu-

rance que je donnerai tout ce que j'ai (...), même si cela implique un énorme sacrifice", a-t-elle affirmé cette semaine. Sur le front de la politique intérieure, la dirigeante travailliste avait vu ses réformes sociales en matière d'accès au logement ou de réduction de la pauvreté infantile freinées par les blocages opérés par un de ses partenaires de coalition, le mouvement populiste New Zealand First (NZF) de Winston Peters.

La codirigeante des Verts Marama Davidson, qui appartenait aussi à la coalition sortante, a estimé que la Première ministre avait un mandat clair pour mettre en oeuvre le changement.

"Ces résultats montrent à quel point les Néo-Zélandais veulent un gouvernement fort et véritablement progressiste", a-t-elle dit. Les électeurs étaient aussi invités à se prononcer sur deux référendums, le premier sur l'usage du cannabis à des fins récréatives, le second sur l'euthanasie. Les résultats de ces consultations ne sont pas attendus avant le 30 octobre. une "réunion d'urgence" de la Ligue arabe pour dénoncer le projet soutenu par les Etats-Unis. Le Hamas palestinien l'a aussi condamné.

Cet accord "ne sert pas la cause palestinienne mais est considéré comme une continuation du déni des droits du peuple palestinien", a dit à l'AFP Hazem Qassem, porte-parole du mouvement islamiste au pouvoir dans la bande de Gaza. ■



LUIS ARCE

Investi nouveau président en Bolivie, à l'ombre de Morales

Luis Arce a été investi nouveau président de la Bolivie lors d'une cérémonie au Congrès, au moment où son mentor, l'ancien chef de l'Etat Evo Morales, s'appête à rentrer dans le pays andin. "Nous entamons une nouvelle étape de notre histoire et nous voulons le faire avec un gouvernement pour tous, sans discriminations d'aucune sorte: notre gouvernement cherchera à rebâtir une patrie unie où l'on puisse vivre en paix", a déclaré M. Arce dans son discours d'investiture. Nous nous engageons à rectifier le tir là où nous sommes fourvoyés et à aller de l'avant là où nous avons réussi", a-t-il ajouté.

L'économiste de 57 ans, élu dès le premier tour le 18 octobre avec 55% des voix, a été assermenté par le vice-président, David Choquehuanca, en présence des nouveaux parlementaires et invités comme le roi Felipe VI d'Espagne et les présidents d'Argentine, Colombie et Paraguay. L'investiture de Luis Arce marque le retour au pouvoir du Mouvement vers le socialiste (MAS) après la démission d'Evo Morales en novembre 2019, accusé de fraude par l'opposition lors du scrutin présidentiel d'octobre 2019 où il brigait un quatrième mandat.

M. Arce aura la rude tâche de concilier un pays polarisé par la crise post-électorale qui a secoué le pays pendant un an, et de remettre sur les rails une économie fortement fragilisée par la pandémie de coronavirus. "Les défis du prochain gouvernement sont de réconcilier un pays divisé et de trouver des solutions à de multiples crises", explique à l'AFP le politologue Carlos Cordero. La Bolivie traverse une grave crise politique depuis la présidentielle d'octobre 2019 et la confusion qui a entouré les résultats donnant vainqueur le président en exercice, Evo Morales. L'opposition avait crié à la fraude, les rues avaient été prises d'assaut et l'armée avait finalement lâché Evo

Morales, qui s'était réfugié au Mexique puis en Argentine. Un gouvernement intérimaire avait été mis en place jusqu'à l'organisation d'un nouveau scrutin. Outre la polarisation politique, les tensions entre



Luis Arce, dauphin d'Evo Morales, a remporté dimanche la présidentielle en Bolivie dès le premier tour.

régions andines et riches plaines agricoles, entre villes et campagnes, ainsi que le manque d'indépendance de la justice minent le pays de 11 millions d'habitants. Luis Arce va devoir changer aussi le "style de gouvernement", estime M. Cordero, dans une allusion au mode de gouvernement "autoritaire" de celui qui fut le premier président indigène du pays. "Débarassons-nous des idéologies qui nous divisent", a exhorté de son côté l'Eglise catholique bolivienne.

- L'encombrant Evo Morales -

Mais le nouveau président va devoir aussi faire avec la figure encombrante de son mentor, à la tête du pays pendant 13 ans (2006-2019) et qui a confirmé qu'il rentrerait en Bolivie dès lundi pour se rendre par la route depuis la frontière argentine jusqu'à son fief de Chapare (centre). Le plus grand défi du nouveau gouvernement "est de consolider sa propre légitimité face à une figure aussi forte et agressive médiatiquement qu'Evo Morales", estime la politologue Ximena Costa. Selon elle, dès le départ, Luis Arce, qui fut ministre de l'Economie d'Evo Morales pendant la quasi-totalité de ses trois mandats, va devoir faire comprendre qu'il sera bien le dirigeant de la Bolivie et non l'homme de paille de l'ancien président. Le retour d'Evo Morales risque bien d'être "un casse-tête pour le nouveau gouvernement" estime Mme Costa, qui n'exclut pas que son retour fasse apparaître les nouveaux dirigeants "comme des marionnettes".

L'autre grand défi pour le nouveau gouvernement sera de répondre à la crise économique.

Luis Arce est considéré comme l'architecte du "miracle économique bolivien" sous la présidence Morales qui a vu le PIB atteindre des chiffres record de croissance, jusqu'à 6%, et la pauvreté chuter de 60% à 37%. Une croissance favorisée par la flambée des matières premières. Mais la situation n'est plus la même, notamment en raison des conséquences de la pandémie : en juin, l'économie bolivienne a plongé de 11%, le déficit budgétaire est de 9%, sans compter un creusement de la dette publique et une diminution des recettes fiscales. Dans ce contexte particulièrement défavorable, Luis Arce devra à nouveau démontrer sa capacité à faire des "miracles", mais il devra aussi trouver un soutien politique au-delà de son gouvernement, estiment les analystes. ■

Joe Biden nomme son futur gouvernement, John Kerry chargé du climat

Alphonse Manila

Se posant en gage de stabilité, Joe Biden avait fait campagne en promettant de mettre fin au "chaos" de l'ère Trump. Ses premiers choix, sélectionnés dans le cercle de ses conseillers et collaborateurs de confiance, reflètent sa volonté de marquer le contraste avec le président

expérimentés et éprouvés aux crises, qu'ils sont novateurs et imaginatifs", a-t-il poursuivi. Joe Biden et sa vice-présidente élue Kamala Harris, ont annoncé formellement les nominations à Wilmington, le fief du président élu, dans le Delaware.

Un gouvernement "qui représente l'Amérique"

Joe Biden, qui a promis un "gouvernement

qui représente l'Amérique", diversifié et féminisé, poursuit ainsi l'installation de son équipe de transition, malgré les multiples recours en justice des avocats de Donald Trump. Aucun doute ne pèse sur le fait que le démocrate deviendra le 46^e président des États-Unis le 20 janvier 2021. Mais ce déni implique notamment que le président élu n'a toujours pas, plus de deux semaines après l'annonce de sa victoire, accès aux informations classées sur les questions ultra-sensibles concernant la sécurité des États-Unis, comme c'est l'usage. Et n'a pas, non plus pu commencer à coordonner avec l'équipe Trump la gestion de la pandémie de Covid-19 qui a fait plus de 256.000 morts aux États-Unis.

Joe Biden a remporté près de 80 millions de voix lors du scrutin, contre un peu moins de 74 millions pour le milliardaire républicain. Mais la présidence américaine se joue au travers d'un système de grands électeurs attribués dans chaque État. Procédure d'ordinaire quasi-routinière, la certification des résultats dans les États-clés prend cette fois, sous les accusations, infondées, de fraude massives lancées par Donald Trump, une envergure nationale. C'est au tour de la Pennsylvanie et du Michigan, que Joe Biden a remporté respectivement par 81.000 et 155.000 voix d'avance, de le faire. Le milliardaire a appelé dimanche le parti républicain à "se battre" mais un nombre croissant de grands noms du parti l'appellent à concéder sa défaite, certains voyant même



Joe Biden, Président Élu

républicain sortant. Joe Biden a dévoilé les premiers grands noms de son futur gouvernement, optant pour des personnalités expérimentées et reconnues plutôt que pour l'effet de surprise, tandis que Donald Trump continuait de contester le résultat de la présidentielle américaine.

Se posant en gage de stabilité, le président élu démocrate avait fait campagne en promettant de mettre fin au "chaos" de l'ère Trump. Et ses premiers choix, sélectionnés dans le cercle de ses conseillers et collaborateurs de confiance, reflètent sa volonté de marquer le contraste avec le président républicain sortant. "J'ai besoin d'une équipe prête au premier jour", a écrit le démocrate dans un communiqué. "Ces individus sont aussi



John Kerry émissaire spécial sur le climat

dans le comportement des avocats du président "une honte nationale", digne d'"une république bananière". Le président élu américain Joe Biden a battu le rappel des cadres de l'administration Obama, gage d'un retour aux affaires des fonction-

John Kerry émissaire spécial sur le climat

L'ancien secrétaire d'État de Barack Obama, John Kerry, 76 ans, sera l'émissaire spécial du président américain sur le climat, signe de l'importance qu'accorde Joe Biden à ce dossier. John Kerry est un poids

partement d'État sous le président Barack Obama et l'un des principaux conseillers en diplomatie de Joe Biden. Fervent partisan du multilatéralisme, "Tony" Blinken devrait s'attaquer en priorité au dossier du nucléaire iranien et au retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat. S'il est confirmé par le Sénat, il succédera à Mike Pompeo, chef de la diplomatie de Donald Trump.

Nommé conseiller à la sécurité nationale

Jake Sullivan, est également un proche de M. Biden et a travaillé au département d'État sous Hillary Clinton. Il a aussi participé



Jake Sullivan

naires de carrière, et tenu sa promesse d'un gouvernement ouvert aux femmes et aux minorités, même si le bilan de certains candidats font grincer des dents chez les

Au poste clé de secrétaire d'État, Antony Blinken

lourd démocrate. A 76 ans, ce vétéran décoré de la guerre du Vietnam, sénateur pendant près de 20 ans, a mené certaines des plus importantes missions diploma-

aux campagnes de Barack Obama et de Mme Clinton.

Ambassadrice à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield est une diplomate afro-américaine chevronnée de 68 ans, qui a été secrétaire d'État adjointe pour l'Afrique, deviendra elle ambassadrice à l'ONU.

À la Sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas (né il y a 60 ans à la Havane, sera le



Ambassadrice à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield



Alejandro Mayorkas

démocrates progressistes des États-Unis.

Un 2^e gouvernement Obama

Plusieurs membres du cabinet Biden sont des proches de l'ex-vice-président et des anciens cadres de l'administration de Barack Obama.

tiques américaines. Il revient comme envoyé spécial sur le climat, un sujet qu'il connaît bien pour avoir négocié et signé l'Accord de Paris en 2015.

Au poste clé de secrétaire d'État: Antony Blinken, 58 ans, ex-numéro deux du dé-

premier Hispanique à diriger le ministère de la Sécurité intérieure, qui supervise notamment les questions d'immigration. Ce fils de réfugiés anticastristes, ancien procureur fédéral, connaît bien cette administration, dont il fut ministre adjoint de 2013 à 2016.

Le "marécage" de Washington

Ils sont partisans du multilatéralisme, connaissent les arcanes du pouvoir, de la Maison Blanche au Congrès et représentent le "marécage" honni par Donald Trump, ces fonctionnaires ayant fait leur carrière à Washington. Antony Blinken a été membre du conseil de la sécurité nationale sous Bill Clinton et Barack Obama, de la commission des Affaires étrangères avec Joe Biden, et il collabore au centre de réflexion Center for Strategic and International Studies (CSIS), basé à Washington.

Femmes et minorités

L'élue démocrate progressiste Ayanna Pressley a salué "un gouvernement aussi diversifié que la nation", qui intègre à des postes prestigieux des femmes et des membres des minorités.

La première femme secrétaire au Trésor des États-Unis, Janet Yellen, à 74 ans la



Janet Yellen

première femme également à avoir présidé la Banque centrale américaine sous Obama,

À la tête des services de renseignement, nomination historique également pour Avril Haines, nommée à 51 ans directrice du Renseignement national. Ce poste, créé

en 2002 pour coordonner les différentes agences fédérales actives dans ce domaine, était uniquement occupé par des hommes jusqu'ici. Avril Haines a également travaillé sous l'administration Obama.

La première femme ministre de la Défense des États-Unis, Michèle Flournoy. Cette experte des affaires de défense est très respectée au Pentagone où elle était numéro trois sous Barack Obama.

Pas assez progressistes?

Le président élu a largement puisé dans le contingent des démocrates centristes, dont certains ont été critiqués par l'aile gauche du parti. Des progressistes s'en sont notamment pris à Antony Blinken, qui avait plaidé pour une intervention militaire américaine en Syrie et défendu l'Arabie saoudite au début de son intervention militaire contre les rebelles Houthis au Yémen. Ils désapprouvent aussi Michèle



Michèle Flournoy

à forger la politique de drones d'Obama qui a tué des civils autour du monde". En choisissant des modérés, Joe Biden pourrait surtout tenter d'éviter l'obstacle des confirmations au Sénat, où les républicains devraient conserver la majorité sauf si les démocrates emportent les deux sièges en jeu début janvier. Il pourrait également nommer un membre du parti républicain dans un souci d'unité de la nation. ■



Avril Haines, nommée directrice du Renseignement national

LA TRANSITION S'ACCÉLÈRE

Le processus de transition a connu un coup d'accélérateur après la décision surprise de Donald Trump, qui refuse toujours d'admettre sa défaite à l'élection du 3 novembre en dénonçant sans preuve une vaste fraude, d'autoriser l'administration américaine à débloquer des ressources dont Joe Biden et ses collaborateurs étaient privés jusqu'ici.

Le président républicain a annoncé cette décision surprise sur Twitter après la certification des résultats du scrutin dans le Michigan, l'un des États clés de l'élection. Deux autres États, la Pennsylvanie et le Nevada,

ont validé à leur tour la victoire de l'ancien vice-président de Barack Obama, scellant la défaite du président sortant. Le candidat démocrate est crédité de 306 grands électeurs contre 232 à Donald Trump, qu'il devance également largement dans le décompte des voix à l'échelle nationale.

"L'élection est terminée. Il est temps de laisser de côté les querelles partisans et la rhétorique destinée à diaboliser l'adversaire. Nous devons nous rassembler", a commenté le président élu démocrate sur Twitter. Le feu vert donné par Donald Trump au processus formel de transition signifie que

l'équipe de Joe Biden aura accès à 6,3 millions de dollars (5,3 millions d'euros) de fonds fédéraux et aux comptes rendus des 17 agences des services de renseignement. L'un des premiers ministères que son équipe a contacté est le Pentagone, soulignant l'importance que le futur président entend accorder à la sécurité nationale pendant la transition.

"Dans les jours qui viennent, les responsables de la transition commenceront à rencontrer des responsables fédéraux pour discuter de la réponse à la pandémie. ■

Joe Biden nomme son conseiller Ron Klain futur chef de cabinet de la Maison-Blanche

Jacques Sana

Joe Biden a choisi mercredi Ron Klain, un démocrate chevronné, pour être son chef de cabinet à la Maison-Blanche, a dit le président élu américain dans un communiqué annonçant sa toute première nomination. "L'expérience longue et diversifiée de Ron Klain et sa capacité à travailler avec des gens de tous les horizons politiques sont précisément ce dont j'ai besoin pour un chef de cabinet de la Maison-Blanche alors que nous sommes confrontés à ce moment de crise et rassemblons à nouveau notre pays", a déclaré le président élu.

Homme-clé pour Ebola à la Maison-Blanche

"Ron a été d'une valeur inestimable pour moi au cours des nombreuses années où nous avons travaillé ensemble", a ajouté Joe Biden à propos de celui qui fut son premier chef de cabinet lorsqu'il était vice-président, à partir de 2009. Ron Klain, 59 ans, a également travaillé avec Joe Biden lorsqu'il était président du Comité judiciaire du Sénat. Il a ensuite été le



Ron Klain

chef de cabinet du vice-président Al Gore. Sous la présidence de Barack Obama, Ron

Klain a coordonné la réponse de la Maison-Blanche à la crise Ebola en 2014.

Éloges des démocrates

Dans le même communiqué diffusé par l'équipe de transition du président élu, Ron Klain a assuré que c'était "l'honneur d'une vie" d'être nommé à ce poste. "J'ai hâte de les aider, lui et la vice-présidente élue, à rassembler une équipe talentueuse et diversifiée pour travailler à la Maison-Blanche, pour nous atteler à leur ambitieux programme de changement, et chercher à combler les divisions dans notre pays", a-t-il ajouté.

Le choix de Ron Klain a suscité les éloges des démocrates, comme la sénatrice Elizabeth Warren, qui a qualifié la désignation de Ron Klain de "super choix" parce qu'il "comprend l'ampleur de la crise sanitaire et économique et il a l'expérience pour diriger cette prochaine administration".

L'animateur de radio conservateur Hugh Hewitt a, lui, qualifié Ron Klain de "choix formidable du président élu" et d'analyste "sérieux" du risque de pandémie. ■

L'Onu annonce des élections en Libye le 24 décembre 2021

Les participants aux négociations sur l'avenir de la Libye ont fixé au 24 décembre 2021 la tenue d'élections présidentielle et législatives, a annoncé l'émissaire des Nations unies par intérim Stephanie Williams.

"Parvenir à des élections exige un nouvel exécutif pour unifier le pays. Cela requiert la création d'un conseil présidentiel réformé et d'un gouvernement d'union nationale uni et efficace", a déclaré la représentante de l'Onu à Tunis, où se déroulent des discussions politiques sur l'avenir du pays.

Ces négociations auxquelles participent 75 acteurs libyens choisis par l'Onu font suite à la conclusion le mois dernier d'un accord de cessez-le-feu entre les factions en lutte pour le pouvoir dans le pays.

Plongée dans le chaos depuis le renversement et la mort de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est divisée entre le gouvernement d'entente nationale (GEN), basé à Tripoli et reconnu par la commu-



L'émissaire des Nations unies par intérim Stephanie Williams.

nauté internationale, et l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa

Haftar, homme fort de l'est du pays. Les deux camps ont déjà conclu un accord de cessez-le-feu en octobre. La commission militaire conjointe qu'ils ont créée pour définir les détails de cette trêve doit examiner jeudi des propositions visant à un retrait coordonné de la ligne de front.

À Tunis, les discussions prévues jeudi porteront sur les "prérogatives et compétences" d'un nouveau gouvernement unifié de transition chargé de conduire le pays aux élections, a dit Stephanie Williams.

Ce nouveau gouvernement aura aussi pour mission de remédier rapidement à la dégradation des services publics et à la corruption, deux problèmes à l'origine de manifestations des deux côtés de la ligne de front cet été, a-t-elle ajouté.

La feuille de route pose aussi les jalons pour lancer un processus de réconciliation nationale, créer un système judiciaire de transition et régler le problème des personnes déplacées, a poursuivi l'émissaire de l'Onu. ■

ANDRÉ PANZO

Le nouvel ambassadeur d'Angola en Côte d'Ivoire a présenté ses lettres de créance au Président Alassane Dramane Ouattara

SEM André Panzo est sans aucun doute l'un des diplomates chevronnés connu à l'intérieur comme à l'extérieur de son pays. Pendant plus de 38 ans aux services de la diplomatie angolaise, il a fréquenté ce monde au sein duquel se nouent et se dénouent les alliances mondiales. Ayant été directeur du Cabinet de trois différents ministres des Affaires étrangères, directeur chargé de la coopération avec l'Asie et Océanie, et après diplomate senior au Zimbabwe, au Canada, en Chine, au Japon, et, en plus d'occuper le poste d'ambassadeur itinérant de la république d'Angola où, il a rempli plusieurs missions en tant qu'émissaire du chef de l'État angolais, son Excellence João Lourenço. L'Ambassadeur Panzo est un homme de dossiers, compétent et rigoureux. Accrédité en Côte d'Ivoire, il a accepté à répondre à nos questions.

Joseph Tete

Après avoir présenté ses lettres de créance, l'Ambassadeur Panzo a déclaré au Magazine Diplomat investissement que l'une de ses priorités sera accordée à la diplomatie économique : une priorité pour l'ambassadeur dans le but d'atteindre les objectifs du développement économique prôné par Son Excellence Joao Lourenço, Président de la République.

Pour l'Ambassadeur Panzo, la promotion des intérêts économiques, des échanges, approfondir et diversifier la coopération entre l'Angola et la Côte d'Ivoire constitue l'une des missions principales en Côte d'Ivoire. La diplomatie économique angolaise poursuivra plusieurs objectifs :

- soutenir nos entreprises angolaises à exporter sur les marchés ivoiriens et les entreprises ivoiriennes à exporter sur les marchés angolais dans une perspective gagnant-gagnant;
- attirer vers l'Angola des investissements étrangers créateurs d'emplois;
- adapter le cadre de régulation africaine et internationale à nos intérêts économiques défensifs et offensifs;
- faire connaître le dynamisme de nos entreprises angolaises et les atouts économiques de l'Angola ainsi que de nos startups;
- Renforcer les échanges économiques entre les deux pays;
- Renforcer les relations bilatérales entre l'Angola et la Côte d'Ivoire.

L'Ambassadeur Panzo traitera des sujets économiques à chacune de ses rencontres d'affaires avec les milieux économiques de la Côte d'Ivoire. Interroger par le Magazine Diplomat investissement sur



L'importance du concept de la diplomatie économique, son Excellence André Panzo a déclaré que la diplomatie économique est un instrument de la politique extérieure des États qui s'est imposé à la fin du XIXe siècle comme outil de projection de leur puissance dans le monde, dans le contexte de l'essor des rivalités impériales. Elle fait l'objet, pendant la première guerre mondiale, d'une réflexion et d'une pratique multilatérales relatives aux moyens d'œuvrer de manière concertée pour stabiliser les relations économiques et financières internationales au lendemain du conflit. Dans le premier cas, la diplomatie économique désigne la mobilisation des acteurs publics, parapublics et privés, sous l'égide des pouvoirs publics, tant au niveau national, régional que local pour défendre et concrétiser les intérêts économiques nationaux en soutenant l'expansion commerciale et financière des entreprises nationales sur les marchés extérieurs et en promouvant l'image et l'attractivité du territoire national auprès des investisseurs étrangers. Elle relève d'une pratique bilatérale et exprime une approche oscillant entre le patriotisme et le développement économique. Dans le second cas, elle désigne une pratique de négociation multilatérale dans le domaine économique et financier et repose sur une approche coopérative des relations internationales.

À côté de ses responsabilités d'information et d'analyse, SEM Panzo note que un ambassadeur est régulièrement appelé à soutenir les entreprises privées et publiques de son pays. Il s'agit de la diplomatie du développement qui consiste à accompagner les efforts de pénétration économique des entreprises sur un marché déterminé, notamment en les mettant en rapport avec des décideurs économiques et en organisant des actions de relations publiques afin de valoriser le savoir-faire économique et technique de notre pays.



L'ambassadeur de la République d'Angola en Côte d'Ivoire, S.E.M. André PANZO et le Président de la République, S.E.M. Alassane OUARTARA

Pour SEM Panzo, la diplomatie économique est aussi au service de l'attraction des financements et des investissements; c'est la vision de notre Chef de l'État qui nous a instruits et nous encourage de mettre la diplomatie au centre du développement économique de l'Angola.

Interroger également au sujet de la présentation de ses lettres de créance, l'Ambassadeur a exprimé sa volonté de travailler au renforcement des relations bilatérales.

«Je viens de présenter mes lettres de créance à Son Excellence Monsieur le Président de la République. Dès maintenant, je me sens prêt à travailler pour renforcer les relations bilatérales entre l'Angola et la Côte d'Ivoire. Vous savez que l'Angola et la Côte d'Ivoire sont deux pays africains frères, deux pays qui disposent de potentialités qu'il faut exploiter. Je suis là pour œuvrer dans ce sens pour le bénéfice de nos deux peuples».

Au cours de la cérémonie d'accréditation qui s'est déroulée au Palais présidentiel, le Président Alassane Ouattara a invité l'Angola à occuper son espace dans le développement économique de la Côte

d'Ivoire, sur la base d'avantages réciproques, principalement dans le secteur de l'énergie pétrolier. L'homme d'État ivoirien a également déclaré que les deux pays devraient jouer un rôle déterminant dans le domaine de la sécurité, en ce qui concerne la lutte contre la piraterie dans le Golf de Guinée, dans le cadre des mécanismes de la CEDEAO et de la SADC. Le Président Alassane Ouattara a également abordé le processus électoral, qu'il a remporté en tant que candidat du parti RHDP avec 94,27% des voix. L'ambassadeur de la République d'Angola a pris l'engagement de redynamiser les relations bilatérales et de renforcer les échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et l'Angola, deux pays qui disposent d'énormes potentialités qui doivent être exploités au profit de leurs peuples.

Depuis la présentation de ses lettres de créance, l'ambassadeur Panzo s'est mis immédiatement au travail en rencontrant des différents membres du gouvernement ivoirien, notamment, S.E. Mr. Moussa Dosso, Ministre des ressources animales et halieutiques, S.E. Mr. KOBENAN Kouassi Adjoumani, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, S.E. Mr. Paulin Claude Danho, Ministre des Sports, S.E. Mr Souleymane Diarrassouba, Ministre du Commerce et de l'Industrie ainsi que S.E. Mr Abdourahmane Cissé, Ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables.

L'Ambassadeur est sorti de ses rencontres à la fois très satisfait et optimiste. Satisfait parce que les réunions ont permis de jeter les bases d'une bonne coopération économique entre les deux pays. Optimiste parce que leurs discussions ont porté sur le renforcement des bonnes relations entre l'Angola et la Côte d'Ivoire dans tous les domaines. ■



Bob Rae, ambassadeur canadien à l'ONU: «les pays doivent travailler ensemble»

Denis Masalaki

Le 30 octobre dernier, le Centre des arts de la confédération de Charlottetown a organisé une cérémonie virtuelle en l'honneur de Bob Rae. L'ambassadeur du Canada aux Nations unies a reçu la médaille Symons pour sa contribution exceptionnelle à la vie canadienne. «Il a voué sa vie aux affaires publiques de son pays», souligne Dennis King, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard. «Il n'y a pas de personne plus appropriée que Bob pour réfléchir à ce qu'est être Canadien, à ce que le Canada pourrait être et devra être après la pandémie.»

Premier ministre, député, diplomate

Une centaine de personnes sont venues ce soir-là écouter le discours du diplomate et homme politique, retransmis en vidéo depuis New York. L'ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario et député libéral fédéral a parlé de sa vie personnelle et de sa vision pour le pays. Il a notamment évoqué son enfance et son adolescence à Washington, à l'époque de la lutte pour les droits civiques. Après des études de droit à l'Université de Toronto puis à Oxford en Grande-Bretagne, il revient au pays et devient député à la Chambre des communes du Canada à la suite d'une élection partielle en 1978.

I-express.ca remercie ses partenaires. En devenir.

«J'avais dans la vingtaine. Un député qui quittait son poste m'a appelé alors que je travaillais dans une clinique d'aide juridique, il m'a dit "tu devrais te présenter". Je me suis dit: "pourquoi pas". À partir de là, ma carrière politique ne s'est plus arrêtée.» Dennis King, premier ministre de l'Île du Prince Édouard. Photo: Marine Ernault

La Constitution, un «arbre qui vit, respire, change»

Il évoque son implication dans la modification de la Constitution en faveur des droits autochtones en 1982. Les Autochtones y sont désormais reconnus en tant que peuples, possédant des droits ancestraux ou issus de traités. «Ça nous renvoie tout de suite au discours du droit international: le droit des peuples à l'autodétermination, le droit à disposer d'eux-mêmes», se félicite Bob Rae. Avant d'ajouter: «C'est la preuve que notre Constitution n'est pas une chose morte, que c'est un arbre qui vit, respire, change et s'adapte aux réalités contemporaines».

L'ancien politicien partage sa vision de la politique après quarante ans de carrière.



Bob Rae, ambassadeur du Canada aux Nations-Unies

«Écouter ceux qui nous entourent, apprendre de ses expériences et de ses erreurs et savoir diriger intelligemment sont les trois choses cruciales», témoigne-t-il.

L'édifice des Nations Unies à New York. «Penser et agir globalement»

Bob Rae insiste sur l'importance du multilatéralisme et du besoin de plus de coopération entre États. «Il faut penser et agir glob-



alement, car nous n'avons qu'une planète, il n'y a pas de planète B où on peut tout recommencer», martèle-t-il.

L'ambassadeur américain à Genève parle d'une présidentielle "équitable"

La présidentielle américaine a été "équitable", laisse entendre un proche de Donald Trump. L'ambassadeur américain à l'ONU à Genève Andrew Bremberg a vanté lundi devant les États membres des Nations unies les résultats de son pays en terme des droits de l'homme. "Notre justice fédérale et celle dans les États sont indépendantes de

tout contrôle politique. Nos législateurs et nos élus doivent rendre des comptes au public au travers d'une presse libre, une société civile robuste et des élections fréquentes, libres et équitables", a-t-il affirmé. "Et effectivement, nous voyons que ce processus a lieu actuellement", a-t-il insisté lors de l'examen de la situation des droits de l'homme aux États-Unis par les membres de l'ONU. M. Bremberg est considéré comme un proche de M. Trump, qui l'a nommé ambassadeur américain à l'ONU à Genève. Entré en fonctions il y a un an, il faisait partie auparavant des conseillers du président.

Première fois depuis 2018

Pour la première fois depuis le retrait américain du Conseil des droits de l'homme en 2018, un représentant de ce pays a participé aux travaux de cette enceinte onusienne. Dans ses déclarations préliminaires, M. Bremberg a surtout mentionné l'approche de l'administration Trump sur la religion et les droits de l'homme et la Déclaration de consensus de Genève contre l'avortement lancée le mois dernier avec une trentaine de pays. Les responsables américains ont relevé que l'état de droit fonctionnait, notamment les poursuites après le meurtre récent de George Floyd. Mais deux

défis sont observés, ceux des violences excessives de la police et des manifestations violentes, a admis l'un d'eux. La Suisse a recommandé aux États-Unis de revenir sur leurs sanctions contre la Cour pénale internationale (CPI) et a demandé à nouveau un moratoire sur la peine capitale. Elle a souhaité que Washington ratifie la Convention des droits de l'enfant. Et aussi que les États-Unis luttent contre les discriminations en garantissant un accès équitable à la justice et en oeuvrant contre un recours excessif à la force par la police. ■

L'ambassadeur de Chine au Bangladesh exhorte les politiciens américains à abandonner la mentalité de guerre froide

Paul Palaka

L'ambassadeur de Chine au Bangladesh a déclaré le 23 octobre que les États-Unis tentaient de creuser un fossé entre la Chine et le Bangladesh, et que la cause profonde en est que les États-Unis ne peuvent accepter le développement rapide et la montée pacifique de la Chine. Selon Li Jiming, l'ambassadeur de Chine au Bangladesh, dans le contexte des tensions

de la Défense du Bangladesh, Sheikh Hasina, proposant clairement de renforcer la coopération en matière de défense entre les États-Unis et le Bangladesh.

À la mi-octobre, le secrétaire d'État adjoint américain Stephen Biegun s'est rendu au Bangladesh, où il a rencontré le Premier ministre Sheikh Hasina et d'autres responsables gouvernementaux clés, tentant de vendre la « stratégie indo-pacifique » américaine au Bangladesh. « Ces rencontres mon-



Li Jiming, ambassadeur de Chine au Bangladesh

sans cesse croissantes entre la Chine et les États-Unis au cours de ce siècle, Washington a fréquemment adopté diverses méthodes contre Beijing dans divers domaines. « La cause profonde de l'inquiétude des États-Unis est qu'ils ne peuvent pas accepter le développement rapide et l'émergence pacifique de la Chine. Certains politiciens [américains] tentent de relancer la "guerre froide", en contraignant d'autres pays à rejoindre le camp anti-chinois pour interrompre le processus de développement de la Chine », a déclaré le diplomate.

En septembre, le secrétaire américain à la Défense, Mark Esper, s'est entretenu au téléphone avec le Premier ministre et ministre

trent que les États-Unis ont pris des initiatives continues avec des arrière-pensées », a déclaré M. Li. « Je tiens à souligner que la Chine a la capacité d'échapper à ce qu'on appelle le "piège de Thucydide" et j'exhorte certains politiciens américains anti-chinois à abandonner leur mentalité dépassée de guerre froide et leur jeu à somme nulle », a poursuivi l'ambassadeur. Les États-Unis auront finalement plus de personnes perspicaces capables de voir correctement la Chine et les relations sino-américaines, de ramener les relations bilatérales sur la bonne voie de la coordination, de la coopération et de la stabilité et de contribuer activement au développement mondial, a-t-il enfin noté. ■

L'ambassadeur chinois refuse de s'expliquer à Ottawa

L'ambassadeur de Chine au Canada ne souhaite pas rencontrer les élus fédéraux membres du Comité spécial chargés d'améliorer les relations entre les deux pays. Le diplomate a décliné l'invitation d'y comparaître en octobre, autre preuve des vives tensions entre Pékin et Ottawa.

« Le Comité spécial a invité l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Canada à comparaître comme témoin à sa réunion du 26 octobre 2020, mais a appris avec regret que l'ambassadeur déclinait cette invitation », a émis vendredi la greffière du comité spécial sur les relations sino-canadiennes, Marie-France Lafleur. Cette invitation survenait quelques jours à peine après la tenue d'une conférence de presse à l'ambassade de Chine, à Ottawa, dans laquelle l'ambassadeur Cong Peiwu a mis en garde le gouvernement canadien contre l'idée d'accueillir des réfugiés de Hong Kong, qualifiés de « violents criminels ». Après d'importantes manifestations depuis l'an dernier, Hong Kong traverse une crise politique encore plus aiguë cette semaine, suivant la démission de tous les députés pro-démocratie de son parlement. Cela a encore renforcé la prise de contrôle de l'archipel par le régime de Pékin. Jeudi, le gouvernement Trudeau a annoncé qu'il faciliterait l'entrée au Canada et l'obtention de la résidence permanente pour certains jeunes Hongkongais récemment diplômés, tout en précisant que les accusations que pourrait porter la Chine en vertu de ses lois liberticides ne seraient pas reconnues au Canada. De l'avis de groupes canadiens de défense des droits à Hong Kong, cette mesure laisse toutefois de côté les « citoyens ordinaires » tentés de se tourner vers le Canada pour y trouver l'asile.

Le comité spécialisé de la Chambre des communes espère toujours que l'ambassadeur de Chine accepte l'invitation à un autre moment. « Le Comité spécial estime qu'une rencontre, préférablement officielle et publique, est le moyen le plus approprié pour que l'ambassadeur clarifie ses déclarations antérieures et présente le point de vue de son gouvernement sur les relations sino-canadiennes en général, et sur la situation à Hong Kong en particulier », peut-on lire dans le communiqué envoyé aux médias. Le Comité spécial sur les relations sino-canadiennes a été créé par le Parlement canadien pour tenir des audiences sur les relations entre la Chine et le Canada, comme les relations consulaires, économiques et diplomatiques, ou encore le sur les questions de droit et de sécurité. L'ambassade de Chine au Canada n'a pas répondu aux questions du Devoir, jeudi. ■

INVESTISSEMENT

Les investisseurs soulagés par la victoire de Joe Biden

Alphonse Bongala

Les investisseurs et dirigeants du secteur financier ont poussé un grand soupir de soulagement samedi, lorsque les principaux réseaux de télévision ont annoncé la victoire du démocrate Joe Biden à l'élection présidentielle américaine, livrant un verdict attendu depuis des jours sur l'identité du prochain locataire de la Maison Blanche. Bien que l'actuel président



Christopher Stanton, directeur des investissements chez Sunrise Capital Partners.

Donald Trump ait déclaré qu'il contesterait les résultats devant les tribunaux, les "Wall Streeters" qui ont accepté de s'exprimer ont estimé qu'il ne faisait aucun doute que Joe Biden accèderait à la présidence. "Biden est une bonne nouvelle pour les marchés", a déclaré Christopher Stanton, directeur des investissements chez Sunrise Capital Partners. "Nous sommes tous tellement fatigués du 'whipsaw' (mouvement en dents de scie, NDLR) qui accompagne les tweets de Trump." "Les marchés vont l'aimer parce que Biden n'ira pas trop loin à gauche", a déclaré Jim Awad, directeur général principal de Clearstead Advisors. "Ce sera un gouvernement centriste, pas un gouvernement par tweets."

Appel à l'unité et au calme

Le PDG de JPMorgan Chase & Co Jamie Dimon, qui dirige la plus grande banque américaine et dont la voix compte parmi les plus influentes du secteur financier, a de son côté appelé à l'unité et au calme. "Le moment est venu pour l'unité", a-t-il dit dans un com-

munié. "Nous devons respecter les résultats de l'élection présidentielle américaine et, comme nous l'avons fait à chaque élection, honorer la décision des électeurs et soutenir une transition pacifique du pouvoir. Robert Wolf, un important donateur démocrate et ancien dirigeant d'UBS Group AG, qui dirige désormais 32 conseillers, a exprimé une opinion plus tranchée : "Je suis ravi, soulagé et plein d'espoir pour l'avenir de ce pays", a-t-il déclaré dans un SMS.

Les yeux rivés sur la composition du cabinet de Biden

Au cours de sa campagne, Joe Biden a publié une série de propositions politiques de gauche sur le thème des taxes et des réglementations qui ont fait grincer des dents à Wall Street. Ces propositions ont cependant été considérées comme un appel aux électeurs progressistes, et rares sont ceux qui les voient désormais se concrétiser dans la mesure où les républicains pourraient garder le Sénat et où Joe Biden ne remporte pas une victoire écrasante. La composition du cabinet de Biden sera en outre essentielle car cer-



Le PDG de JP Morgan Chase & Co, Jamie Dimon

tains des fonctionnaires qui le constitueront seront probablement impliqués dans des plans de relance économique que la Maison Blanche devra négocier avec le Congrès et disposeront de pouvoirs étendus pour élaborer les réglementations de Wall Street. Le nom de Lael Brainard, actuel gouverneur de la Réserve fédérale américaine et ancien consultant de McKinsey, a été cité pour le poste de secrétaire au Trésor, tandis que Joe

Biden a déjà fait appel à l'ancien régulateur du marché des produits dérivés et banquier de Goldman Sachs Group Inc Gary Gensler pour le conseiller en matière de réglementation financière. Les principaux indices boursiers américains ont enregistré la semaine dernière leurs plus gros gains hebdomadaires depuis avril alors que les investisseurs pariaient sur une victoire de Biden et sur le maintien d'un Sénat républicain, un scénario qui pourrait empêcher toute aug-



Lael Brainard, actuel gouverneur de la Réserve fédérale américaine

mentation importante d'impôts ou durcissement des réglementations.

La crainte de nouveaux tweets de Trump

Les investisseurs craignent néanmoins que les recours judiciaires de Donald Trump, en cas de succès, ne se traduisent par des mouvements erratiques en Bourse. "Les investisseurs doivent être préparés à une certaine volatilité", a déclaré Jason Ware, directeur des investissements chez Albion Financial Group. "Il y a certainement un risque pour le cours des actions si nous recevons de mauvais tweets.

La bonne nouvelle est que ce serait de courte durée et que nous changeons de main pour quelqu'un qui, je pense, est beaucoup plus capable."

Les républicains ont déjà lancé plusieurs poursuites concernant le dépouillement des bulletins de vote et Donald Trump a déclaré que ses équipes en lanceraient davantage, le Comité national républicain ayant tenté de collecter au moins 60 millions de dollars pour financer des procédures. ■

Covid-19 : les investissements directs à l'étranger (IDE) chutent partout dans le monde

Pierre Tekilana

Les confinements et la perspective d'une profonde récession mondiale ont considérablement réduit les investissements directs à l'étranger (IDE, ou FDI en anglais pour Foreign Direct Investment). C'est ce qu'explique la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) dans un rapport ce mardi 27 octobre. Les IDE sont les investissements par lesquels une entreprise résidente dans un pays acquiert un intérêt durable dans une entité résidente dans un autre pays. Cette notion d'intérêt durable permet de distinguer les IDE des flux purement financiers et plus fluctuants.

Selon la Cnuced, ces investissements transfrontaliers ont chuté de -49% au premier semestre 2020 par rapport à la même période l'an dernier. Du financement des infrastructures aux fusions et acquisitions,



toutes les principales formes d'investissement étranger ont été touchées. « La baisse a été assez drastique », a déclaré le directeur de la Division de l'investissement et des entreprises à la Cnuced, James Zhan, en conférence de presse.

La chute des IDE devrait ralentir au second semestre, donnant lieu à une baisse annuelle de -30% à -40% sur l'ensemble de l'année, conforme aux précédentes prédictions de la Cnuced. Cependant, comme l'a souligné James Zhan : « Les perspectives restent très incertaines, et dépendent de la durée de la crise sanitaire et de l'efficacité des interventions politiques visant à atténuer les effets économiques de la pandémie ». Les risques géopolitiques accroissent également l'incertitude, a-t-il



Directeur de la Division de l'investissement et des entreprises à la Cnuced, James Zhan

expliqué.

Les pays riches plus durement touchés

Au cours du premier semestre, les économies développées ont enregistré la chute la plus importante des IDE, s'effondrant de -75% dans les pays riches, à 98 milliards de dollars, un niveau jamais atteint depuis 1994. Les flux d'IDE vers l'Europe sont pour la première fois tombés dans le rouge. Les flux d'IDE en Amérique du Nord ont eux chuté de -56% au cours de cette même période. Les flux d'IDE vers les économies en développement ont en revanche diminué moins que prévu (-16%), a indiqué la Cnuced. Par région, ils ont reculé de -28% vers l'Afrique, de -25% vers l'Amérique latine et les Caraïbes et de -12% vers l'Asie, principalement en raison de la résistance des investissements vers la Chine. Les flux d'IDE vers les économies dites en

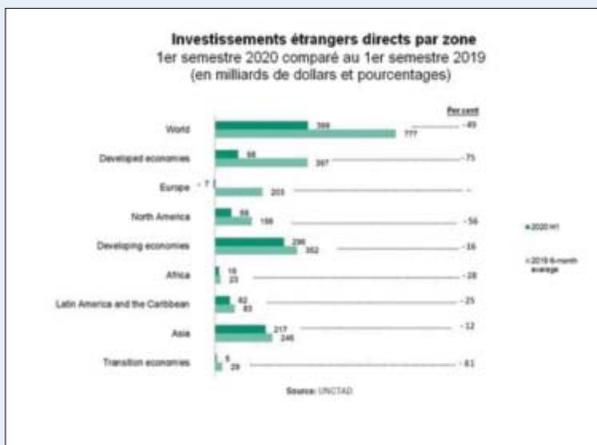
transition ont chuté de -81%, plombés par la Russie.

Perspectives «très incertaines»

Selon la Cnuced, les perspectives restent mauvaises car les projets en installations nouvelles à l'étranger (dits "Greenfield investments", un des principaux composants des IDE) ont chuté de -37% au cours des huit premiers mois de l'année. Ces investissements, largement mis en avant par les pays d'accueil car créateurs d'emplois mais aussi source de transfert technologique et de savoir-faire, ont chuté de -49% dans les pays en développement, et de -17% dans les économies développées.

«Les flux vers les économies en développement devraient se stabiliser, l'Asie de l'Est montrant des signes de reprise imminente », a déclaré James Zhan.

Globalement, il table sur une baisse plus modérée des IDE en 2021, pouvant aller jusqu'à -10%. « À plus long terme, nous voyons la possibilité d'une transformation des chaînes de valeur mondiales qui changera le paysage du commerce et des investissements mondiaux », a-t-il ajouté. Cette transformation sera le résultat d'une nouvelle révolution industrielle, du développement durable, d'un grand nationalisme économique, de chaînes de production



plus courtes et d'investissements dans les économies vertes et les infrastructures de service public. ■

L'investissement public au cœur de la reprise

_____ Vitor Gaspar, Paolo Mauro, Catherine Pattillo et Raphael Espinoza*

A travers le monde, les pays prennent aujourd'hui des mesures exceptionnelles en riposte à la pandémie de COVID 19. Tout en accordant la priorité à la sortie de la crise sanitaire et à l'activation des filets de sécurité destinés aux ménages et aux entreprises, les pouvoirs publics doivent d'ores et déjà préparer la transition des économies vers « le monde d'après », notamment pour accompagner les travailleurs dans leur retour à l'activité.

À cet égard, l'investissement public est appelé à jouer un rôle central. La nouvelle édition du *Moniteur des finances publiques* montre qu'une hausse des investissements publics dans les pays avancés et les pays émergents contribuerait à relancer l'activité après le coup d'arrêt infligé par la crise, à la fois le plus grave et le plus brutal de l'histoire économique contemporaine. Une telle initiative permettrait en effet de créer des millions d'emplois directs à court terme et ouvrirait la voie à la création indirecte de millions d'emplois supplémentaires à plus long terme. Une augmentation de l'investissement public égale à 1 % du PIB renforcerait la confiance dans



Vitor Gaspar, directeur du département des finances publiques du FMI.

de 10 % et l'emploi de 1,2 %, à condition que les projets retenus portent sur des investissements haute qualité et que les niveaux préexistants de dette publique et privée n'affaiblissent pas la réponse du secteur privé à cette relance.

Dans cette édition du *Moniteur des finances publiques*, nous examinons pourquoi il est nécessaire d'accroître l'investissement public, quelles pourraient être les retombées de l'investissement public pour la croissance et l'emploi, et comment les pouvoirs publics peuvent s'assurer l'investissement favorise la reprise.

Les arguments en faveur d'une hausse de l'investissement

Avant même la pandémie, l'investissement mondial affichait plus d'une décennie de niveaux faibles, en dépit d'effondrements de routes et de ponts dans certains pays avancés, et alors que la plupart des pays émergents et des pays en développement présentaient des besoins en infrastructures considérables, particulièrement dans les transports, l'alimentation en eau salubre et l'assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire d'investir de toute urgence dans différents domaines essentiels pour enrayer



Paolo Mauro, directeur adjoint du département des finances publiques du FMI.

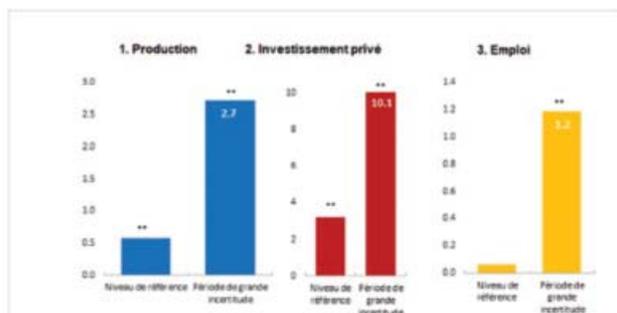
la pandémie, tels que les soins de santé, les écoles, le respect des mesures d'hygiène dans les bâtiments et les transports ou le développement des infrastructures numériques. Le bas niveau des taux d'intérêt à l'échelle mondiale porte aussi à penser que le moment est opportun pour investir : . L'épargne est abondante, le secteur privé reste attentiste, et les travailleurs sans activité sont aujourd'hui nombreux qui pourraient occuper les nouveaux emplois créés par l'investissement public. Or, les profondes incertitudes qui entourent l'évolution de la pandémie et les perspectives économiques se traduisent par un fléchissement de l'investissement privé. L'heure est donc venue, pour de nombreux pays, d'engager des investissements publics de haute qualité dans des projets prioritaires. Ils peuvent le faire en empruntant à faible coût.

L'investissement public peut être un vecteur majeur de la reprise. Il est ainsi possible de créer entre 2 et 3 emplois directs pour chaque million de dollars investi dans des projets d'infrastructures traditionnelles, et entre 5 et 14 emplois directs pour chaque million de dollars investi dans la recherche et le développement, l'électricité verte et des bâtiments à haut rendement énergétique. Néanmoins, un projet d'investissement ne se met pas en œuvre du jour au lendemain. Pour que l'investissement crée des emplois dès aujourd'hui — quand ils sont les plus nécessaires — les pays doivent renforcer l'entretien des infrastructures, d'une manière sûre. Ils doivent aussi réexaminer et relancer certains projets prometteurs mis en

Les effets amplificateurs de l'investissement public

Pendant les périodes de grande incertitude, une hausse de l'investissement public de 1 % du PIB relève la croissance de 2,7 %, l'investissement privé de 10 % et l'emploi de 1,2% après 2 ans.

(effet d'une hausse de l'investissement public de 1 % du PIB, écart en pourcentage par rapport au niveau de référence)



Source : estimations des services du FMI.

Note : ** : coefficients statistiquement significatifs à l'intervalle de confiance de deux écarts types.

le redémarrage de l'activité et dynamiserait le PIB de 2,7 %, l'investissement privé

sans le PIB de 2,7 %, l'investissement privé

attente du fait de la crise, accélérer le déploiement de projets déjà programmés pour les mener à leur terme d'ici à deux ans, et planifier de nouveaux projets en tenant compte des priorités définies pour l'après-crise.

Trouver le juste équilibre

Toutefois, certains pays rencontreront des difficultés à financer leurs projets d'investissements par l'emprunt parce que les conditions de financement sont défavorables. Même dans ce cas, une augmentation progressive de l'investissement public financée par l'emprunt peut être envisagée, à condition que les risques de refinancement de la dette et les taux d'intérêt restent à des niveaux modérés, et que les projets soient choisis avec discernement. Certains pays pourraient également procéder à une réaffectation des dépenses budgétaires ou accroître leurs recettes pour conduire leurs investissements prioritaires. Les pays plus pauvres, pour leur



Catherine Pattillo, directrice adjointe du département des finances publiques.



Raphael Espinoza, chef de division adjoint au département des finances publiques du FMI.

d'exemple, un projet peut voir son coût augmenter de 10 à 15 % pour la seule raison qu'il est mis en œuvre dans une période où l'investissement est très élevé. Selon

notre analyse, les surcoûts et les retards les plus importants sont observés parmi les projets approuvés et lancés pendant des périodes de hausse notable de l'investissement public.

Une progression rapide de l'investissement public risque aussi de faciliter la corruption. Enfin, il est essentiel d'améliorer la gouvernance dans le choix et la gestion des projets d'infrastructures, parce qu'il est possible d'améliorer l'efficacité des infrastructures d'un tiers en moyenne (comme noté dans un ouvrage récemment publié par le FMI :

Well Spent: How Strong Infrastructure Governance Can End Waste in Public Investment).

Être le catalyseur de l'investissement privé

Nous examinons également comment, face à une crise sans précédent, l'investissement public peut accélérer suffisamment la croissance pour créer des emplois supplémentaires dans le secteur privé. Nous déterminons si l'effet d'une hausse des dépenses publiques sur le PIB (le « multiplicateur budgétaire ») peut se voir neutralisé soit par le contexte de pandémie qui ne permet pas d'occuper certains emplois en toute sécurité, soit parce que la ca-

pacité financière des entreprises à investir sera amoindrie au sortir de la crise. Cependant, sur fond d'incertitude élevée, l'investissement public peut renforcer la confiance des investisseurs privés dans la reprise et les inciter à investir à leur tour, notamment parce qu'il annonce la volonté des pouvoirs publics d'assurer une croissance durable. Les projets d'investissement public peuvent aussi dynamiser plus directement l'investissement privé. Par exemple, les investissements consacrés aux réseaux numériques, à l'électrification ou aux infrastructures de transports permettent de nouvelles entreprises de se développer. Dans le même esprit, nos résultats montrent que les investissements en faveur des soins de santé et d'autres services sociaux s'accompagnent de hausses considérables de l'investissement privé dans les 12 mois.

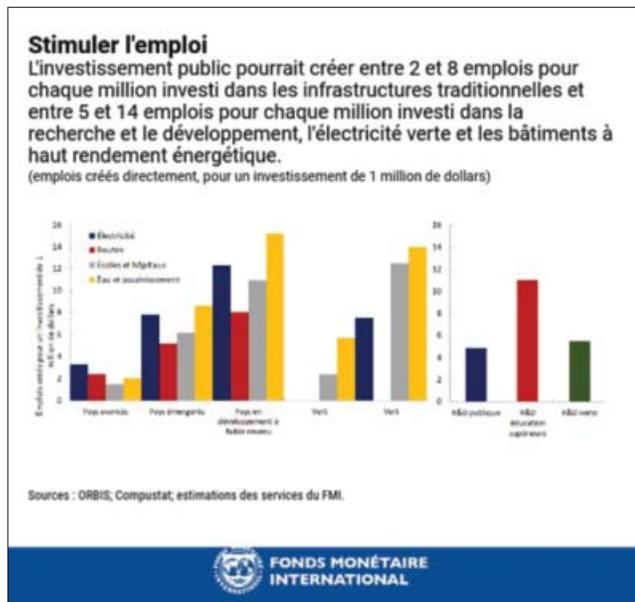
En résumé, l'investissement public est un instrument efficace des programmes de relance destinés à limiter les effets de la pandémie sur l'économie. Alors même qu'ils poursuivent leurs efforts pour sauver des vies et préserver les moyens de subsistance, les pays peuvent poser les fondations d'une économie plus résiliente en investissant dans des activités fortement créatrices d'emplois, hautement productives et plus respectueuses de l'environnement. ■

(* Vitor Gaspar, ressortissant portugais, est directeur du département des finances publiques du FMI.

(* Paolo Mauro est directeur adjoint du département des finances publiques du FMI.

(* Catherine Pattillo est directrice adjointe du département des finances publiques et chef de la division de la politique et de la surveillance des finances publiques, chargée du Moniteur des finances publiques.

(* Raphael Espinoza est chef de division adjoint au département des finances publiques du FMI.



part, devront être épaulés par la communauté internationale au travers de dons, notamment dans le contexte des objectifs de développement durable 2030. Des investissements s'imposent pour l'adaptation au changement climatique, particulièrement dans les pays exposés aux risques de sécheresse et d'inondations.

Des aides publiques sont disponibles, mais l'enveloppe de 10 milliards de dollars constituée en 2018 ne permet pas de répondre aux besoins en investissement des pays à faible revenu, estimés à 25 milliards de dollars par an par les services du FMI.

Il est essentiel de maintenir la qualité des projets d'investissement. À titre

Produits financiers: la Chine séduit les investisseurs du monde, mais des défis subsistent

Idriss Linge,*

Obligations, actions, tout ce que vend la Chine est prisé par les investisseurs étrangers. L'économie du pays affiche la plus forte croissance et les rendements sur ses produits financiers sont intéressants, comparés à ceux des marchés européens, et aux obligations américaines. Les marchés financiers chinois se positionnent de plus en plus comme des places de choix pour plusieurs investisseurs dans le monde entier.

Ils sont en quête de rendement élevé et recherchent des alternatives aux marchés financiers des pays développés. Ceux-ci offrent une faible rentabilité des obligations, et une progression boursière qui est morose (hors États-Unis) et une reprise économique incertaine.

Ce 27 octobre 2020, les yeux étaient rivés sur l'offre publique initiale d'Ant Group, une société de technologie financière appartenant au milliardaire chinois Jack Ma, et qui permet de mobiliser jusqu'à 34,5 milliards \$. Aux dernières nouvelles, le lancement de l'opération à Hong Kong a été largement sursouscrit par les investisseurs ; ce qui promet une belle progression sur le marché secondaire. Les fonds étrangers ont augmenté leurs avoirs en dette souveraine chinoise au montant record de 439 milliards de yuans (66 milliards de dollars) au dernier trimestre de l'année, selon les calculs de Bloomberg. Avec un rendement de 3,19%, les obligations de référence à 10 ans de maturité sont attrayantes pour les traders étrangers en Chine, à un moment où 16 000 milliards \$ de dette mondiale rapportent moins de 0% d'intérêt. Aussi, les institutionnels étrangers achètent des obligations en yuans parce que la devise a connu une forte progression depuis quelque



Ministre chinois des Finances, Liu Kun

temps. En plus, ils bénéficieront d'un soutien à long terme en raison des véhicules d'investissement passifs, comme FTSE Russell, qui en octobre, a suivi JP Morgan Chase & Co et Bloomberg Barclays en incluant les obligations chinoises dans leurs indices phares.

La Chine a de quoi plaire. Comme au lendemain de la crise de 2008, elle se positionne comme étant le moteur de la croissance dans le monde, dans la perspective post-covid-19. Lors des récentes rencontres du FMI et de la Banque mondiale, il a été largement admis qu'à l'horizon 2025, le pays de Xi Jinping contribuera à hauteur de 27,34% à la croissance économique mondiale. Un niveau qui égale celui de l'ensemble des pays développés. Mais la bonne santé chinoise cache quelques petits défis. Déjà, la croissance post-covid-19 est intéressante, mais à 2,2%, elle est moins forte que celle de l'après crise des sub-

primes qui avait culminé à près de 9%. Par ailleurs, la croissance économique actuelle connaît une distorsion en Chine. On remarque selon les chiffres de l'administration des statistiques de ce pays que la production industrielle a progressé plus vite que la consommation globale. Cela peut se comprendre, car contrairement aux économies développées qui ont soutenu la consommation et les marchés via un mélange de réponses monétaires et budgétaires, les autorités de Pékin ont quant à elles privilégié la réponse budgétaire, soutenant massivement les entreprises du secteur de la production. Il y a de même le défi de la réalité des données chinoises. La croissance dans ce pays couvre d'importantes inégalités qui ne sont pas forcément exprimées sur les comptes nationaux, mais qui peuvent avoir un coût budgétaire à moyen terme.

Enfin, la dette des acteurs économiques qui font le dynamisme du produit intérieur brut continue de progresser en Chine. La dette des ménages à fin 2019 a atteint 54,3% du PIB. En 1995, lorsque le pays entrait dans les années glorieuses de croissance à deux chiffres, ce ratio était de seulement 7% ; ce qui donnait de la marge pour booster la consommation.

Une autre donnée qui peut inquiéter, c'est la dette des entreprises non financières, aujourd'hui moteurs de croissance de la Chine. Elle a certes baissé en comparaison avec son niveau le plus élevé du deuxième trimestre 2017, mais à la fin de l'année 2019, elle culminait encore à 150,3% du PIB. Plusieurs de ces sociétés étant liées à l'Etat central, on peut y voir un risque de dette contingente pour le gouvernement central. La Chine séduit, mais il faudra bien surveiller les fondamentaux de sa solidité actuelle. ■

(* Idriss Linge, Agence Ecofin

L'Algérie investira 20 milliards de dollars dans le gaz pour les cinq prochaines années

L'Algérie compte investir un montant de plus de 20 milliards de dollars dans l'industrie du gaz au cours des cinq prochaines années, a indiqué mercredi le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar.

"Plus de 20 milliards de dollars devraient être investis au cours des cinq prochaines années dans le développement de la



Ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar

chaîne gazière", a fait savoir le ministre dans une allocution d'ouverture d'une table ronde ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) tenue par vidéoconférence.

Pour réaliser ce projet, M. Attar a souligné que la nouvelle loi sur les hydrocarbures, promulguée il y a moins d'un an, vise à encourager les investissements et promouvoir le partenariat avec les entreprises internationales. ■

Climat, développement durable : plus de 400 banques publiques s'engagent

Baron Tete

Quelque 450 banques publiques de développement dans le monde, réunies pour la première fois en sommet, se sont engagées à réorienter leurs investissements et flux financiers pour répondre aux objectifs climatiques et de développement fixés par l'ONU et l'Accord de Paris en 2015.

Dans une déclaration signée lors du sommet « Finance en Commun » en marge du Forum de la paix à Paris, les banques publiques s'engagent à « réorienter leurs stratégies, investissements et activités pour contribuer à la mise en place des objectifs de développement durable et climatiques » pris par la communauté internationale en 2015.

Les banques publiques de développement investissent chaque année 2.300 milliards de dollars, soit 10% de l'investissement mondial total. Dans le texte signé à Paris, très général et sans engagement chiffré, les signataires s'engagent à « construire mieux » et à promouvoir des projets réduisant les inégalités, protégeant le climat, et favorisant « un développement durable et inclusif ». « Pour la pre-



Rémy Rioux, directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD)

mière fois, nous avons une coalition globale qui s'engage sur des objectifs et des standards communs », s'est félicité Rémy Rioux, directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD), à l'initiative du sommet.

La Banque chinoise de développement fait partie des signataires, mais pas la banque américaine US DFC.

Les banques publiques de développement, généralistes ou spécialisées, opèrent aux

niveaux local, national et international et soutiennent des projets d'aide aux PME (petites et moyennes entreprises), de logement, d'assainissement, de développement agricole...

« Il faut désormais qu'entre toutes les banques nous échangeons sur nos méthodologies » pour améliorer la qualité des financements, a déclaré M. Rioux à l'AFP, tout en admettant qu'il n'existait pas encore de méthodologie agréée au plan international.

Interrogé sur les inquiétudes d'ONG estimant que la question des droits de l'homme et les préoccupations des communautés indigènes n'étaient pas suffisamment prises en compte, il a souligné que la déclaration finale avait été « considérablement renforcée sur ce sujet ».

« Pour la première fois, des banques nationales acceptent de se référer à des principes qui jusqu'à présent relevaient essentiellement du domaine multilatéral, international », a-t-il noté.

Un deuxième sommet des banques publiques de développement doit être organisé l'année prochaine, pour faire un premier point sur les engagements pris à Paris. ■



La souveraineté de la richesse

Le continent africain représente le plus grand potentiel économique et humain de la planète. Point à la ligne. Celui des Amériques est saturé au nord, limité au centre, et ascendant au sud bien que lui-même limité par sa géographie. L'Europe est elle aussi soit saturée, soit menottée par son passé collectif. Le continent asiatique plie sous un fardeau démographique impuissant à s'autosuffire. L'Océanie perle en rivages, mais peine à s'affranchir des limites qu'elle subit ou s'impose de gré ou de force. Certes, l'Afrique n'est pas non plus affranchie entièrement d'un passé colonial atroce, imposé depuis toujours par des acteurs étrangers assoiffés de lucre et de domination. Mais ce passé est désormais révolu. Au-delà des innombrables cicatrices qui marquent le territoire se pointe un horizon économique quasiment vierge, qui n'attend rien d'autre que d'être conquis par ses propres habitants.

_____ Steven J. Keays, M.A.Sc., Ing.*

Le terroir regorge de richesses minières, énergétiques, et agraires qui font l'envie du monde. Le virage énergétique vers un avenir dépourvu de carbone n'a de choix que de passer par l'Afrique. Le même constat s'applique à l'alimentation mondiale, à la croissance économique des pays riches. L'Afrique, somme toute, est l'avenir de la planète. Le potentiel de cette richesse collective supplante sans équivoque toute autre ré-

gion du monde, ou sied en grande partie le capital financier et humain pour l'exploiter. Historiquement, de ce contraste germait le réflexe colonisateur débridé. Ce réflexe est encore à l'orée des motivations politiques et industrielles d'outremer. Mais à cette différence que cette fois, l'Afrique possède un atout précieux : celui d'en dicter les termes et les conditions transactionnelles. L'Afrique est souveraine, de mœurs, de droit, et de fait, ce qui altère radicalement le terrain des négociations. La richesse de l'Afrique appartient



Steven J. Keays
Président, NAIAD



à ses peuples. Et cette richesse doit passer nécessairement par ses habitants, sans quoi le colonialisme économique ou politique se manifesterait sans hésitation (d'ores et déjà en force dans certains pays africains aujourd'hui). Cette condition est sine qua non pour tout pays africain désirant exercer de fait sa souveraineté qui existe de droit. L'Afrique doit conquérir son propre développement économique, duquel découlera son développement social, la maîtrise de l'environnement, et l'abolition des multiples iniquités individuelles qui agissent comme gangrène sur les sociétés. Le choix est binaire, et seulement binaire : soit l'Afrique entérine sa souveraineté sur ses richesses et son avenir, soit des étrangers le feront pour elle.

Cela dit, force est-il de reconnaître que l'Afrique ne possède pas encore les outils essentiels à l'affirmation concrète de cette souveraineté. Le cas a déjà été présenté dans ce magazine par d'autres auteurs, dont celui de M. Richard Martin dans l'édition de décembre 2019 (voir « Le méga projet Inga 3 à 11 000 MW pour bâtir le capital humain et propulser l'autonomie énergétique de la RDC »). M. Martin milite en faveur d'utiliser ce projet hydroélec-

trique comme « levier structurant pour le développement du capital humain et le développement stratégique de l'hydro-électricité en RDC ... pour propulser la croissance et le perfectionnement du capital humain dans les domaines de l'investissement, de l'ingénierie, de la recherche, des finances et de la gestion des grands projets structurants » dans le but de « créer une capacité de développement économique à long terme... ».

Comme l'indique M. Martin, tout pays contemplant un projet d'envergure natio-

vers paliers de gouvernement. Il est impératif que le pays soit perçu par les acteurs internationaux comme équitable, prévisible et fiable, sans quoi la corruption prendra inévitablement la relève, au détriment de la Nation, du projet, du peuple et pis encore, de sa réputation aux yeux des institutions financières internationales (lesquelles possèdent les capitaux nécessaires à la réalisation de tous ces projets).

L'importance de ces trois conditions simultanées ne peut être exagérée. Les capitaux étrangers et institutionnels, les



Diamants de Mbuji Mayi, RDC

les accords secrets ne pourront surmonter l'obstacle que représente ce manque de certitude. À moins évidemment que la Nation choisisse un modèle de financement par servitude, tel que le modèle chinois par exemple, qui élimine toute possibilité domestique de développement social et commercial, ou de souveraineté tangible sur les actifs ainsi obtenus.

Il est possible de mettre en place ces réseaux institutionnels indépendamment des grands projets envisagés. La difficulté de cette approche est aussi d'ordre financier : seuls les organismes supra nationaux, comme la banque mondiale par exemple, comporte un volet social dans leurs critères décisionnels.

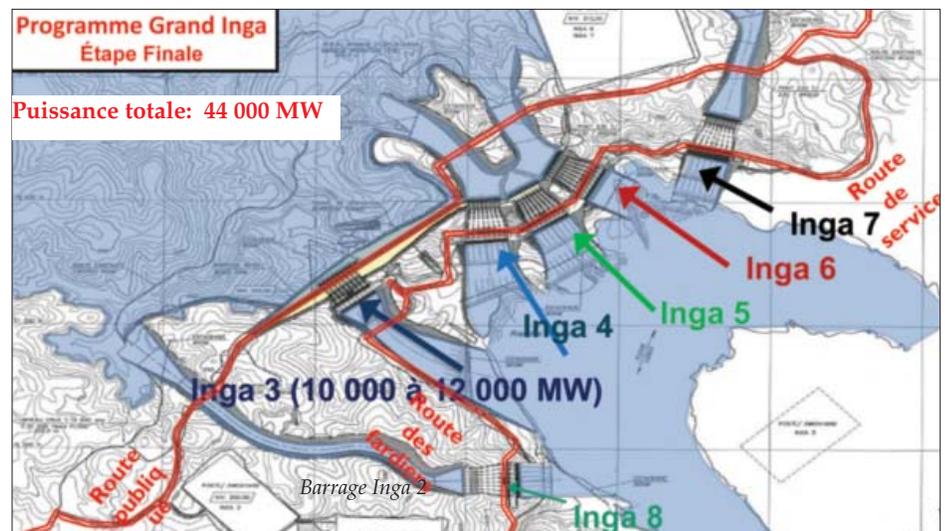
Mais ces sources sont hautement sollicitées et donc peu disponibles à court terme. Il est habituellement plus efficace de profiter d'un projet à grande envergure pour élaborer la mise en place du réseau en fonction des besoins immédiats du projet. Certes, cette approche exige un plan d'ensemble structuré en symbiose avec celui du plan directeur du projet même, impliquant une participation d'experts, souvent étrangers, et distincts de ceux œuvrant directement au projet. L'approche a le mérite d'être intégrée au plan



Le projet de port en eau profonde dans la commune de Banana .

nale (Inga et Port de Banana en RDC, oléoducs au Mozambique, assainissement des eaux usées en Angola, mines d'or en Éthiopie) doit d'abord ériger un réseau d'institutions nationales dans les domaines administratif, technique, financier, réglementaire et socio-économique afin de veiller en permanence au bon fonctionnement de l'écosystème de projet où l'investissement en question doit être réalisé. Sans ce réseau, l'exécution des projets trouvera rapidement les bons méandres pouvant contourner les intérêts des gouvernements. Le réseau institutionnel est l'instrument par excellence pour exercer la souveraineté de la Nation sur tout projet en son territoire. Il précède tous les autres aspects de développement du pays, tant au niveau du capital humain que des sphères techniques et d'approvisionnement. Le but premier du réseau est d'établir le cadre plénipotentiaire de l'écosystème afin d'uniformiser la réglementation, les procédures, la taxation, et les mesures de vérification de la conformité des acteurs actifs et passifs du projet aux exigences et termes d'engagement imposés par les di-

grands bailleurs de fonds, ainsi que les grandes banques recherchent tous le même objectif : la certitude du rendement de l'investissement. Sans cette certitude, les investisseurs refuseront de participer au projet. La problématique est aussi simple que cela. Ni les grandes visions, les promesses électorales, ou même



Commerce et économie

directeur, et donc sujet au financement par ledit projet. Que dire du plan directeur ? Tout d'abord, il se doit, entre autres, de provenir de l'institution nationale ou gouvernementale qui préconise la mise en œuvre du projet. Sinon, l'option de remettre son élaboration dans les mains de l'éventuel architecte du projet garantirait la perte de la souveraineté de l'institution au profit de l'architecte. Ce plan directeur doit articuler une vision hégémonique du projet en fonction des priorités sociales en jeu. Mais il doit, plus que toute autre chose, démontrer sans équivoque le caractère monnayable et finançable du projet. Ces deux prérequis exigent à leur tour une structure de projet qui a du sens financièrement,



Mine d'or de Namoya dans l'est de la RDC, dans la province du Maniema, le canadien Banro Corp



Lithium 60% de la réserve mondiale, RDC

économiquement, socialement et opérationnellement. Pour être digne d'investissement, celui-ci doit être :

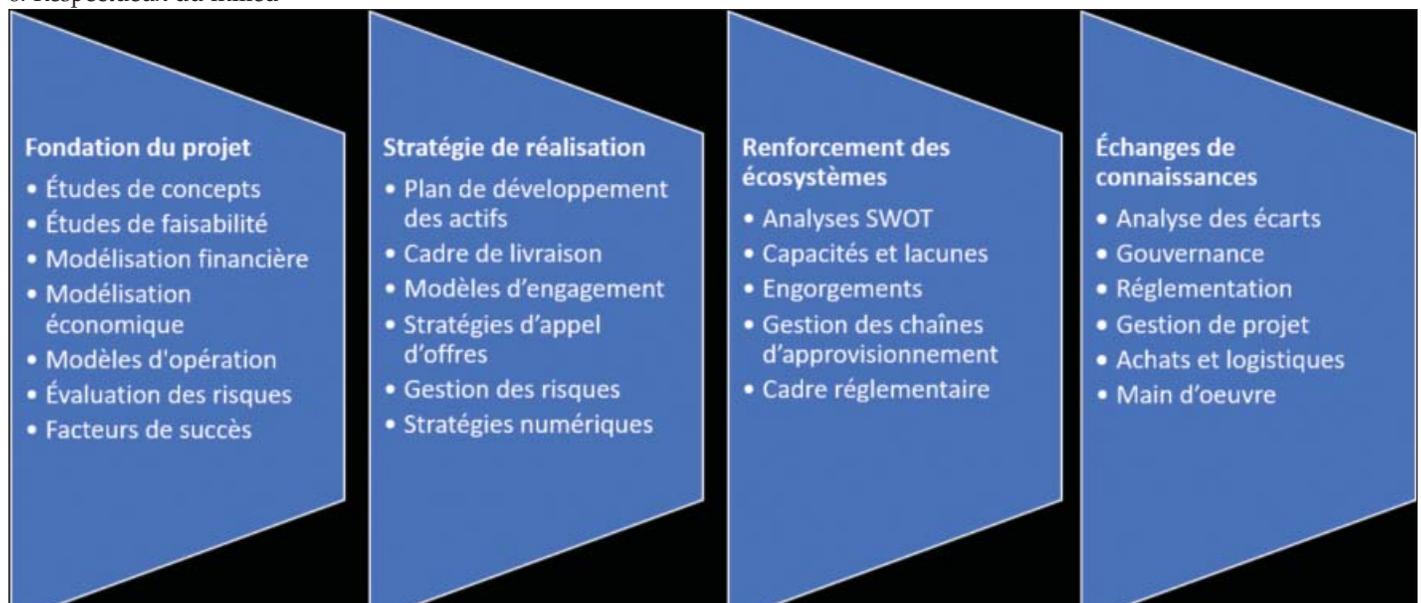
1. Monnayable
2. Faisable
3. Fonctionnel
4. Lucratif
5. Socialement bénéfique
6. Respectueux du milieu

Pour y arriver, le promoteur du projet doit non seulement prouver le mérite de l'investissement, mais aussi comment l'investissement sera déployé pour réaliser l'actif voulu, comment cette réalisation peut engager le capital humain et commercial du pays, et comment ces deux derniers peuvent mettre à profit le projet afin d'avancer leurs développements respectifs. En

tout, l'exercice comprendra quatre grandes étapes : fondation du projet, stratégie de réalisation, renforcement des écosystèmes, et échanges de connaissance, telle qu'illustrée à la figure 1. À court terme, la Nation doit faire appel à l'expertise disponible hors de ses frontières pour mettre tous ces éléments en jeu efficacement, et afin de maximiser le transfert des connaissances de ces experts vers leurs contreparties domestiques. Il en va du succès du projet et de la valeur des retombées économiques espérées. La société canadienne NAIAD propose ainsi de travailler étroitement avec les bâtisseurs de la nation, où qu'elle soit sur le continent africain, en vue de transformer leurs intentions de projets à grande envergure en opportunités d'investissement de haute qualité, ainsi qu'à contribuer à l'atteinte d'une souveraineté domestique solide et incontournable. ■

(*) Steven J. Keays

Président, la compagnie NAIAD
www.naiad.ca



La Chine va s'accaparer la moitié des investissements dans la voiture électrique

Henri Tambwe

Les grands constructeurs automobiles prévoient d'investir un total de 300 milliards de dollars (260 milliards d'euros) dans le développement des véhicules électriques au cours des cinq à 10 prochaines années et près de la moitié de ces investissements iront en Chine, montre une analyse de leurs données par Reuters.

Les équipementiers asiatiques montent en puissance

Ce montant, dont Volkswagen assume la plus grande part, traduit une forte accélération des efforts entrepris par le secteur automobile pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles. Cette transition, encouragée par des politiques publiques de lutte contre la pollution et le changement climatique, devrait aussi favoriser une montée en puissance des équipementiers asiatiques, notamment les fournisseurs de batteries et de technologie électrique.

La Chine a tenté pendant des décennies de rattraper son retard sur les constructeurs allemands, japonais et américains qui ont



WANG Zhigang, *Ministre des Sciences et Technologies*

et FAW Car. Selon Herbert Diess, qui s'exprimait en début de semaine devant un petit groupe de journalistes à Pékin, la Chine "va devenir l'une des principales puissances automobiles dans le monde".

Des sommes astronomiques décidées en moins d'un an

Les 300 milliards de dollars prévus par les grands constructeurs pour la production en série de véhicules électriques en Chine, en Europe et en Amérique du Nord représentent un montant supérieur aux économies de l'Égypte ou du Chili. Il y a un an seulement, ces projets d'investissements ne s'élevaient qu'à 90 milliards de dollars.

À lui seul, Volkswagen devrait assumer près d'un tiers de ces dépenses, environ 91 milliards de dollars, alors que le groupe allemand s'efforce de tourner définitivement la page du coûteux scandale des émissions polluantes de ses moteurs diesel. Les ambitions de Volkswagen passent par des capacités de production sur trois continents en vue de parvenir à 15 millions de véhicules électriques en 2025, avec 50 modèles entièrement électriques et 30 hybrides. L'objectif final du groupe allemand est de proposer une version électrique de l'ensemble des 300 modèles de ses 12 marques, dont Audi et Porsche.

L'effort prévu par Volkswagen dépasse de loin celui de ses concurrents, Daimler, le plus proche d'entre eux, ayant prévu de consacrer 42 milliards de dollars à cette transition. General Motors, le premier constructeur américain, a pour sa part avancé un montant total de 8 milliards de dollars à la fois pour l'électrification de sa gamme et le développement des véhicules autonomes.

Les Français à rebours

Côté français, les investissements annoncés par Renault s'élèvent à environ 10 milliards de dollars et ceux de PSA à moins d'un milliard. Les deux constructeurs sont notamment associés au chinois Dongfeng.

Environ 45% des projets d'investissements du secteur en la matière, soit plus de 135 milliards de dollars, se concrétiseront



dominé l'ère du moteur à combustion. Pour les dirigeants du secteur, elle est maintenant bien placée pour profiter de l'avènement programmé de la voiture électrique. "L'avenir de Volkswagen se jouera sur le marché chinois", affirme ainsi Herbert Diess, président du directoire du constructeur allemand, qui dispose depuis longtemps de coentreprises avec deux des principaux constructeurs chinois, SAIC Motor

"Ce que nous trouvons (en Chine), c'est vraiment le bon environnement pour développer la prochaine génération de voitures et nous trouvons les bonnes compétences, que nous n'avons que partiellement en Europe et ailleurs", détaille le patron de VW. "Il y a une politique très claire définie ici en Chine. Responsables politiques et autorités réglementaires exigent" un basculement vers la voiture électrique, souligne-t-il.





en Chine, qui a mis en place des quotas, des instruments de crédit et des incitations financières pour favoriser la production et la vente de véhicules électriques sur son marché. L'analyse de Reuters se fonde sur les budgets d'investissements et d'achats rendus publics ces deux dernières années par 29 grands constructeurs mondiaux. Les montants effectivement dépensés pourraient être plus élevés. "Il y a eu une accélé-

ration" des investissements, constate Alexandre Marian, directeur exécutif du cabinet AlixPartners et co-auteur en 2018 d'une étude prévoyant un montant global de dépenses dans les véhicules électriques de 255 milliards de dollars jusqu'en 2023 de la part des constructeurs et équipementiers automobiles.

Vers davantage d'Alliances

Alexandre Marian souligne que les acteurs

développons une partie de la technologie automobile en Chine pour le reste du monde. Je crois que c'est un changement majeur", dit Herbert Diess.

Véhicules verts: la Chine vise 20% des ventes de neuf en 2025

La Chine a estimé que les ventes d'automobiles neuves fonctionnant aux "énergies nouvelles" (électrique, hybride, pile à combustible) devraient atteindre 20% dans le pays d'ici 2025, avant de devenir "le courant dominant" en 2035. Il s'agit d'une prévision inférieure aux 25% annoncés l'an passé par le ministère du Commerce.

Grand développement du secteur

Mais le document publié lundi par le gouvernement central appelle à un grand développement du secteur, avec notamment la création de réseaux plus efficaces en matière de recharge et de recyclage des batteries. Pour doper un secteur qui représentait à peine 5% des ventes en Chine en 2019, Pékin appelle également à une intégration renforcée des différentes entreprises du secteur ou encore à l'amélioration du service après-vente.

"Après 15 ans d'efforts continus (jusqu'en 2035), les véhicules totalement électriques constitueront le courant dominant des nouvelles ventes de voitures et la totalité de la flotte des véhicules publics", prévoit le document. ■



de l'automobile cherchent aussi à nouer davantage d'alliances et de partenariats pour supporter ce fardeau financier. Ces accords, tels que celui qui pourrait être annoncé par Volkswagen et Ford la semaine prochaine au salon de Detroit, devraient être les principaux soutiens à l'innovation. Volkswagen est "en train d'évoluer d'un modèle dans lequel nous développons et apportons la technologie européenne sur ce marché à une nouvelle phase dans laquelle nous co-



Malgré la pandémie, les milliardaires chinois ne connaissent pas la crise

Éric Magala

Jamais autant de richesse n'a été créée en Chine qu'en 2020 malgré la pandémie qui ravage l'économie mondiale, selon un classement annuel qui fait état



Wang Xing, fondateur de l'entreprise de livraison de repas Meituan: Fortune personnelle 8,3 milliards de dollars 2020

d'un nouveau bond du nombre de milliardaires dans le pays asiatique. Premier pays touché l'an dernier par le nouveau coronavirus, la Chine est depuis parvenue à pratiquement éradiquer l'épidémie sur son sol, où les nouvelles contaminations se limitent désormais à quelques cas chaque jour.

Et les confinements drastiques ordonnés dans le pays pour endiguer le virus se



Richard Liu, patron du géant du e-commerce JD.co, Fortune personnelle : 22,7 milliards USD (2020)



Jack Ma, président d'Alibaba Group, l'une des personnalités les plus riches de Chine: Fortune personnelle : 61,1 milliards USD (2020)

sont avérés particulièrement lucratifs pour les géants du numérique, au moment où des millions de Chinois se terraient chez eux par crainte d'être contaminés.

Le e-commerce chinois surperforme

Si "les deux premiers mois de l'épidémie ont anéanti d'énormes quantités de richesse (...) la nouvelle économie, portée par le numérique, a atteint depuis juin des niveaux inédits", relève le classement annuel du cabinet chinois Hurun basé à Shanghai.

Wang Xing, fondateur de l'entreprise de livraison de repas Meituan, a quadruplé ainsi sa richesse cette année, pour devenir la 13e fortune de Chine.

Richard Liu, patron du géant du e-commerce JD.com, a doublé sa fortune, qui pèse désormais 23,5 milliards de dollars (19,9 milliards d'euros). Il est désormais la 16e fortune du pays. La santé a également été un secteur porteur: Jiang Rensheng, fondateur du fabricant de vaccins Zhifei, a ainsi triplé sa fortune estimée à 19,9 milliards de dollars. Il décroche la vingtième place.

Résultat, cette année a vu en Chine "plus de richesse créée que les cinq années précédentes combinées", en dépit de l'épidémie, affirme Hurun, qui se fonde sur le classement des 500 premières fortunes du pays. L'emblématique Jack Ma, pionnier du e-commerce avec sa plateforme Alibaba, est toujours la plus grosse fortune

nationale, avec 61,1 milliards de dollars. Il est suivi par Pony Ma, le patron de Tencent, géant du numérique qui édite notamment la populaire application WeChat (61.1 milliards de dollars).



Zhong Shanshan, discret patron de Nongfu Springs fortune estimée à 57,7 milliards de dollars 2020

La troisième marche du podium voit l'arrivée de Zhong Shanshan, discret patron de Nongfu Spring, un géant de l'eau en bouteille dont les produits sont incontournables en Chine. Sa fortune est évaluée à 53,7 milliards de dollars.

Le géant asiatique compte plus de milliardaires que les Etats-Unis. Ils sont 257 de plus que l'an dernier, selon Hurun, qui en recensait fin août 878 en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao). ■



Jiang Rensheng, fondateur du fabricant de vaccins Zhifei, a triplé sa fortune estimée à 19,9 milliards de dollars 2020

Asie du Sud : une récession économique sans précédent qui frappe plus durement les travailleurs informels

_____Martin Kaufman et Daniel Leigh*

L'Asie du Sud est sur le point de plonger dans la pire récession de son histoire alors même que les effets dévastateurs de la COVID-19 sur les pays de la région se font toujours sentir. Selon l'analyse semestrielle de la Banque mondiale, un nombre alarmant de travailleurs informels est affecté et des millions d'habitants de la région risquent de sombrer dans l'extrême pauvreté.

Publié aujourd'hui, le rapport sur la situation économique de l'Asie du Sud, intitulé *Beaten or Broken?* (a), anticipe une chute de l'activité économique plus importante que prévu dans toute la région, avec une contraction globale de 7,7 % en 2020, alors que la croissance avait atteint 6 % par an ces cinq dernières années. L'économie indienne, la plus importante de la région, pourrait se contracter de 9,6 % au cours de l'exercice budgétaire qui a débuté en mars 2020. En 2021, la croissance de la région devrait rebondir à 4,5 %, mais en tenant compte de la croissance démographique, le revenu par habitant restera inférieur de 6 % aux estimations de 2019. Par conséquent, le redressement attendu ne compensera pas les dommages économiques durables causés par la pandémie.

Lors des précédentes récessions, la baisse des investissements et des exportations était à l'origine du ralentissement économique. La situation est différente cette fois-ci : la consommation des ménages, pilier traditionnel de la demande en Asie du Sud et indicateur essentiel du bien-être économique, va reculer de plus de 10 %, avec à la clé une nouvelle aggravation des taux de pauvreté. La diminution des envois de fonds des migrants devrait également accélérer la perte de moyens de subsistance parmi les plus pauvres dans certains pays.

«L'effondrement des économies d'Asie du Sud en raison de la pandémie de COVID-19 a été plus brutal que prévu, surtout pour les petites entreprises et les travailleurs informels qui subissent des pertes d'emploi et de salaire soudaines, souligne Hartwig Schafer, vice-président de la



Davide Furceri est chef de division adjoint au département des études du FMI

Banque mondiale pour l'Asie du Sud. Les mesures d'aide d'urgence ont atténué les effets de la crise sanitaire, mais les gouvernements doivent s'attaquer aux vulnérabilités profondes de leurs secteurs informels en adoptant des politiques réfléchies et, dans un contexte de moyens limités, en procédant à une allocation judicieuse de leurs ressources ».

Les trois quarts de tous les travailleurs d'Asie du Sud vivent d'un emploi informel, en particulier dans l'hôtellerie, le commerce de détail et les transports, soit les secteurs les plus pénalisés par les mesures de confinement. Or, alerte le rapport, les travailleurs et les entreprises de l'économie informelle ont peu de marge de manœuvre pour faire face à des chocs inattendus de l'ampleur de celui provoqué par la COVID-19.

Alors que les pauvres, confrontés à la montée des prix des denrées alimentaires, ont été durement frappés, la pandémie a porté un nouveau coup à nombre de travailleurs informels situés au milieu de l'échelle des revenus et dont les rentrées d'argent ont chuté brutalement. Des travailleurs informels qui, pour la plupart, ne sont pas couverts par une assurance sociale, ne disposent pas d'une épargne et n'ont pas accès au crédit. Le rapport re-

commande vivement aux autorités des pays de la région de se doter de systèmes de protection sociale plus universels et, plus généralement, d'élaborer des politiques qui favorisent une meilleure productivité, le développement des compétences et la formation de capital humain dans le secteur informel.

Dans cette perspective, les auteurs soulignent l'importance de mobiliser des financements internationaux et nationaux qui aideront les gouvernements à financer des programmes essentiels pour accélérer la reprise. À plus long terme, les technologies numériques peuvent jouer un rôle majeur dans la création de nouveaux débouchés pour les travailleurs du secteur informel. Elles pourraient rendre l'Asie du Sud plus compétitive et mieux intégrée aux marchés, à condition que les pays améliorent l'accès au numérique et aident ces travailleurs à tirer parti des plateformes en ligne. « La COVID-19 va profon-

Année calendaire		Croissance du PIB réel (%)				Récession par rapport aux prévisions d'octobre 2019 (points de pourcentage)	
		2019	2020 (e)	2021 (p)	2022 (p)	2020 (p)	2021 (p)
Asie du Sud	De janvier à décembre	4,1	-7,7	4,5	4,6	-14,0	-2,2
	De décembre à décembre	3,9	-5,5	2,5	3,3	-8,5	-1,0
Maldives	De janvier à décembre	5,9	-19,5	9,5	12,5	-25,0	3,9
	De janvier à décembre	2,3	-6,7	3,3	2,0	-10,0	-0,4
Exercice budgétaire		2019/19	2020/20	2021/21	2022/22	2020/20	2021/21
Bangladesh	De juillet à juin	8,1	2,0	1,8	3,4	-6,2	-6,7
	De juillet à juin	3,8	1,5	1,8	2,0	-6,0	-4,1
Honduras	De juillet à juin	7,0	0,2	0,8	2,5	-6,2	-6,9
	De juillet à juin	1,9	-1,5	0,5	2,0	-3,9	-2,5
Inde		2019/19	2020/20	2021/21	2022/22	2020/20	2021/21
D'avril à mars		4,2	-6,8	5,4	5,2	-16,5	-1,9

Note : e = estimations ; p = prévisions. En Inde, l'exercice budgétaire va d'avril 2020 à mars 2021. Les prévisions de juin 2020 proviennent de la Banque mondiale (2020a) et celles d'octobre 2019 sont issues du rapport de la Banque mondiale sur la situation économique de l'Asie du Sud de l'automne 2019. Les chiffres pour le Pakistan sont basés sur le PIB au coût des facteurs. Source : Banque mondiale

dément transformer l'Asie du Sud pour les années à venir et laisser des traces durables dans ses économies. Il y a cependant un côté positif à la reprise à venir : la crise pourrait stimuler des innovations qui renforceront la participation future de l'Asie du Sud aux chaînes de valeur mondiales. En effet, son avantage comparatif dans les services technologiques et le tourisme de niche sera probablement encore plus attractif au fur et à mesure de la numérisation de l'économie mondiale », indique

Hans Timmer, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Asie du Sud. Le Groupe de la Banque mondiale, l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les économies en développement, prend des mesures rapides et de grande envergure en vue d'aider ces pays à renforcer leur action contre la pandémie. Nous nous attachons à appuyer les interventions de santé publique et à garantir la circulation de fournitures médicales de première nécessité tout en soutenant le

secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois. Nous prévoyons d'apporter jusqu'à 160 milliards de dollars de financements sur une période de 15 mois, afin d'aider plus de 100 pays à protéger les populations pauvres et vulnérables, soutenir les entreprises et favoriser le redressement de l'économie. Ce montant comprend 50 milliards de dollars sous forme de nouveaux dons et crédits hautement concessionnels fournis par l'IDA. ■

Marchés des produits de base : les prix des matières premières énergétiques subissent plus fortement l'impact de la pandémie, tandis que la baisse de la demande de pétrole devrait perdurer au delà de 2021

Selon la dernière édition semestrielle du Commodity Markets Outlook de la Banque mondiale, les prix des métaux et des matières premières agricoles ont vite rebondi après les pertes engendrées par la pandémie de COVID-19 et devraient enregistrer des gains modestes en 2021, mais les cours des produits énergétiques, en revanche, malgré leur remontée, resteront moins élevés qu'ils ne l'étaient avant la crise.

Plus précisément, les cours pétroliers, qui avaient fortement chuté dans les premiers mois de la pandémie, n'ont qu'en partie retrouvé leurs niveaux antérieurs au choc, tandis que les prix des métaux, dont le repli avait été relativement plus limité, ont renoué avec les niveaux précédant la crise. Si les prix des produits agricoles n'ont globalement pas pâti de la pandémie, le nombre de personnes dont la sécurité alimentaire est menacée a augmenté en raison des répercussions plus larges de la récession mondiale.

«La pandémie de COVID-19 n'a pas eu un impact uniforme sur les prix des produits de base, et elle risque d'avoir des répercussions durables sur les marchés énergétiques, souligne Ayhan Kose, vice-président par intérim du Groupe de la Banque mondiale pour la division Croissance équitable, finance et institutions et directeur du groupe Perspectives. Les politiques de relance peuvent amortir un déclin des prix lorsqu'il est de courte durée. Toutefois, lorsque les cours restent bas pendant une période prolongée, les responsables publics doivent trouver des solutions qui permettront à leurs économies

de s'adapter sans heurt à une situation appelée à devenir la norme. En raison de la COVID-19, les pays émergents et en développement exportateurs de pétrole ont été confrontés plus tôt à cette nouvelle normalité. Dans le monde post-pandémie, ils doivent agir plus énergiquement pour réduire leur dépendance aux revenus pétroliers. » En 2021, les cours du pétrole devraient s'établir en moyenne à 44 dollars le baril, en hausse par rapport aux estimations pour 2020 à 41 dollars. Ces prévisions tablent sur un redressement lent de la demande dans une conjoncture où le tou-

risme et les voyages continuent d'être freinés par les préoccupations sanitaires et où l'activité économique mondiale ne devrait parvenir à recouvrer son niveau d'avant la crise qu'en 2022. Elles reposent aussi sur un assouplissement progressif des contraintes du côté de l'offre. Globalement, après les fortes baisses enregistrées en 2020, le rapport prévoit pour 2021 un rebond substantiel des prix des produits énergétiques, qui incluent, outre le pétrole, le gaz naturel et le charbon, revoyant ainsi à la hausse les prévisions du mois d'avril. Le risque d'une seconde vague pandé-



mique qui pourrait conduire à une multiplication des mesures de confinement et à une baisse de la consommation, ainsi que des délais plus longs que prévu dans la mise au point et la distribution d'un vaccin sont autant de facteurs susceptibles de déboucher sur des prix énergétiques plus bas qu'anticipé aujourd'hui.

Après avoir chuté en 2020, les prix des métaux devraient afficher une remontée modeste en 2021, à la faveur de la reprise en cours de l'économie mondiale et de la poursuite des politiques de relance en Chine. Ils risquent cependant d'être plus faibles qu'attendu dans un contexte de faible croissance mondiale prolongée. Les prix agricoles devraient augmenter légèrement en 2021, après une hausse estimée à 3 % en 2020 et un déficit dans la production d'huiles comestibles. Le spectre de l'insécurité alimentaire continue de planer sur plusieurs économies émergentes et en développement. Ces craintes sont moti-

vées par l'impact de la récession mondiale sur les revenus, les problèmes de disponibilité de nourriture au niveau local et une offre de main-d'œuvre limitée par les restrictions imposées aux déplacements transfrontaliers. Plusieurs pays ont enregistré des pics d'inflation des prix alimentaires. Les marchés des matières premières ont connu de nombreux chocs, dont la pandémie n'est que le dernier en date. Le rapport y consacre un dossier spécial en se penchant sur 27 produits de base entre 1970 et 2019. Il en ressort que les chocs très persistants (« permanents ») et ceux de courte durée (« transitoires ») ont contribué globalement dans les mêmes proportions aux fluctuations des prix des matières premières, mais avec toutefois de fortes variations d'un produit à l'autre. Les chocs permanents sont ainsi responsables de la variabilité des prix de la plupart des produits de base agricoles, tandis que les chocs transitoires ont une incidence plus

marquée sur les prix des matières premières industrielles. Cette hétérogénéité met en évidence la nécessité d'une action politique flexible.

Un choc transitoire sur les prix des produits de base pourra ainsi exiger de mener une politique de relance budgétaire afin de réguler la consommation. Aussi les pays qui sont tributaires de l'exportation de matières premières exposées à des fluctuations cycliques peuvent envisager de constituer des amortisseurs budgétaires pendant les phases de flambée des prix, de manière à les utiliser pendant les phases de chute des cours afin de soutenir l'activité économique. Dans les pays très dépendants de produits de base sujets à des chocs permanents, il faudra plutôt mener des politiques structurelles consistant notamment à diversifier l'économie et élargir l'assiette fiscale afin de mieux s'adapter à l'évolution de l'environnement économique. ■

Avec un niveau record de 744 milliards de dollars en 2019, l'endettement des pays les moins avancés continue de s'alourdir

Face à un besoin urgent de transparence accrue en matière d'endettement, la dernière édition des Statistiques sur la dette internationale (IDS) rassemble des données sur la dette extérieure, plus détaillées et plus finement ventilées que jamais en pratiquement 70 ans d'existence, indiquant notamment ce que chaque pays débiteur doit à ses créanciers publics et privés dans chaque pays créditeur et le montant attendu des versements mensuels au titre du service de la dette jusqu'à fin 2021.

Comme le soulignait notre rapport intitulé *Four Waves of Debt*, publié en décembre 2019, l'alourdissement de la dette publique était déjà préoccupant avant la survenue de la pandémie de COVID-19, surtout dans de nombreux pays parmi les plus pauvres du monde. En réponse à l'appel lancé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, le G20 a adopté l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) en avril 2020, afin d'aider jusqu'à 73 pays les plus pauvres à faire face aux conséquences de la pandémie. Selon l'édition 2021 des Statistiques sur la dette internationale, l'encours de la dette extérieure des pays éligibles à l'initiative ISSD a atteint un niveau record de 744 milliards de dollars en 2019, soit une hausse de 9,5 % par rapport à l'année précédente, soulignant l'urgence, pour les

pays créanciers comme pour les pays emprunteurs, de collaborer afin de conjurer la menace grandissante de crises de la dette



souveraine déclenchées par la pandémie de COVID-19. En 2019, l'accélération de l'endettement dans ces pays a été pratiquement deux fois plus rapide que dans les autres pays à revenu faible et intermédiaire.

L'encours de la dette des pays éligibles à l'ISSD vis-à-vis des créanciers bilatéraux publics — pour l'essentiel des pays du G20 — a atteint 178 milliards de dollars en 2019. Ce montant correspond à 17 % des flux nets d'endettement à long terme en direction des pays à revenu faible et intermédiaire. Au sein du groupe des créan-

ciers du G20, la hausse sensible des prêts consentis par des pays membres faisant eux-mêmes partie des pays à revenu intermédiaire constitue une évolution remarquable. La Chine, notamment, de loin le premier créancier, a vu sa part dans la dette cumulée vis-à-vis des pays du G20 passer de 45 % en 2013 à 63 % fin 2019 — tandis que, sur la même période, la part du Japon, le deuxième créancier du G20, est restée globalement au même niveau, à 15 %.

L'édition 2021 des Statistiques sur la dette internationale traduit également les efforts consentis pour intégrer les instruments d'emprunt complexes, qui jouent un rôle grandissant dans l'endettement des pays en développement. Alors que les pays à revenu faible et intermédiaire pratiquent également des accords d'échanges de devises entre banques centrales, la Banque mondiale veille à ce que ces instruments de dette soient bien pris en compte dans les séries de données du rapport IDS. Une transparence accrue autour des emprunts aidera de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire à évaluer et gérer leur endettement extérieur pendant la crise actuelle. Les responsables politiques disposeront également ainsi d'éléments précis pour s'employer à rendre le niveau et les conditions d'endettement plus soutenables. ■

Magazine Diplomat Investissement

Il s'adresse aux décideurs. Magazine spécialisé dans l'information économique et diplomatique destinée exclusivement aux grands dirigeants mondiaux (politiques, diplomatiques, financiers et investisseurs), aux grands événements internationaux et aux grands mouvements des capitaux et des investissements à l'échelle planétaire.

Il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.



PNINA TAMANO-SHATA

De la famine en Éthiopie au gouvernement en Israël

Pnina Tamano-Shata, 38 ans, est la nouvelle ministre de l'Aliyah et de l'Intégration. Première personne d'origine africaine à occuper un poste gouvernemental en Israël, cette centriste ambitieuse dénonce le racisme, les violences policières et les inégalités dans son pays et dans le monde. La pièce est grande et rectangulaire. Les murs couleur coquille d'œuf sont nus et le mobilier sobre. Les stores ont été baissés pour filtrer le soleil aveuglant. Seul le drapeau israélien, avec son étoile de David et ses bandes bleues, apporte un peu de couleur dans ces locaux impersonnels. Ce jour-là, la nouvelle ministre découvre ses bureaux annexes à Tel Aviv, car jusqu'ici, elle a seulement travaillé dans le bâtiment principal du ministère à Jérusalem.

Le voyage pour revenir à la maison.

Depuis le 17 mai dernier, Pnina Tamano-Shata est ministre de l'Aliyah (la "montée" en hébreu, qui signifie venue en Israël) et de l'Intégration. Dans ce pays où la "loi du retour" permet à tout Juif du monde de venir vivre en Israël et d'en devenir citoyen, ce ministère est particulièrement important pour l'installation de ces Américains, Russes, Français, etc, qui ont choisi d'emprunter ce chemin. Mais si elle revendique d'être la ministre de tous les olim (les immigrants), Pnina Tamano-Shata promet d'être encore plus attentive à la situation des Israéliens originaires d'Éthiopie. Car le 9 décembre 1981, elle a vu le jour dans une famille juive près de Gondar, à 600 kilomètres au nord-ouest d'Addis-Abeba, dans un village sans eau courante ni électricité.

En 1984, lors de la grande famine qui a décimé l'Éthiopie, la famille de la petite Pnina s'en va à pied avec l'espoir d'arriver un jour en Israël. "Nous savions que c'était



Pnina Tamano-Shata, ministre israélienne de l'Immigration

le moment de faire le voyage pour revenir à la maison. Mais c'était un voyage très dur car nous avons marché jusqu'au Soudan à plus de 200 kilomètres de là", se sou-

vient la ministre, souvent transportée par son grand frère adolescent sur son dos. "Nous sommes arrivés dans un camp de réfugiés. J'étais toute petite, ma mère était à son neuvième mois de grossesse. Sur place, des officiels israéliens nous attendaient, certains du Mossad, d'autres de l'Armée qui travaillaient sous fausse identité. Nous dissimulions aussi notre identité juive car nous étions dans un pays musulman et à cette époque, les relations entre le Soudan et Israël étaient très mauvaises." Une partie de la famille a donc embarqué secrètement de nuit, dans l'un de ces avions israéliens posés dans le désert. Ce gigantesque pont aérien mis en place entre Israël et l'Afrique est baptisé "opération Moïse".

Malgré la nouveauté du pays, sa langue, son mode de vie et ses coutumes qui ont dérouter ses parents, la petite Pnina se souvient d'une intégration facile pour elle. Cependant, elle réalise que sa couleur de peau lui posera des problèmes : Au début, cela a été dur pour certains de comprendre que nous étions juifs. Ils nous soupçonnaient de ne pas être juifs.

La première

La jeune Pnina est éduquée dans une école sioniste-religieuse puis suit des études supérieures de droit et de journalisme. À l'université, elle est l'une des leaders des étudiants d'origine éthiopienne. D'abord juriste, elle devient en 2005 la première femme noire à présenter une émission sur Channel 1, avant d'être élue députée en 2015 sur la liste du centriste Yair Lapid. Là encore "la première" : première femme noire à siéger au parlement israélien. À la Knesset, elle se spécialise dans les questions de pauvreté, de petite enfance et de lutte contre les discriminations. En visite aux États-Unis, elle est impressionnée par





Tamano-Shata, première africaine d'origine éthiopienne nommée ministre de l'Immigration

le Black Caucus, qui réunit les parlementaires afro-américains au-delà de leurs affiliations partisans. Juste après son élection, elle participe activement aux premières manifestations des Israéliens originaires d'Éthiopie contre les violences policières.

Devenue ministre, elle n'a renié ni ses engagements ni son franc-parler. Un an après la mort d'un israélien originaire d'Éthiopie tué par des policiers, elle estime que "la police doit protéger les vies et ne pas les prendre. Elle ne doit pas menacer les gens parce qu'ils sont noirs. Partout dans le monde, on voit des discriminations contre les Noirs. Les luttes sont les mêmes dans beaucoup de pays. Aux États-Unis, en France, on voit les violences policières et le ciblage des personnes noires. C'est inacceptable".

Nous devons réaliser qu'il y a là une génération brisée. Il en va de la responsabilité des gouvernements et de dirigeants, y compris en Israël. Absolument. Il faut évincer les policiers qui commettent des actes violents, racistes ou discriminatoires contre les Noirs. Inflexible sur ses convictions, la jeune ministre a été beaucoup plus souple en matière de politique politicienne quand il s'est agi de rejoindre un gouvernement d'union entre Benjamin Netanyahu (Likoud, droite) et Benny Gantz (Bleu Blanc, centre).

Alors que Yair Lapid a décidé de siéger dans l'opposition, elle a préféré suivre Benny Gantz et renier avec lui les engagements de campagne de ne jamais gouverner avec un Netanyahu inculpé pour corruption. "Ça a été difficile pour moi de quitter ma première formation politique mais j'avais mon agenda : après trois an-

nées de crise politique et trois élections législatives sans résultat clair, je préférerais un gouvernement d'unité plutôt qu'une autre élection. Quand Yair Lapid a décidé de ne



Pnina Tamano-Shata, la ministre de l'immigration et de l'absorption qui a dirigé le plan visant à amener les 2 000 Éthiopiens d'origine juive en Israël. Dans cette photo, elle accueille ses nouveaux arrivants à l'aéroport de Tel-Aviv.

pas rejoindre Netanyahu, c'était pour moi un non-sens. C'est douloureux de voir un Premier ministre au tribunal même s'il bénéficie de la présomption d'innocence." Les mêmes éléments de langage que... Benjamin Netanyahu.

Les "bras ouverts"

Sans disposer encore de statistiques, elle est persuadée que la gestion plutôt bonne de l'épidémie de coronavirus en Israël

(avec moins de 300 morts pour 9 millions d'habitants) et les difficultés économiques mondiales vont pousser de nombreux Juifs de la diaspora à émigrer vers Israël. "Les bras ouverts", elle assure qu'elle disposera "des budgets nécessaires" pour les accueillir. Je sais mieux que les autres comment accepter et aider les nouveaux immigrants pour mieux s'intégrer. Ils ont besoin d'être soutenus.

Mais au-delà des bonnes intentions, la situation budgétaire, économique et sociale d'Israël est très inquiétante. Et la promesse du Premier ministre Netanyahu d'annexer bientôt une partie de la Cisjordanie rend la situation encore plus imprévisible avec un risque de reprise des violences entre Israéliens et Palestiniens.

Plutôt Moïse qu'Obama Pnina Tamano-Shata voit loin :

Peut-être qu'un jour je serai la première présidente d'Israël. Jusqu'à maintenant, nous n'avons eu ni femme, ni africain élu à cette fonction.

Mais plutôt que revendiquer Barack Obama, Pnina Tamano-Shata cite Martin Luther-King et Moïse. À cause du nom à l'opération qui l'a conduite d'Éthiopie en Israël ? Pas seulement. "Il était modeste, il s'est trompé mais il a guidé son peuple", explique Pnina Tamano-Shata. Est-elle modeste ? Ses ambitions ne le sont pas. Mais à la différence du prophète, mort selon la tradition biblique sur le mont Nébo dans



Pnina Tamano Shata, la première femme juive israélienne d'origine éthiopienne discute avec le premier ministre Benjamin Netanyahu

l'actuelle Jordanie, la petite Éthiopienne a pu rejoindre la Terre promise.

Israël donne son feu vert pour l'immigration de 2 000 Ethiopiens au titre du regroupement familial

La communauté juive éthiopienne du pays compte aujourd'hui 152 000 personnes, dont plus de 65 000 nées en Israël.

Le gouvernement israélien va autoriser l'immigration de 2 000 Ethiopiens de la communauté des Falashmoras au titre du regroupement familial, une communauté de juifs d'Ethiopie convertis de force au christianisme au XIXe siècle.

En tant que convertis, ils ne bénéficient pas de la Loi du retour qui permet à tout juif de la diaspora d'immigrer en Israël et d'en devenir citoyen, mais d'une dérogation au nom du regroupement familial, car



plusieurs milliers de Falashmoras vivent aujourd'hui en Israël. Le gouvernement israélien a stoppé toute immigration en provenance d'Ethiopie depuis 2013, mais a établi en 2015 une liste de 9 000 noms au titre du regroupement familial. Nous allons faire venir ces 2 000 personnes de notre peuple, nos frères et sœurs d'Ethiopie et nous ferons ce qu'il faut pour amener les autres Benjamin Netanyahu, Premier ministre Israélien dans un communiqué relayé par l'AFP

La ministre de l'Intégration Pnina Tamano-Shata, elle-même venue d'Ethiopie, s'est félicitée du "vote unanime du gouvernement de faire venir en Israël 2 000 personnes qui attendent en Ethiopie de retrouver leurs proches ici."

Une lente intégration

Ces dernières années, les Ethiopiens installés en Israël ont organisé une série de manifestations pour dénoncer le racisme et les discriminations auxquelles ils disent être confrontés et pour exiger que des membres des familles restés en Ethiopie puissent les rejoindre.

Mais certaines associations d'aide aux juifs éthiopiens, ainsi que des dirigeants de la communauté locale, s'opposent eux à cette immigration, arguant que l'Etat d'Israël affronte suffisamment de difficultés pour l'intégration de cette communauté et que ceux restés en Ethiopie ne sont pas juifs. Certains Ethiopiens chrétiens tentent en effet de se faire passer pour des Falashmoras dans le but de quitter l'Ethiopie.

Quelque 80 000 juifs éthiopiens ont immigré en Israël à la faveur de deux ponts aériens organisés en 1984 et en 1991. La communauté juive éthiopienne du pays compte aujourd'hui plus de 152 000 personnes, dont plus de 65 000 nées en Israël. La plupart d'entre elles descendent de communautés restées coupées du monde juif pendant des siècles, que les autorités religieuses d'Israël ont tardivement reconnues.

Descendants du roi Salomon

Les juifs éthiopiens se considèrent comme des descendants du fils du roi Salomon et de la reine de Saba. Le récit fondateur de la royauté éthiopienne, le Kebra Naast (ou Gloire des rois), qui remonte au XIVe siècle, relate la conversion au judaïsme de la reine de Saba qui, de retour dans son pays, donna naissance à Ménélik Ier, fils du roi Salomon et fondateur de la lignée royale éthiopienne, dont l'éducation fut assurée par des rabbins dépêchés par son père.

Le judaïsme fut instauré comme religion de la famille royale et de l'aristocratie d'Ethiopie jusqu'à leur conversion au christianisme au début de l'ère chrétienne. Il n'aurait persisté par la suite que dans certaines régions du pays, dont les Falashas sont les derniers représentants. ■

Pnina Tamano-Shata (hébreu : פנינה טמנו-שטא), née le 9 décembre 1981 à Wuzaba en Éthiopie, est une avocate, journaliste et femme politique israélienne. Membre du parti politique Yesh Atid (jusqu'au 2019) et Hosen L'Yisrael (depuis 2019), elle est députée à la Knesset de 2013 à 2015 et depuis 2018.

Enfance et débuts

Appartenant à la communauté des Juifs éthiopiens, Pnina Tamano-Shata effectue son émigration vers Israël à l'âge de trois ans. Elle étudie le droit à Ono Academic College (en) et devient vice-présidente de l'Association nationale des étudiants éthiopiens. De 2007 à 2012, elle travaille comme journaliste pour Channel 14.

Carrière

En décembre 2013, le Magen David Adom, l'équivalent israélien de la Croix-Rouge, refuse le don de sang de Pnina Tamano-Shata, ce qui crée une polémique.

Députée

En 14e position sur la liste du parti Yesh Atid pour les élections législatives de 2013, elle est élue députée puisque sa liste remporte 19 sièges. Elle est alors la première femme née en Éthiopie et beta Israël à siéger à la Knesset. Placée en 13e position sur la liste de son parti pour les élections législatives anticipées de mars 2015, elle n'est pas réélue puisque son parti ne remporte que 11 sièges. En février 2018, elle redévient députée en remplaçant Yaakov Peri, démissionnaire. Elle est de nouveau élue en avril 2019, puis réélue le 17 septembre 2019 et le 2 mars 2020

PRIX NOBEL DE LA PAIX

Le Programme alimentaire mondial, récompensé pour ses efforts dans la lutte contre la faim



Le chef du PAM, David Beasley

Jacques Picali

L'agence a reçu le prix pour ses efforts de lutte contre la faim et d'amélioration des conditions de paix. Le PAM, 101^e lauréat d'un prix qui vaut désormais 10 millions de couronnes suédoises (1,1 million de dollars ; 875 000 livres sterling), a déclaré qu'il recevait le prix avec beaucoup d'humilité. Quelque 107 organisations et 211 personnes ont été nommées pour le prix cette année.

Le chef du PAM, David Beasley, a déclaré à l'émission Newshour de la BBC qu'il était sous le choc après l'annonce. "J'étais littéralement pour la première fois de ma vie sans paroles", a-t-il déclaré. "Recevoir ce prix est une reconnaissance pour les hommes et les femmes du Programme alimentaire mondial qui mettent leur vie en danger chaque jour pour les personnes qui luttent et souffrent dans le monde entier. J'espère donc que c'est un signal et un message que le Programme alimentaire mondial est un modèle et que nous devons tous en faire plus". La chancelière allemande Angela Merkel était parmi ceux qui ont félicité le groupe.

"S'il existe une organisation méritante, c'est bien celle-ci. Les gens là-bas font un travail incroyable pour aider les autres et je suis donc très heureuse de l'attribution de ce prix Nobel de la paix", a-t-elle déclaré.

L'Organisation mondiale de la santé et la militante pour le climat Greta Thunberg figuraient parmi les favoris pour ce prix cette année. Selon les règles de la Fondation Nobel, les listes de candidats présélectionnés ne peuvent être publiées avant 50 ans, et l'organisation affirme que toute spéculation avant l'annonce est "pure conjecture".

Qu'a dit le Comité Nobel ?

Le Comité Nobel norvégien a déclaré que le PAM a été déclaré lauréat de ce prix prestigieux "pour ses efforts de lutte contre la faim, pour sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par les conflits et pour avoir joué un rôle moteur dans les efforts visant à

prévenir l'utilisation de la faim comme arme de guerre et de conflit". La présidente Berit Reiss-Andersen a déclaré qu'avec le prix de cette année, la commission voulait "tourner les yeux du monde vers les millions de personnes qui souffrent de la faim ou qui sont menacées par la faim".

"Le Programme alimentaire mondial joue un rôle clé dans la coopération multilatérale en faisant de la sécurité alimentaire un instrument de paix", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse à Oslo. La commission a déclaré que Covid-19 avait encore renforcé l'importance du groupe.

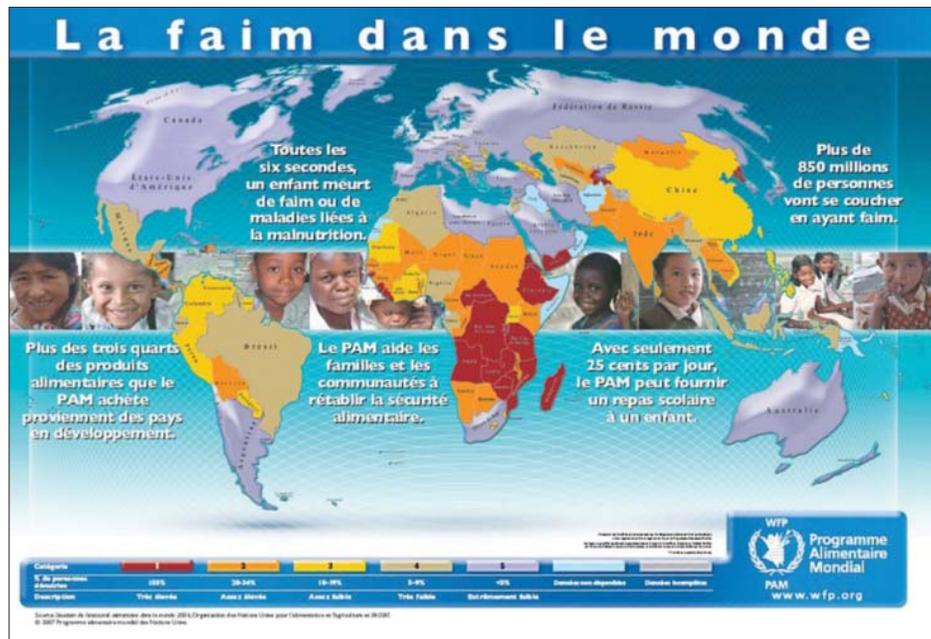
"La pandémie de coronavirus a contribué à une forte augmentation du nombre de victimes de la faim dans le monde", écrit-elle dans une déclaration.

"Face à la pandémie, le Programme alimentaire mondial a fait preuve d'une capacité impressionnante à intensifier ses efforts". Au début de cette année, le PAM a averti que le monde risquait de connaître des famines généralisées "aux proportions bibliques" du fait de la pandémie.

Que fait le PAM ?

Cette agence des Nations unies fournit une aide alimentaire à des pays du monde entier. Elle affirme avoir fourni l'année dernière une assistance à près de 100 millions de personnes dans 88 pays, victimes d'une insécurité alimentaire et de la faim aiguë. L'agence a été créée en 1961, suite aux appels de l'ancien président américain Dwight D. Eisenhower en faveur de la mise en place d'un "programme viable" pour la fourniture d'aide alimentaire par le biais du système des Nations unies.

Des mois après sa création, elle a réagi à un important tremblement de terre dans le nord de l'Iran, en livrant du blé, du sucre et du thé aux survivants. Depuis lors, elle a continué à répondre aux catas-



trophes naturelles et aux conflits dans le monde entier, notamment : le Yémen : Le PAM affirme que sa réponse d'urgence au Yémen, déchiré par un conflit, est la plus importante de tous les temps.

Elle vise à aider environ 13 millions de personnes mais a dû faire face à un certain nombre de défis. Il a accusé les dirigeants locaux de détourner la nourriture des personnes vulnérables. Cette année, il a averti qu'il était confronté à un manque de financement important, certains donateurs ayant cessé leur aide par crainte d'entraver les livraisons

Afghanistan : Le PAM déclare que son "objectif global" est d'aider le pays à lutter contre la faim d'une manière qui contribue à la paix.

Mais il affirme que des décennies de "conflits complexes et prolongés" ont créé des difficultés. Il est arrivé que le groupe suspende les livraisons d'aide alimentaire dans certaines régions en raison d'attaques

Le Sud-Soudan : L'agence a soutenu les populations à la fois dans les conflits et les famines. Outre une guerre civile qui dure depuis des années, l'économie s'est effondrée, la production agricole a diminué et le pays dépend des importations, ce qui signifie que beaucoup de personnes n'ont pas accès à une nourriture nutritive suffisante. En 2014, un de ses employés a été enlevé sous la menace d'une arme. Cependant, l'organisation n'a pas été exempte de controverses.

Dans une enquête interne du PAM l'année dernière, au moins 28 employés ont déclaré avoir été victimes de viol ou d'agression sexuelle alors qu'ils travaillaient pour l'agence.

Plus de 640 autres ont déclaré avoir été victimes ou témoins de harcèlement sexuel. M. Beasley a déclaré à l'agence de presse Associated Press à l'époque qu'il faisait "des choix difficiles pour apporter des changements".



Les centres d'expertise et d'excellence : institutions essentielles au développement d'un pays émergent

Parmi les institutions essentielles au bon fonctionnement et à la bonne performance d'une économie émergente nous pouvons compter les centres d'excellence et d'expertise. Les centres d'expertise sont des organisations dont la vocation consiste à développer le savoir dans le but de le diffuser au sein de la société et de conseiller les décideurs politiques, étatiques et privés. À titre d'exemple, nous pourrions citer les instituts de recherche publics et privés, les universités, et, dans certains cas, des entreprises privées et étatiques, si elles sont engagées dans la recherche et développement.

Richard Martin*

Les centres d'excellence sont des organismes dont la vocation consiste à développer et à propager le savoir-faire sous tous ses aspects. Il y a les institutions d'enseignement, qu'elles soient primaires, secondaires et supérieures, surtout dans leur vocation éducative et formative. En effet, si les écoles visent à inculquer certaines connaissances, leur rôle principal dans la société consiste à articuler et développer le savoir-faire des élèves, étudiants, stagiaires et apprentis. Entre autres, elles sont le conduit principal pour former et éduquer la génération montante.

Dans une culture traditionnelle, ce rôle revient plus souvent que non à la famille. Par contre, dans une société moderne qui doit faire concurrence à l'échelle planétaire, de plus en plus de fonction et d'instruction doivent être confiées à des institutions spécialisées, soient les écoles, corps de métier, universités, collèges et autres instituts de formation. Cela dit, les centres d'excellence ne se limitent pas aux seules institutions d'enseignement. Un rôle important doit aussi être joué par les multi-



Richard Martin, Président-directeur général, CANLEAD

ples centres d'activité, d'opinion et d'autorité qui forment le tissu social indépendant d'une culture pluraliste. Ainsi, on peut compter les associations religieuses,

communautaires, économiques, sportives et commerciales. Il y a en plus les partis et regroupements politiques, les groupes de lobbying et de promotion des divers points de vue et d'intérêts, les chambres de commerce, les corporations professionnelles réglementant et surveillant l'exercice des corps de métier et de profession (collèges de médecins, instituts du Barreau, chambres de Justice, et autres), etc.

D'un point de vue étatique, il existe diverses agences qui peuvent aussi être considérées comme des centres d'excellence. Pensons aux agences de réglementation et de surveillance du milieu financier, aux bureaux d'évaluations et de surveillance environnementales, aux diverses régions et tribunaux juridiques et administratifs. Dans tous les cas, les sociétés performantes ont su se doter de lois, de structures, de systèmes et autres institu-



tions qui permettent d'encadrer les actions individuelles et collectives tout en respectant les droits des personnes et des collectivités. Les divers centres d'expertise et d'excellence prennent toute leur importance dans ce contexte. Les pays émergents doivent en faire autant afin de se joindre de façon sérieuse au monde moderne. Les structures, pratiques et croyances traditionnelles ne sont pas suffisantes ni même adéquates pour jouer ce rôle. Cela ne veut pas dire qu'elles doivent disparaître pour autant, mais il faut les relativiser et les inscrire dans une logique plus englobante et plus performante. C'est ce que permettent de faire les centres d'expertise et d'excellence.

Ainsi, les centres d'expertise d'un pays doivent exister pour donner une façon indépendante aux autorités gouvernementales et législatives d'avoir des sources de connaissances fiables avec à cœur les intérêts du pays. C'est pourquoi, à titre d'exemple, nous recommandons l'établissement d'un Institut national de recherche en électricité et en électrification pour la République Démocratique du Congo. Ce pays est actuellement à la merci de nombre d'acteurs externes, autant internationaux que privés, tous intéressés. Il ne faut pas leur en vouloir ; ce n'est que la nature humaine de vouloir militer pour ses propres intérêts. Par contre, sans centre na-



tional indépendant qui peut militer pour l'intérêt souverain de la RDC et de son peuple en offrant des conseils avisés au gouvernement et politiciens afin de faire contrepoids aux autres intérêts, surtout extérieurs ?

En ce qui concerne les centres d'excellence, soient les écoles, universités, associations, regroupements citoyens, partis, entreprises, agences et autres, leur seule existence fait preuve d'une société civile en santé. Le rôle du gouvernement et des législateurs doit être de protéger et même encourager l'existence et le foisonnement de ces multiples centres de savoir et de

savoir-faire représentant des intérêts divers, parfois divergents, parfois convergents ; aux fonctionnements opérationnels parfois autonomes, parfois redondants ; aux vocations parfois égoïstes, parfois altruistes. Finalement, les agences et autres autorités réglementaires et de surveillance ne doivent pas devenir une façon de supprimer la différence, l'invention, l'innovation et la créativité. Ces institutions doivent se limiter à jouer un rôle d'arbitre, comme dans un match de foot. Ce n'est pas leur rôle de faire des nouvelles règles de jeu, seulement de s'assurer que celles qui ont été mises en place par les pouvoirs législatif, exécutif et juridique sont respectées de façon juste et équitable par tous.

Toute société est dotée d'une culture résultant de son passé et de son présent. Les sociétés traditionnelles, comme dans la plupart des pays émergents, ont développé des institutions qui ont servi depuis des siècles et même des millénaires pour assurer la survie des individus et des collectivités. Les sociétés modernes ne sont pas nécessairement meilleures que les sociétés traditionnelles.

Par contre, il faut leur reconnaître d'avoir développé par une évolution lente et ardue un coffre d'outils institutionnels qui leur permettent de performer scientifiquement, techniquement, économiquement et politiquement afin de tirer leur épingle du jeu. Les centres d'expertise et d'excellence que nous avons répertoriés dans cet article doivent servir de fondation pour tout évolution et développement futur d'un pays émergent. ■

(*) Richard Martin, Président-directeur général, CANLEAD



Selon un nouveau rapport, la pandémie pourrait annuler les progrès obtenus sur le front du capital humain au cours des dix dernières années

Jacques Lelani

La pandémie de COVID-19 menace de réduire à néant les progrès durablement obtenus au cours de la dernière décennie sur le plan de la santé et de l'éducation, surtout dans les pays les plus pauvres, selon une nouvelle étude du Groupe de la Banque mondiale. Les investissements dans le capital humain — la santé, les connaissances et les compétences accumulées tout au long d'une vie — sont déterminants pour libérer le potentiel de chaque enfant et améliorer les performances économiques des pays.

L'indice de capital humain 2020 du Groupe de la Banque mondiale est construit à partir de données de santé et d'éducation collectées jusqu'en mars 2020 dans 174 pays — qui représentent 98 % de la population mondiale. Il dresse ainsi un bilan de référence sur la situation sanitaire et éducative des enfants avant la survenue de la pandémie. Jusqu'à cette date, la plupart des pays avaient fait des progrès constants — et particulièrement marqués dans les pays à faible revenu — pour renforcer le capital humain des enfants. Pour autant, et avant que les effets de la pandémie ne se fassent sentir, un enfant né dans un pays type ne pouvait espérer atteindre que 56 % de son niveau de capital humain potentiel par rapport à un enfant ayant bénéficié de services d'éducation et de santé complets.

La pandémie menace d'effacer une décennie d'efforts pour renforcer le capital humain, en particulier au niveau de la santé, des taux de survie, de la scolarisation et de retards de croissance. Elle a un impact économique particulièrement brutal sur les femmes et les familles les plus défavorisées, exposant de nombreux individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté », souligne le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. « Protéger les populations et investir dans leur avenir sont deux mesures cruciales pour jeter les bases d'un redressement durable et sans exclus et d'une croissance dynamique. »

Du fait de la pandémie, la plupart des enfants dans le monde — plus d'un milliard — ont été privés d'école et pourraient, potentiellement, perdre en moyenne une



Le Président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass

demi-année de scolarité, compte tenu de l'apprentissage, avec en perspective un manque à gagner considérable. Les données révèlent aussi les profondes perturbations dans les services de santé essentiels destinés aux femmes et aux enfants, un grand nombre d'entre eux n'ayant pas reçu les vaccins nécessaires.

L'indice de capital humain 2020 dresse également un tableau sur dix ans, entre 2010 et 2020, de l'évolution des performances en la matière, qui révèle des améliorations dans toutes les régions pour lesquelles les données sont disponibles et pour tous les groupes de revenu. Ces résultats sont à imputer pour l'essentiel aux progrès sanitaires, qui se traduisent par de meilleurs taux de survie des enfants et des adultes et un recul des retards de croissance, mais aussi par une hausse de la scolarisation. Aujourd'hui, le coronavirus menace d'anéantir ces avancées.

L'analyse constate qu'en moyenne, les filles obtiennent de meilleurs résultats en termes de capital humain que les garçons. Mais cette évolution ne se traduit pas encore par des possibilités comparables d'exploiter ce capital humain sur les marchés du travail : en moyenne, le taux d'emploi des femmes est inférieur de 20 points de pourcentage à celui des hommes, avec des écarts plus importants dans de nombreux pays et régions. En outre, la pandémie exacerbe les risques de violences à l'encontre

des femmes, de mariages précoces et de grossesses adolescentes — autant de facteurs qui limitent les perspectives d'apprentissage et d'autonomisation des femmes et des filles. À l'heure actuelle, de nombreux pays risquent de voir disparaître les gains durement acquis sur le plan du capital humain.

Mais au-delà des efforts consentis pour rattraper le temps perdu, les gouvernements doivent s'employer à préserver et étendre les gains antérieurs — en améliorant la couverture sanitaire et la qualité des soins dans les communautés marginalisées, en stimulant les résultats d'apprentissage en plus de la scolarisation et en soutenant les familles fragiles par des mesures de protection sociale adaptées à l'ampleur de la crise.

Le Groupe de la Banque mondiale travaille en étroite concertation avec les gouvernements pour élaborer des solutions de long terme visant à protéger les populations pendant et après la pandémie et à investir dans leur avenir :

- Soutien à l'achat d'équipements médicaux vitaux en Éthiopie, en Haïti et en Mongolie.
- Appui à l'introduction de protocoles de sécurité et d'hygiène dans les écoles et collaboration avec les équipes en charge de l'alimentation en eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour distribuer des fournitures de base au Bangladesh, au Burkina Faso et au Népal.
- À la faveur de nouvelles opérations tout juste approuvées en Jordanie et en Turquie, soutien à la création de contenus télévisés et numériques pour assurer un apprentissage et un enseignement mixtes lors de la prochaine rentrée scolaire, parallèlement à des cours de rattrapage et des services de conseils psychosociaux.
- Soutien au projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD), dans le but d'installer des conditions propices à travers des programmes de maintien des filles à l'école, de développement des débouchés économiques et d'accès à des services de santé de la reproduction de qualité.
- Appui à l'Inde pour étendre immédiatement les programmes de transferts monétaires et d'aide alimentaire, en s'appuyant



sur un éventail de plateformes et de programmes nationaux préexistants, afin d'offrir une protection sociale aux travailleurs essentiels participant à la lutte contre le coronavirus ainsi qu'aux groupes vulnérables, en particulier les migrants et les travailleurs du secteur informel, très exposés au risque d'exclusion.

Seules des mesures ambitieuses en faveur de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, reposant sur des données probantes, permettront de regagner le temps perdu et de donner aux enfants d'aujourd'hui les moyens de dépasser les

générations précédentes en termes de qualité de vie et de performances sur le plan du capital humain. Jamais la pleine réalisation du potentiel créatif de chaque enfant n'aura eu une telle importance.

Le Groupe de la Banque mondiale, l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les économies en développement, prend des mesures rapides et de grande envergure en vue d'aider ces pays à renforcer leur action contre la pandémie. Nous nous attachons à appuyer les interventions de santé publique et à garantir la circulation de fournitures

médicales de première nécessité tout en soutenant le secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois. Nous prévoyons d'apporter jusqu'à 160 milliards de dollars de financements au cours des 15 prochains mois, afin d'aider plus de 100 pays à protéger les populations pauvres et vulnérables, soutenir les entreprises et favoriser le redressement de l'économie. Ce montant comprend 50 milliards de dollars sous forme de nouveaux dons et crédits hautement concessionnels fournis par l'IDA. ■

Cinq enseignements pour des investissements efficaces dans le capital humain

Mamta Murthi et Hana Brixi*

Un système alimentaire durable au Ghana crée des emplois pour les jeunes, en produisant du bétail sain et des aliments nutritifs que les agriculteurs peuvent vendre et que les populations peuvent consommer. Singapour peut se targuer de posséder un système éducatif de premier ordre. Comment le pays est-il parvenu à équilibrer créativité et besoin croissant de compétences analytiques et d'esprit d'équipe ?

Le Ghana a su améliorer sensiblement ses taux nets de scolarisation, qui sont passés de 65 % en 2000 à 85 % en 2017 dans le primaire. Il a aussi fait chuter les retards de croissance dans l'enfance, de 35,4 % en 2003 à 18,8 % en 2014. Comment cette expérience pourrait-elle inspirer les plans d'investissement dans le capital humain d'autres pays ? Au Maroc, l'extension de la couverture d'assurance maladie et l'instauration d'un système de soins subventionnés pour les popu-



Mamta Murthi, Vice-présidente de la Banque mondiale pour le Développement humain

lations les plus démunies ont considérablement amélioré l'accès aux services de santé. Quelles pistes les autorités pourraient-elles

suivre pour continuer d'investir dans leurs concitoyens ?

Les autorités des Philippines ont conçu, défendu et financé un large éventail de politiques visant à renforcer les compétences, la santé et l'état nutritionnel des habitants. Quelles ont été les mesures les plus efficaces ? Que reste-t-il à faire ?

Voilà un échantillon des questions abordées dans les études de cas sur le capital humain à Singapour (a), au Ghana (a), au Maroc (a) et aux Philippines (a), qui viennent de paraître. Malgré des contextes et des situations économiques différentes entre ces quatre pays, plusieurs enseignements communs peuvent être retirés de ces études, qui seront particulièrement utiles à tous les autres pays qui réfléchissent à des stratégies d'investissement dans leur capital humain.

1. Faire preuve d'un engagement politique durable en faveur du développement du capital humain.

La continuité des politiques d'investissement, indépendamment de la succession

des gouvernements, est la clé de la concrétisation d'objectifs à long terme, quels qu'ils soient. C'est particulièrement vrai quand il s'agit de développer le capital humain, une entreprise qui peut prendre des décennies, voire des générations.

Aux Philippines, les administrations successives ont perpétué de solides stratégies pour améliorer la santé, l'éducation et les compétences de la population. Des investissements suffisants dans les capacités et une bonne gouvernance renforceront l'impact de ces initiatives sur le terrain. Singapour s'est fixé des objectifs clairs de développement du capital humain à long terme, qui ont guidé ses investissements depuis des décennies dans la santé et l'éducation. Les progrès impressionnants en termes de capital humain, croissance économique et productivité témoignent de l'efficacité de cette stratégie. Au Maroc, grâce à l'engagement des différents gouvernements en faveur de l'éducation, la scolarisation en primaire est quasi universelle. Cet engagement politique sur la durée n'a en revanche pas concerné d'autres secteurs.

2. Mobiliser suffisamment de ressources et en faire un emploi judicieux.

Le fonds central de prévoyance (CPF) de Singapour a joué un rôle déterminant dans le financement des infrastructures, du logement et d'autres investissements vitaux. Tous les salariés et employeurs du pays versent une cotisation mensuelle au fonds. Le gouvernement complète les contributions des bas revenus à travers un programme de travail et abonde les comptes épargne santé des seniors. Au Ghana, les autorités ont elles aussi introduit un mécanisme novateur — le système national d'assurance maladie (NHIS) — afin d'étendre la couverture de soins primaires et réduire les inégalités d'accès en exemptant les pauvres de cotisations. Le dispositif est financé par de faibles prélèvements sur les biens et le travail et par des primes.

Le NHIS peut ainsi offrir des soins prénatals, postnatals et maternels, des vaccins et des programmes de formation à la santé et la nutrition, tous ces efforts contribuant à réduire les retards de croissance des enfants, en termes absolus et relatifs. Mais quand le niveau de financement est insuffisant, les dispensaires et les écoles risquent de manquer de personnel et être surchargés, et les fournisseurs de ne pas être payés. L'inadéquation des ressources financières peut aussi alimenter la corruption.

3. Recueillir des données probantes pour informer les décideurs et redresser le cap. Ayant constaté que les populations vulnérables ne bénéficiaient pas du programme de

cantines scolaires, le gouvernement du Ghana (a) en a redéfini les cibles. Cette initiative s'est inscrite dans le cadre d'une révision à grande échelle des filets sociaux, reposant sur les statistiques nationales de la pauvreté et une analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité afin d'affiner le ciblage et de limiter les pertes. Les Philippines ont introduit un système de données qui a non seulement permis de mieux cibler les bénéficiaires mais aussi de fournir des éléments en appui à d'autres programmes sociaux. Cela a également justifié le maintien du programme malgré l'alternance politique. Singapour (a) collecte systématique-



Hana Bixi, Responsable du Projet pour le capital humain, Banque mondiale

ment des données sur les écoles et les instituts de formation, qui sont ensuite combinées aux données fournies par les entreprises sur les compétences recherchées actuellement et celles qui seront utiles dans cinq à dix ans. Ce recueil d'informations est facilité par le tissu d'organismes publics ou assimilés du pays, l'excellence de ses infrastructures numériques, des administrateurs férus de technologie et des enseignants expérimentés.

4. Adopter des stratégies multisectorielles coordonnées.

Au cours des 40 dernières années, les gouvernements successifs aux Philippines (a) ont privilégié les politiques transversales, promu des approches intégrées et encouragé la participation des différents prestataires de services. Bon nombre de ces mesures intègrent le fait, qu'outre les aspects sociaux, d'autres facteurs entrent en ligne de compte dans le développement du capital humain, comme la qualité de l'air et de l'eau et la fourniture de services d'assainissement. Ces efforts ont contribué au recul de la pauvreté, même s'il reste encore beaucoup à faire.

Le Maroc (a) a lui aussi déployé des dispositifs de protection sociale plurisectoriels en appui au progrès du capital humain. Des programmes complémentaires visent à rendre l'éducation universelle et réduire le décrochage scolaire, surtout en milieu rural et chez les filles, à travers la distribution de cartables et l'octroi de subventions pour le transport, l'alimentation et les fournitures scolaires dans certains niveaux du primaire et du secondaire. Il existe de plus des dispositifs pour les personnes handicapées, des centres de protection sociale et des centres de formation et d'éducation qui aident les filles et les femmes en situation socioéconomique difficile. Singapour a intégré des objectifs sanitaires et éducatifs dans bon nombre des missions gouvernementales.

La santé des citoyens étant influencée par pratiquement tous les aspects de la vie urbaine (logement, adduction d'eau, qualité de l'air, gestion des déchets, circulation automobile...), le pays a fait de la santé de tous un axe de sa stratégie globale d'urbanisation. De même, la concertation entre agences gouvernementales a permis de suivre l'évolution du marché du travail et d'adapter en fonction les compétences imparties par le système scolaire.

5. Associer les responsables locaux à la mise en œuvre des politiques.

Aux Philippines, le déploiement réussi du programme de transferts monétaires sous conditions a exigé une coordination avec les bureaux régionaux et les acteurs locaux (soit plus de 13 000 personnes sur le terrain). Ce faisant, le programme a pu toucher les ménages ciblés dans ce vaste pays décentralisé qui compte des centaines d'îles habitées. Les responsables communautaires au Ghana ont été associés aux décisions prises dans le cadre du programme de cantines scolaires, avec les restaurateurs et les agriculteurs locaux, afin de nourrir les élèves.

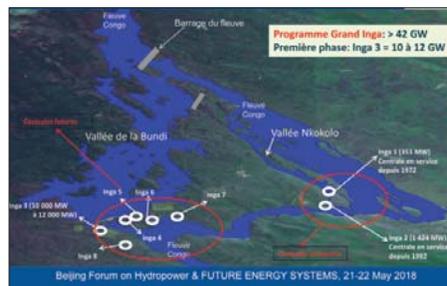
Le suivi et l'évaluation ont été assurés par les directeurs d'école et les restaurateurs locaux. Dans son Initiative nationale de développement humain, le Maroc a privilégié la coordination locale, instituant 700 comités régionaux, provinciaux et locaux pour suivre la mise en œuvre de programmes et sélectionner des projets de développement. Alors que les gouvernements nationaux, le Groupe de la Banque mondiale et d'autres partenaires du développement continuent de protéger les populations et d'investir dans le capital humain, ces études de cas concourent à une compréhension en profondeur de la mise en pratique des meilleures stratégies nationales, des difficultés à surmonter et des prochaines étapes envisagées. ■

La Belle et la Bête

Steven J. Keays, M.A.Sc., Ing. *

L'immortel conte La Belle et La Bête, publiée en 1740 par l'écrivaine française Gabrielle-Suzanne Barbot de Villeneuve, est une magnifique métaphore pour l'univers tout moderne de la gestion de projets de grande envergure. Nous y retrouvons l'investisseur dans le rôle de la Belle, qui ose croire dans la possibilité d'un avenir radieux dans les bras de la Bête, malgré son caractère rébarbatif et intempestif, incarné ici par le projet proposé par le héros. Car, telle est la réalité du projet, quel que soit sa nature, son étendue, ou son coût : une réalité difforme, voire grotesque, esquissée par quelques traits budgétaires tracés à l'encre de l'espoir mais soulignés par le doute.

Aux yeux de l'investisseur et des acolytes voués à l'exploiter, le projet n'est qu'un iceberg d'incertitudes et de risques qui risquent à tout moment de s'effondrer sous les soubresauts de calamités imprévues. La bête ne devient prince qu'au jour où l'actif qu'elle incarne se révèle économiquement lucratif. Si la gestion de projet relève de la science, avec ses multiples processus et méthodes d'exécution, celle-ci n'en demeure pas moins art mystérieux dans ses manières de cerner, d'atténuer, et d'éliminer les risques qui surgiront tout au long de son développement. La gestion du risque, en d'autres termes, est l'ultime objectif du gestionnaire en chef du projet. Il va sans dire que la gestion du



ses composantes, et la réalisation des travaux de fabrication et de construction desquels l'actif physique et opérationnel émergeant en bout de ligne. La maîtrise du risque, quel que soit sa forme ou sa provenance, explique pourquoi l'exécution des travaux requiert un ensemble souvent complexe de capital humain et technique œuvrant en symbiose à l'intérieur d'un cadre exécutif du plus haut calibre. Il est impossible de mener à échéance un grand projet avec une équipe de gestion amateur ou improvisée.

La protection des capitaux investis exige la mobilisation d'individus et d'organisations experts dans le domaine et aguerris de multiples engagements similaires au fil des ans. Les sommes engagées sont trop sérieuses pour tolérer un quelconque risque lié à un manque d'expérience, de capacité, de ressources, ou d'expertise. Voilà pourquoi les coûts de gestion d'un projet sont ce qu'ils sont : non pas par avarice ou opportunisme, mais parce que cette expérience, ces capacités, ces ressources, et ces expertises coûtent ce

budget de Lada... Il va de soi que tous les participants commerciaux à un grand projet (tel Inga 3 en RDC, pour n'en nommer qu'un) mobiliseront le plus haut calibre de personnel qui leur seront disponibles pour remplir les positions clés appelées à prendre les décisions affectant directement leurs marges de profits. Il va aussi de soi que tous les participants commerciaux à un tel projet le font dans un but explicitement lucratif. Ce profit est non seulement légitime mais essentiel au succès du projet. Et non seulement il est essentiel mais nécessaire à justifier leurs propres risques à participer au projet.

Ce risque entraîne à son tour une autre panoplie de processus et de mécanismes de gestion raffinés afin de minimiser les risques inhérents aux nombreuses interfaces qui surviennent inévitablement entre les participants. Il est donc logique de supposer, dans le cas d'Inga 3 par exemple, que les participants et sous-traitants internationaux invités à se joindre au projet sauront d'ores et déjà comment mettre en place les mécanismes de gestion des risques de manière autonome. Ce qui prend ainsi soin de la question des risques au sein du projet – dits risques endogènes. Mais qu'en est-il de la gestion du risque par les propriétaires du projet?

La nature du risque encouru par le propriétaire du projet (y compris les investisseurs) est d'un tout autre ordre. Ce risque, dit exogène, n'a rien à voir avec les détails de l'exécution des travaux. Le



risque est au cœur de toutes les activités entreprises pour mener à terme le projet, de la genèse, à la conceptualisation de

qui l'en vaut pour obtenir une certitude dans les résultats attendus. Personne ne gagne un grand prix de Formule 1 avec un

risque exogène est fondamentalement une question de visibilité. Est-ce que le concepteur principal du projet demeure fidèle

aux besoins, exigences, contraintes, standards, et conditions périphériques (ententes sociales, retombées économiques, contenu domestique, normes environnementales, etc.)? Est-ce que la gestion des fonds et budgets rencontrent les normes préétablies? Est-ce que les conditions de travail satisfont la loi? Est-ce que la documentation est rédigée dans la langue officielle? Est-ce que les progrès rapportés par le gestionnaire en chef correspondent à la réalité? Est-ce que les normes de qualité sont prescrites? Et respectées? Est-ce que les spécifications techniques, logistiques, et opérationnelles sont acceptables?

Est-ce que le choix des équipements, des matériaux, de l'acier et du béton est dans les normes? Est-ce que la gestion d'ensemble est fiable et transparente ou de nature douteuse et opaque?

Répondre à toutes ces questions exige à prime abord une visibilité limpide pour le propriétaire désirant voir concrètement comment se déroule le projet. Visibilité certes, mais renchérie d'une acuité précise capable de pénétrer les zones d'obscurcissement intentionnelles ou accidentelles. Cette visibilité permet alors d'affirmer le degré de conformité des participants et de leurs travaux aux bornes établies dès le début. La capacité de vérifier en temps réel la conformité du projet constitue le vecteur principal de souveraineté du propriétaire sur ses investissements (le concept de souveraineté est expliqué dans l'article La souveraineté de la richesse apparaissant ailleurs dans la présente édition). Ainsi, le degré de souveraineté d'un projet peut



être caractérisé selon une échelle croissante de contrôle et d'impact. Au bas de l'échelle se trouve le degré de souveraineté nulle, où le propriétaire du projet dépend complètement du gestionnaire en chef du projet. Ce seuil correspond à l'engagement « dette en main » favorisé par les pays étrangers pratiquant le colonialisme par actifs : Le pays investisseur fournit la totalité du financement d'un projet en retour d'un contrôle total et autosuffisant de l'exécution du projet, avec d'infimes retombées économiques locales.

Au prochain niveau se trouve le degré de souveraineté primitive. Le propriétaire exerce un contrôle symbolique dans les grandes lignes, mais demeure soumis aux décisions du gestionnaire en chef de projet. On parle dans ce cas d'engagement de type « clé en main », favorisé par les pays à l'économie émergente prêts à octroyer des contrats de type EPC (terme anglo-

phone signifiant ingénierie – approvisionnement – construction) à de grandes firmes de réputation internationale. Dans ce cas, les retombées économiques locales sont tangibles, bien que minimales en termes de valeur monétaire relative à l'ensemble de l'investissement. Le troisième niveau de l'échelle peut être décrite comme souveraineté dite partagée. Celle-ci est typique d'engagements en mode PPP (partenariat public-privé) entre gouvernements et grandes sociétés internationales. Ce niveau de souveraineté reconnaît de fait et de droit le rôle dominant du propriétaire sur l'exécution du projet, sans que celui-ci d'impliquer dans le quotidien des travaux d'exécution.

Finalement, nous arrivons le plus haut degré sur l'échelle, soit le niveau de la souveraineté hégémonique, caractérisée par une exécution autonome. Ce seuil est caractérisé par le rôle dominant du propriétaire au niveau de la gestion globale du projet ainsi que son exécution au quotidien. Dans ce cas, le propriétaire est effectivement le gestionnaire en chef du projet, assisté ici et là par des sous-traitants œuvrant sous les ordres de ce dernier. L'intensité de l'expérience, des capacités, des ressources, et des expertises du souverain sont proportionnelles au seuil de souveraineté.

Au degré de souveraineté nulle sur le projet, le propriétaire possède une intensité minimale, voire même nulle. En revanche, arrivé au niveau de la souveraineté hégémonique sur le projet, le propriétaire est maître chez lui et libre de se passer de toute aide étrangère. En général, les coûts d'un projet seront en relation inverse de l'intensité du projet. Plus l'intensité est faible, plus les coûts seront



élevés et moindre sera la qualité du produit final. Deux conclusions s'imposent immédiatement : le seuil de souveraineté nulle correspond au pire résultat (économique ET opérationnel) alors que le seuil de souveraineté hégémonique correspond au meilleur des deux mondes.

Ne devient pas dominant chez soi qui veut. Le seuil de la souveraineté hégémonique requiert une ou deux générations pour atteindre, décennies durant lesquelles le pays aura progressivement accru son intensité par l'entremise d'un solide portfolio de projets divers ayant permis au capital humain de la Nation d'avoir acquis une éducation complète du monde merveilleux des projets à grandes envergures. Pour les pays en voie de développement, il est irréaliste d'aspirer à atteindre ce seuil rapidement. Mieux vaut profiter d'un nombre restreint de grands projets afin d'acquérir progressivement et en contexte les connaissances nécessaires.

Inévitablement, le processus exigera la présence d'experts de l'étranger qui travailleront directement pour le compte des propriétaires pour assurer la bonne gestion de ces projets et transférer par osmose humaine leurs connaissances à la main d'œuvre locale choisie par les propriétaires pour compléter leurs équipes de gestion. Il s'agit ici d'apprendre à vérifier la conformité des travaux des participants au projet, plutôt que de tenter d'apprendre à reproduire fidèlement ces travaux (un tel objectif joue contre les intérêts économiques du projet). Avec le temps, ce type de jumelage pourra être reproduit et même adapté par les acteurs domestiques des chaînes d'approvisionnement.

Quels sont les domaines prioritaires sujets au développement pour assurer la conformité?

Au niveau de la gestion globale d'un projet, les domaines à développer concernent les normes techniques (ingénierie, géologie et hydrologie, matériaux), les normes de gestion de projet (évaluations, études de faisabilité, modélisations commerciales, financières et opérationnelles), les normes



de construction (codes et standards, méthodes, matériaux, qualifications, réglementation), les normes réglementaires (permis, licences, certifications, enregistrements, rentes et régimes tarifaires), les normes environnementales (émissions/effluents/bruits, protection des écosystèmes, pollution, zoologie), les normes de santé et sécurité (code de travail, protection des ouvriers, milieux sécuritaires, qualifications et certifications), les normes marchandes (importations et exportations, logistique et transport, contrats et achats, inspections, assurances et garanties, qualifications des chaînes d'approvisionnement), et les normes sociétales (engagement des communautés, gestion des parties prenantes, équité des sexes, emplois et protection, taxes et fiscalité).

Tous les projets de grande envergure ont à satisfaire une panoplie similaire de contraintes et d'obligations dans les pays développés (souvent à outrance au point de devenir délétère, p. ex. au Canada). Au fil des années, une certaine standardisation a été réalisée de façon évolutive, de laquelle plusieurs codes de pratiques se sont propagés globalement.

Il est donc immensément logique que les pays en voie de développement adoptent derechef ces pratiques homogènes comme point de départ de ces multiples normes.

Enfin, la mise en pratique de ces normes peut se faire sans difficulté en parallèle avec la progression d'un grand projet, en mettant à profit la suggestion de fonder des instituts nationaux spécialisés dans chacun des domaines énumérés ci-haut (suggestion explorée à fond par M. Richard Martin dans plusieurs articles parus dans *Diplomat investissement*). Force est-il d'admettre que la mise sur pied de ces instituts (ou quel que soit la forme préférée par les autorités nationales) ne peut se faire efficacement sans la contribution d'experts étrangers, au tout début. Tenter d'improviser une telle entreprise sans le bénéfice d'expertises reconnues ailleurs dans le monde aura l'effet néfaste d'annuler tout espoir de crédibilité de ces instituts auprès des intervenants internationaux désireux de participer aux projets envisagés.

À court terme, les pays en voie de développement doivent faire appel à l'expertise disponible hors de leurs frontières pour mettre tous ces éléments en jeu efficacement, afin de maximiser le transfert des connaissances de ces experts vers leurs contreparties domestiques. Il en va du succès des projets et de la valeur des retombées économiques espérées. La société canadienne NAIAD propose ainsi de travailler étroitement avec les bâtisseurs de ces nations, où qu'ils se trouvent sur le continent africain, en vue de transformer leurs visions de projets à grande envergure en opportunités d'investissement de haute qualité, ainsi qu'à contribuer à l'atteinte d'une souveraineté domestique solide et incontournable par l'entremise de programmes de formation professionnelle spécifiques aux besoins des bâtisseurs. ■

(*) Steven J. Keays
Président, la compagnie NAIAD
www.naiad.ca

Qualité	Dangereuse	Coûteuse	Acceptable	Lucrative
Risques et coûts	Excessif	Sévère	Contrôlable	Minime
Seuil de souveraineté	Nulle	Primitive	Partagée	Hégémonique
Engagement	Dette-en-main	Dette-en-main	PPP	Autonome

Tracer la voie d'une reprise

Daniel Mtilik

Les risques à court terme pour la stabilité financière dans le monde sont maîtrisés pour le moment. En prenant au bon moment des mesures sans précédent, les pouvoirs publics sont parvenus à maintenir le flux de crédit à l'économie et à éviter une réaction en chaîne néfaste au niveau macrofinancier, traçant ainsi la voie d'une reprise économique.

Les facteurs de vulnérabilité n'en continuent pas moins d'augmenter, ce qui ravive les craintes pour la stabilité financière de certains pays. Les sources de vulnérabilité se sont accrues pour les sociétés non financières, les entreprises s'étant endettées pour faire face à des pénuries de liquidités ; il en va de même des États, qui ont creusé les déficits budgétaires pour se porter au secours de l'économie.

Les pressions sur les liquidités des entreprises risquent de dégénérer en insolvabilités à mesure que la crise se poursuit, surtout si l'activité tarde à se rétablir. Les petites et moyennes entreprises sont plus vulnérables que les grandes entreprises capables de se financer sur les marchés. L'ampleur des défauts de paiement dépendra, en dernière instance, de la portée et de la durée des mesures de soutien à l'économie,

et de la rapidité de la reprise de l'activité, qui devrait considérablement varier d'un secteur et d'un pays à l'autre. Le système bancaire mondial est bien capitalisé, mais ce n'est pas le cas de toutes les banques ; certains systèmes bancaires pourraient souffrir d'un déficit global de fonds propres si le scénario défavorable de l'édition d'octobre 2020 des Perspectives de l'économie mondiale venait à se réaliser, et ce malgré les mesures actuellement mises en œuvre.

Certains pays émergents et pays préémergents connaissent des difficultés de financement qui risquent de les faire basculer dans le surendettement ou l'instabilité financière, auquel cas l'octroi d'une aide officielle pourrait s'avérer indispensable.

À mesure que les économies rouvriront, la mise en place de mesures accommodantes sera indispensable pour s'assurer que le redressement s'installe durablement (voir la feuille de route ci-dessous). Le programme de réforme financière post-pandémie doit porter principalement sur la consolidation du cadre réglementaire appliqué au secteur financier non bancaire, et sur le renforcement du contrôle prudentiel : il s'agit de limiter la prise de risques excessive, dans un environnement où les taux d'intérêt vont être plus bas, plus longtemps. ■

Total bilan
2.13
USD milliard

PNB
203
USD millions

Part de marché
27 %

VOIR GRAND POUR LE CONGO

Voir grand pour le Congo traduit le mieux ce que nous avons démontré depuis notre création et ce que nous voulons pérenniser : notre leadership sur le marché bancaire de la République Démocratique du Congo.

Chacun de ces mots, pris conjointement, expriment à la fois ce que nous aimons être, **des leaders** et ce que nous aimons faire ou entreprendre. Ils résument à la fois un programme d'actions et un critère de jugement de l'action individuelle et collective des Rawbankers.

Notre vision repose sur le fait que nous entendons réellement et clairement :

- ≡ produire un service innovant et de qualité ;
- ≡ attirer et fidéliser des employés compétents ;
- ≡ attirer et sécuriser des partenaires de qualité.

A travers cette vision, nous voulons promouvoir :

- ≡ le partage mutuel de la responsabilité pour atteindre des objectifs durables ;
- ≡ la collaboration et la communication efficaces ;
- ≡ l'implication de chacun dans la démarche de l'entreprise ;
- ≡ l'interdépendance et l'esprit d'équipe, deux facteurs clés de notre succès ;
- ≡ la motivation et plus particulièrement l'auto motivation.

Cette vision traduit aussi nos pratiques de gestion, de management et de leadership.

Elle exprime enfin la culture RAWBANK à savoir l'entrepreneuriat

RAWBANK
is my bank.

Cadillac



Rien n'a à dire...

